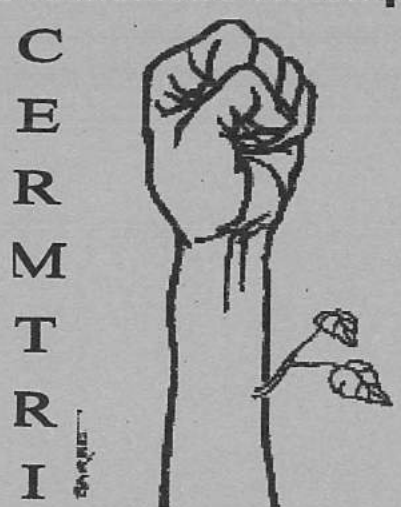
Cahiers du mouvement ouvrier

Goethe : Valmy
Nicole Perron : Couthon, l'ami oublié de Robespierre
Trotsky : Les écrits militaires d'Engels
Martemian Rioutine : Staline et les oppositions
Le fils oublié de Trotsky
Andreu Camps : Le rétablissement de la mémoire historique



C.E.R.M.T.R.I.
Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste et Révolutionnaires Internationaux

N° 46 - Deuxièmer trimestre 2010 (avril-mai-juin) - REVUE TRIMESTRIELLE - PRIX : 8 euros

Cahiers du mouvement ouvrier

Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine, collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie de l'Académie des sciences de Russie

Directeur de la publication : Jean-Jacques Marie
Comité de rédaction : Nicole Bossut-Perron, Odile Dauphin, Marc Goloviznine, Frank Labrasca, Pierre Levasseur, Jean-Jacques Marie, Pierre Roy, Jean-Marc Schiappa.

CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris
Imprimerie ROTINFED 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris
Internet : http://assoc.wanadoo.fr/cermtri
E-mail : cermtri@wanadoo.fr.

Sommaire

• Goethe : Valmy ..... p. 5

• Nicole Perron : Georges Couthon ..... p. 17

• Michel Gandilhon :
(Encore) quelques remarques
sur une biographie d'Engels ..... p. 33

• Léon Trotsky :
Les écrits militaires d'Engels ..... p. 41

• Zigmas Angaretis :
Les causes de la défaite de la révolution socialiste
en Lituanie (1918-1919) ..... p. 55

• Martemian Rioutine :
Staline et les oppositions ..... p. 63

• Marc Teulin :
Une image saisissante de la période stalinienne ..... p. 71

• Christophe Benoit :
Enseignement ou propagande ? ..... p. 79

• Andreu Camps : Le long combat
pour le rétablissement de la mémoire historique ..... p. 91

• Jean-Jacques Marie :
Le fils oublié, Serge Sedov ..... p. 103

• Marcel Martinet : *"A Léon Trotsky..."* ..... p. 113

• Memorial : Histoire et politique ..... p. 117

• Appel : La vie du syndicaliste russe Valentin Ourousov
est en danger ! ..... p. 121

• Notes de lecture ..... p. 125

• Chronique des falsifications ..... p. 135

EN 1900, DANS SON DÉBAT AVEC JULES GUESDE, JAURÈS ÉVOQUE LA *"LUTTE INCESSANTE DU SALARIÉ QUI VEUT ÉLEVER SON SALAIRE ET DU CAPITALISTE QUI VEUT LE RÉDUIRE, DU SALARIÉ QUI VEUT AFFIRMER SA LIBERTÉ ET DU CAPITALISTE QUI VEUT LE TENIR DANS SA DÉPENDANCE. VOILÀ DONC LE PREMIER ÉLÉMENT DE LA LUTTE DE CLASSE. LA CONDITION DE FAIT QUI LE FONDE, QUI LE DÉTERMINE, C'EST LE SYSTÈME DE LA PROPRIÉTÉ CAPITALISTE, DE LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE."*

JAURÈS AJOUTE : *"POUR QU'IL Y AIT VRAIMENT LUTTE DE CLASSE, POUR QUE TOUT LE PROLÉTARIAT ORGANISÉ ENTRE EN BATAILLE CONTRE LE CAPITALISME, IL NE SUFFIT PAS QU'IL Y AIT ANTAGONISME DES INTÉRÊTS ENTRE LES CAPITALISTES ET LES SALARIÉS, IL FAUT QUE LES SALARIÉS ESPÈRENT, EN VERTU DES LOIS MÊMES DE L'ÉVOLUTION HISTORIQUE, L'AVÈNEMENT D'UN ORDRE NOUVEAU DANS LEQUEL LA PROPRIÉTÉ CESSANT D'ÊTRE MONOPOLEUSE, CESSANT D'ÊTRE PARTICULIÈRE ET PRIVÉE, DEVIENDRA SOCIALE."*

(*Jaurès et Guesde. Les deux méthodes*.
Editions de la Liberté, 1945, p. 6)

Le CERMTRI dispose de collections pas tout à fait complètes de l'hebdomadaire *La Vérité* des années 1956, 1957 et 1958. Il peut en céder à ceux que cet hebdomadaire — alors régulièrement saisi par la justice pour son opposition à la guerre coloniale en Algérie —intéresse pour la somme de 7 euros (port compris) par groupe de 14 numéros (il y a en gros 45 numéros disponibles par an).

"CACHER AUX ENFANTS LA LUTTE DES CLASSES QUI S'EST DEVELOPPEE, SOUS DES FORMES DIVERSES, TOUT AU LONG DE L'HISTOIRE, ET QUI PREND FORME AUJOURD'HUI DANS LA LUTTE DU CAPITALISME ET DU PROLETARIAT, CE SERAIT SUPPRIMER POUR EUX UN DES ASPECTS ESSENTIELS DE L'HISTOIRE HUMAINE"

(JEAN JAURES, *La Revue des maîtres*, revue de l'enseignement primaire, 25 octobre 1908)

Consultez le blog "l'histoire défigurée, la géographie manipulée"

Cahiers du mouvement ouvrier

(volume de 144 pages)

Prix du numéro : **8 euros**

Abonnement annuel (quatre numéros) :

— France : **30 euros** ;

— Etranger : Europe : **35 euros** ; Asie, Amérique, Afrique : **40 euros**.

Nom, prénom : .....

Adresse : .....

.....

Chèques à l'ordre du CERMTRI

(préciser : *Cahiers du mouvement ouvrier*)

A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Goethe :
Valmy

On cite toujours la phrase par laquelle Goethe conclut son récit de la bataille de Valmy, à laquelle il a participé comme témoin curieux et fureteur : *"Je pense que sur cette place et à partir de ce jour commence une nouvelle époque pour l'histoire du monde, et nous pourrons dire : j'étais là."*

Mais on cite beaucoup plus rarement (quand on le fait) le récit complet que donne Goethe dans ses *Mémoires*. Or le récit lui-même mérite la réflexion : il ne permet en effet nullement de comprendre pourquoi Goethe aboutit à cette conclusion. Il écrit : *"Les Français étaient restés immobiles, à l'exception de Kellermann, qui avait pris une position plus favorable. Celle des alliés était toujours la même, et sans la sombre consternation qui régnait dans le camp, on aurait pu croire qu'il ne s'était rien passé."*

Comment une telle impression peut-elle déboucher sur le sentiment d'un tournant de l'histoire ? Goethe ajoute : *"Le matin encore, on n'avait songé qu'à embrocher et à manger en masse tous ces Français, maintenant on n'osait plus ni se parler ni se regarder ; et si l'on s'adressait la parole, c'était pour maudire cette expédition."*

Certes... mais pourquoi la défaite, ou plus exactement l'absence au rendez-vous d'une victoire militaire attendue, voire jugée inévitable, peut-elle signifier que commence *"une nouvelle époque pour l'histoire du monde"* ?

Son biographe, Emile Ludwig, affirme : *"Cette réponse vaut un acte (...), cette parole demeure unique dans sa carrière"* (*Goethe*, tome II, p. 139).

Mais qu'est-ce qui l'a amené à la prononcer, Goethe oublie de nous le dire... au point que l'on peut se demander s'il n'a pas en réalité prononcé cette phrase plus tard...

"Commence une nouvelle époque pour l'histoire du monde"

Le 11 septembre (1792)

La route que nous devions suivre, nous forçait à traverser les montagnes qui séparent les eaux de la Meuse de celles de l'Aire.

Le temps était affreux et c'est en bravant des fatigues inouïes que nous arrivâmes à Malancour, où nous trouvâmes les caves et les cuisines vides, et les maisons désertes ; mais dans notre position, c'était déjà un grand bonheur que de pouvoir nous abriter sous des toits impénétrables à la pluie et de manger, les pieds secs, les chétives provisions qui nous restaient.

Les dispositions intérieures de ces maisons abandonnées me plurent infiniment, car tout y portait le cachet d'un bien-être calme, simple, conforme aux vues de la nature ; et nous venions troubler cet état heureux ! On fuyait à notre approche et nous entendions de tous côtés crier au pillage ! Nous nous empressâmes de mettre fin à ces excès ; mais, je dois l'avouer, nous fûmes profondément touchés lorsque nos pauvres soldats, dont les vêtements avaient été pourris dans la marche, nous accusaient de cruauté parce que nous leur arrachions les chemises et les manteaux qu'ils avaient pillés. Un reproche d'une autre nature nous fut moins sensible.

Un émigré de notre connaissance, qui était venu partager notre maigre souper, avait l'air si affligé que nous lui demandâmes la cause de son chagrin.

"C'est la cruauté du roi de Prusse envers mes princes, s'écria-t-il, *qui me perce le cœur ; malgré la pluie battante. Sa Majesté est partie ce matin de Glorieux à cheval et sans manteau, ce qui a mis Leurs Altesses dans la nécessité d'en faire autant. En les voyant si légèrement vêtus et ruisselants d'eau, j'aurais donné ma vie, si par ce sacrifice j'avais pu transporter ces illustres princes, d'où dépend le salut de la France, dans une voiture bien fermée."*

Nous n'avions rien à lui répondre, car quelle consolation aurait-il pu trouver dans cette vérité, que la guerre en sa qualité d'avant-coureur de la mort, établit le règne de l'égalité, puisqu'elle frappe le grand aussi impitoyablement que le petit ?

Le 12 septembre

Honteux de me trouver dans une voiture couverte, tandis que des souverains bravaient le mauvais temps, je confiai ma chaise au camérien Wagner, qui devait nous suivre avec les équipages ; et lorsque nous nous remîmes en route le lendemain matin, je m'élançai sur un bon cheval de selle. Beaucoup de mes amis imitèrent mon exemple, et nous partîmes tous ensemble pour Landres, village où on allait transporter le camp.

Chemin faisant, notre régiment avait fait halte dans un petit bois nouvellement abattu, et allumé un grand feu, autant pour se chauffer que pour faire la cuisine. Lorsque nous le rejoignîmes, le dîner était prêt et les tables dressées. Mais les chariots qui menaient les bancs n'arrivaient point et l'on fut forcé de manger debout, ce qui nuisit beaucoup au beau coup d'œil de cet immense repas en commun.

Le soir, nous arrivâmes sans encombre au camp, presque en face de Grandpré. Nous savions tous que ce point était parfaitement bien gardé par les Français, et la pluie qui ne cessait de tomber rendait notre position aussi désagréable qu'elle était dangereuse.

Heureux celui qui, dans des circonstances fâcheuses, se sent le cœur plein d'une passion élevée !

Le phénomène de la source, que j'avais observé pendant le siège de Verdun, me préoccupait sans cesse, et je dictais mes réflexions sur ce sujet au bon Vogel, qui voulut bien me servir de secrétaire. Je possède encore aujourd'hui ces feuillets empreints de pluie et de boue ; je les ai conservés comme un témoignage de mes efforts constants pour arriver à la vérité.

Pendant la nuit, le temps était devenu si affreux que nos soldats avaient été chercher un abri sous les chariots du régiment. Pour augmenter l'horreur de cet état, nous étions si près de l'ennemi que nous pouvions craindre à chaque instant de le voir sortir de ses retranchements pour venir nous attaquer.

Du 15 au 17 septembre

Le camérien Wagner vint nous trouver dès le lendemain matin ; lui aussi avait passé une nuit cruelle, car des valets ivres de vin et de sommeil l'avaient égaré, et de fausses alarmes étaient venues l'effrayer à chaque instant.

Dans le courant de la journée, nous vîmes luire un rayon d'espérance, une forte canonnade se fit entendre du côté de notre aile droite, et l'on prétendit que le général Clairfait, revenu des Pays-Bas, attaquait le flanc gauche de l'armée française. Impatient de connaître la vérité, je me rendis au quartier général, mais on n'y savait encore rien de positif.

Le major de Weyhrach venait de monter à cheval pour visiter les avant-postes, je le suivis.

Arrivés sur une hauteur, nous trouvâmes un détachement de hussards, commandé par un jeune officier, qui avait reçu l'ordre de s'arrêter sur ce point, afin de ne pas occasionner une attaque inutile.

Pendant que nous écoutions la canonnade qui paraissait venir de plus loin que Grandpré, le prince de Prusse arriva avec sa suite et ordonna à l'officier de l'accompagner avec ses hussards. Le jeune homme le supplia en vain de ne pas le forcer de manquer à sa consigne ; le prince s'avança rapidement et nous fûmes tous forcés de le suivre. A peine avions-nous fait quelques centaines de pas qu'un chasseur à cheval français sortit de la forêt, s'avança vers nous au galop jusqu'à une portée de fusil et retourna d'où il était venu. Un second, un troisième, un quatrième firent la même manœuvre, mais en tirant sur nous ; le prince n'en continua pas moins sa route et les chasseurs leur petite guerre. L'officier de hussards, partagé entre son devoir et le respect dû à un prince royal, me dit à voix basse : *"Si vous avez quelque influence sur Son Altesse, décidez-la à revenir, si nous continuons à nous avancer ainsi l'alarme se répandra dans les avant-postes, l'on s'en prendra à moi, et je serai perdu sans avoir été coupable."*

La situation critique de ce jeune homme me parut si intéressante que je m'approchai aussitôt du prince pour la lui exposer ; j'eus le bonheur de le persuader ; nous tournâmes bride et les chasseurs français cessèrent de nous inquiéter.

Le lendemain seulement, nous commençâmes à connaître le véritable état des choses, car nous apprîmes que, grâce à sa position favorable près de Grandpré, l'aile droite de Dumouriez était inattaquable, et que sa gauche était défendue par deux défilés, celui de la Croix-aux-Bois et celui du Chêne-le-Populeux ; l'un et l'autre étaient regardés comme imprenables. Mais la défense de ces deux défilés avait été confiée à un jeune officier trop inexpérimenté pour une pareille tâche. Les Autrichiens vinrent fondre sur lui ; la première attaque coûta la vie au prince de Ligne, fils, à la seconde le poste fut pris ; et Dumouriez, voyant son plan de campagne détruit, abandonna sa position et remonta l'Aisne. Cette opération permit à des hussards prussiens de franchir les défilés, de poursuivre les Français jusqu'au-delà de la forêt d'Orgonne et de répandre la terreur dans leur camp.

Notre régiment qui avait été envoyé à la découverte revint avec un butin considérable. Après avoir partagé l'argent et les effets, on me remit, en ma qualité de membre de la chancellerie, les papiers enlevés à l'ennemi. Parmi ces papiers, je trouvai plusieurs ordres du jour de La Fayette très proprement écrits et un des derniers numéros du *Moniteur*, contenant, dans un article fort laconique, cette phrase significative : *"Les Prussiens pourront venir à Paris, mais ils n'en sortiront point."*

On supposait donc la possibilité que nous pouvions aller jusqu'à Paris ? Quant à en sortir, cela ne nous inquiétait nullement.

A notre grande satisfaction, l'armée ne tarda pas à se mettre en mouvement, et les avant-gardes passèrent les unes après les autres. Notre tour vint enfin ; après avoir traversé des monts et des vallées couverts de vignes dont on savourait les fruits avec délices, nous aperçûmes le château de Grandpré, situé sur une hauteur, au pied de laquelle l'Aire se glisse entre un enchaînement de collines pour aller se jeter dans l'Aisne.

Pendant cette marche, le hasard me jeta au milieu de la suite du roi de Prusse et de celle du duc de Brunswick, où je trouvai le prince de Reuss et plusieurs autres diplomates militaires de ma connaissance. Ces groupes de cavaliers décoraient si richement le paysage que je ne pouvais m'empêcher de souhaiter qu'un Van der Meulen pût se trouver parmi nous et éterniser notre passage par la magie de son pinceau. Il est vrai que quelques villages brûlaient çà et là, mais la fumée et les flammes ne sont pas d'un mauvais effet dans un tableau de guerre.

Les habitants de ces villages, disait-on, s'étaient permis de tirer par leurs fenêtres sur les avant-gardes, qui, usant du droit de représailles que la guerre autorise, avaient mis le feu aux maisons. On déplorait ces calamités, mais le mal était fait, et nos chefs crurent le réparer en prenant les vignes sous leur protection ; ce qui n'empêcha pas nos soldats de les visiter si souvent qu'après notre passage, on pouvait regarder les vendanges comme terminées.

Nous conduisant tantôt en amis et tantôt en ennemis, nous dépassâmes Grandpré et traversâmes l'Aisne pour nous arrêter près de Vaux-les-Mourons, située dans la partie de la Champagne désignée par une épithète peu engageante ; dans les maisons abandonnées à notre approche, on ne sentait cependant aucune trace de la vermine dont parle cette épithète. Cette contrée, au reste, ne nous parut pas trop mal. Des vignes bien cultivées bordaient le côté méridional de la rivière, de riches récoltes étaient entassées dans les granges, malheureusement les gerbes n'étaient pas encore battues et les moulins manquaient entièrement, aussi notre position commençait-elle à ressembler à celle de Tantale.

Le 18 septembre

A chacune de nos haltes, et surtout à celle du dîner, on profitait du moment où l'on prenait le café pour se réunir, tantôt

sous une tente, tantôt sous une autre. Ces réunions se composaient d'émigrés français, de diplomates et d'officiers allemands, tous hommes d'un grand mérite, mais exclus du conseil intime des souverains, et, par conséquent, toujours occupés à deviner les décisions de ce conseil. C'est ainsi qu'on croyait savoir que Dumouriez, ayant été obligé d'abandonner sa position de Grandpré, s'en était créé une plus avantageuse encore sur les hauteurs de Sainte-Menehould. Quant aux alliés, ils avaient passé un étroit défilé et laissé derrière eux, sans les prendre, les forteresses de Sedan, de Montmédy et de Stenay, ce qui, selon notre conciliabule, était une imprudence que nous pourrions payer fort cher en cas de retraite, cas que le mauvais temps, la pauvreté et les dispositions hostiles des habitants du pays rendaient fort probable ; surtout si l'on continuait à hésiter comme on l'avait fait jusqu'ici, au lieu de s'avancer à marches forcées vers Châlons et Reims. Par là, disait-on, notre armée se trouverait dans un pays assez riche pour satisfaire à tous nos besoins, et Dumouriez serait obligé de quitter sa position avantageuse et de nous offrir en plaine une bataille que nous ne pouvions manquer de gagner.

Le 19 septembre

L'ordre de marcher sur Massige, en laissant l'Aisne et ses montagnes boisées à notre gauche, nous a été donné dès le point du jour. Pendant ce trajet, un singulier phénomène d'optique est venu me réjouir.

Afin de pouvoir faire avancer plusieurs colonnes à la fois, on avait dirigé celle dont je faisais partie à travers un enchaînement de collines. La pente d'une de ces collines était tellement rapide que, même après l'avoir adoucie à coups de pioche, la colonne n'a pu la descendre qu'en se rompant. Je m'étais arrêté sur le sommet ; un rayon de soleil perça tout à coup les sombres nuages dont le ciel était chargé depuis notre entrée en France et fit briller les baïonnettes et les fusils de nos soldats, au point que cet amas d'armes avait l'air d'un fleuve étincelant ; et quand chaque homme s'est mis à descendre séparément et en sautant par-dessus des amas de pierres ou de terre, on eût dit qu'une immense cascade se précipitait dans la vallée. Et lorsqu'au pied de la colline, la colonne s'est réunie et a repris sa marche régulière, c'était, à mes yeux, le fleuve qui rentrait dans son lit.

A une heure après midi, nous sommes arrivés à Massige. Quoique sous les yeux de l'ennemi, car deux lieues à peine nous séparaient de lui, on avait déjà pris les dimensions du camp. Les pieux étaient enfoncés, un grand feu brillait au milieu de la place qui devait recevoir les tentes et les marmitons venaient d'ouvrir le chariot qui renfermait les provisions et les ustensiles de la cuisine du duc et de sa suite.

Tout à coup, on entendit dire de tous côtés que le camp n'aurait pas lieu, parce qu'on venait d'apprendre que l'armée française avait quitté les hauteurs de Sainte-Menehould pour se retirer sur Châlons, et que le roi de Prusse, ne voulant pas la laisser échapper, avait donné ordre de la poursuivre à outrance.

Ne sachant que croire, j'ai été prendre des renseignements à la bonne source ; là, j'ai appris que cette nouvelle avait été apportée par des hussards d'avant-postes, et que le duc de Weimar, accompagné du général Heymann et suivi par les hussards porteurs de cette invraisemblable nouvelle, était allé faire une reconnaissance. Au bout de quelques heures, ils revinrent, bien convaincus que l'ennemi n'avait fait aucun mouvement ; et les hussards ont été forcés de convenir qu'ils avaient présumé, plutôt que vu et entendu, ce qu'ils étaient venus rapporter. L'alarme, cependant, s'était répandue partout, aussi avons-nous presque aussitôt reçu l'ordre d'avancer et de faire rétrograder les bagages jusqu'à Maison-Champagne, pour y former une barricade de chariots, en attendant le résultat de la bataille, que l'on croyait imminente.

J'abandonnai aussitôt à mon domestique, que je connaissais aussi prudent que soigneux, ma voiture et mes bagages, et je m'élançai sur un cheval de selle pour me joindre à mes compa-

gnons. Depuis longtemps déjà, nous avions décidé que nous nous tiendrions toujours aussi près que possible des troupes régulières, parce que là, tout ce qui peut arriver est honorable, tandis qu'auprès des bagages et de l'arrière-train, le péril est presque aussi grand et le séjour toujours honteux pour celui que son devoir n'y enchaîne pas. Pour ma part, je suivais partout les officiers du régiment de Weimar, et, surtout, ceux de l'escadron des gardes du corps du duc.

La route que nous devions suivre nous était tracée par le cours d'une petite rivière nommée Tourbe, et qui traverse la vallée la plus triste et la plus aride qu'il soit possible de voir ; nous avions en outre l'ordre de marcher dans le plus profond silence, comme s'il s'était agi de surprendre l'ennemi. Cet ennemi, cependant, ne pouvait manquer de voir, du haut de ses montagnes, les mouvements d'une armée de plus de cinquante mille hommes s'avançant dans les vallons.

La nuit n'a pas tardé à nous surprendre. Point de lune, point d'étoiles, un vent froid et violent ; ses hurlements accompagnaient notre marche silencieuse, qui, au milieu de ce bruit sinistre et d'une obscurité profonde, avait quelque chose de très saisissant.

Tandis que nos officiers montaient et descendaient le long de la colonne, tantôt pour la faire avancer plus vite, tantôt pour l'arrêter, une douzaine de cavaliers, sans caractère officiel, mais que j'avais déjà vus, étaient venus se joindre à moi. On s'interrogeait sur ce qui allait se passer, on se plaignait et l'on ne pouvait pardonner à nos chefs de nous avoir privés du dîner, dont on avait commencé les préparatifs à Massige. Le plus joyeux de ces messieurs exprimait le désir de posséder au moins un morceau de pain et une saucisse, un autre, moins modeste, éleva ses désirs jusqu'à un filet de chevreuil et une salade d'anchois ; et comme, à ces conditions, les mets les plus recherchés ne coûtaient rien, on finit par composer un repas splendide arrosé de vins exquis. Cette plaisanterie avait tellement surexcité les appétits que tout le monde s'est mis à maudire le festin imaginaire, placé si mal à propos en face de l'absence réelle de toute espèce de nourriture.

En arrivant à Somme-Tourbe, nous avons trouvé le roi de Prusse installé dans une auberge, à la porte de laquelle le duc de Brunswick avait établi son quartier général et sa chancellerie. Plusieurs feux étaient allumés sur la place où se trouvait cette auberge, et on les entretenait soigneusement avec des sarments de vigne ; mais le duc feld-maréchal a aussitôt donné l'ordre de modifier ces flammes, qui pouvaient, disait-il, faire deviner notre position à l'ennemi. Nous n'avons pu nous empêcher de blâmer intérieurement cette précaution, car pas un de nous n'osait se flatter que notre marche fût restée ignorée des Français.

La nuit du 19 et la journée du 20 septembre

J'étais arrivé trop tard ; aussi avais-je beau chercher dans les maisons voisines, il n'y avait plus rien. Pendant que je faisais ma ronde inutile, les émigrés m'ont fourni l'occasion d'apprécier une excellente ressource culinaire. Accroupis autour d'un grand feu, ces messieurs en avaient retiré de la cendre rouge dans laquelle ils plaçaient des œufs, dont ils avaient eu la sage précaution de se procurer une grande quantité dès leur arrivée dans le village. Rien n'était plus appétissant que de voir tous ces œufs debout dans la cendre, et que les nobles cuisiniers avaient soin de retirer au moment où ils étaient assez cuits pour être avalés d'un trait. Malheureusement, ils m'étaient tous inconnus, ce qui m'a empêché de leur demander une part de ce festin.

En ce moment, un de mes amis qui, ainsi que moi, mourait de faim et de soif, m'a rejoint pour me conter ses peines. Ses lamentations m'ont suggéré une ruse de guerre puisée dans les expériences que, dans cette courte campagne, j'avais déjà eu l'occasion de faire. J'avais observé qu'en allant à la maraude, on se conduit maladroitement. Les premiers

arrivés prennent plus qu'ils ne peuvent consommer, leurs successeurs se jettent sur leurs traces et ne trouvent plus rien ou presque rien. J'ai conclu de là qu'au lieu de suivre ses devanciers, il faut chercher sur un point opposé à celui qu'ils ont exploité.

L'instant était venu de mettre cette théorie en pratique. Quittant aussitôt la partie encombrée du village, je me dirigeai, suivi de mon ami, vers l'extrémité du village la plus éloignée de la route par laquelle nous étions entrés. Deux soldats, tranquillement assis à la fenêtre d'une des dernières maisons, avaient l'air de s'y trouver si bien que nous crûmes devoir entrer pour leur conter notre détresse, car il me semblait qu'ils pourraient nous venir en aide.

Après les avoir salués en camarades, nous commençâmes nos lamentations. Ils se regardèrent d'abord avec un sourire mystérieux, puis ils nous firent promettre de ne pas trahir le secret qu'ils allaient nous confier. Ce secret consistait dans la découverte d'une cave très bien montée, dont l'entrée avait été cachée par des pierres et des bourrées. Ils nous y firent descendre, et eurent même la complaisance de nous indiquer les bouteilles qui contenaient les meilleures qualités. J'en cachai quatre sous mon manteau, mon ami en fit autant, et nous retournâmes sur la place très heureux de notre trouvaille.

Non loin d'un feu autour duquel se chauffaient plusieurs officiers, on avait laissé une herse sur laquelle je m'assis, en laissant glisser mes bouteilles entre les dents de cette herse, que je recouvris de mon manteau. Après avoir causé un instant avec ces messieurs, je tirai tout doucement une bouteille et je la débouchai avec fracas. C'était à qui me féliciterait sur mon bonheur ; j'offris généreusement de partager avec eux. Les premiers burent un bon coup, les derniers se modérèrent afin de m'en laisser une petite part, la bouteille n'en était pas moins presque vide lorsqu'elle me revint. L'échangeant aussitôt adroitement contre une pleine, je bus à longs traits à la santé de ces messieurs, puis je les engageai à me faire raison en leur rendant la bouteille. Comme elle était presque pleine, tout le monde se mit à crier au sortilège. A la troisième, on trépignait de joie, et ma plaisanterie nous a procuré à tous un moment de gaieté bien précieux dans la triste situation où nous nous trouvions.

Le mystère dont on avait cherché à couvrir notre marche nous avait fait présumer qu'on se remettrait en route pendant la même nuit, mais il faisait déjà grand jour lorsque nous avons quitté le village. Le régiment de Weimar avait le pas sur tous les autres et marchait à la tête de la colonne, aussi lui avait-on donné pour guides des hussards qui étaient censés connaître la route. C'est sous leur direction et par une petite pluie fine que nous avons traversé, et souvent au grand trot, des champs et des prairies sans arbres et sans buissons ; à notre gauche, cependant, nous voyions toujours les monts d'Argonne avec leurs épaisses forêts.

La pluie était devenue plus forte et nous fouettait le visage lorsque nous arrivâmes sur une grande et belle route bordée de peupliers ; c'était celle qui, de Sainte-Menehould, conduit à Châlons et à Paris. Bientôt, cependant, il a fallu la quitter pour traverser des prairies bourbeuses. Pendant cette marche, nous voyions distinctement l'ennemi aller et venir dans ses retranchements, et nous ne pouvions plus douter qu'il ne lui fût arrivé des troupes nouvelles ; Kellermann venait en effet de se joindre à Dumouriez et de former l'aile gauche de son armée.

Nos officiers et nos soldats brûlaient du désir de commencer l'attaque, et notre marche précipitée leur faisait espérer qu'ils ne tarderaient pas à en recevoir l'ordre ; mais Kellermann s'était emparé d'une position trop avantageuse pour qu'il nous fût possible de prendre l'offensive. La canonnade, cependant, venait de commencer ; on a beaucoup parlé, beaucoup écrit sur cette canonnade, dont il est impossible de décrire le terrible effet ; on essaierait même en vain de faire revivre cet effet en imagination.

Déjà, nous avions laissé la grande route loin de nous en nous précipitant toujours vers l'occident, lorsqu'un aide

de camp arriva à bride abattue. On nous avait conduits trop loin ; il a fallu retourner sur nos pas, repasser la grande route et nous poster à sa gauche, afin d'appuyer l'aile droite de notre armée. Ainsi placés, nous faisions face aux travaux avancés de l'ennemi, connus sous le nom de camp de la Lune.

Notre commandant, qui venait de conduire sur les hauteurs une batterie volante, vint presque aussitôt nous donner l'ordre d'avancer sous la protection de cette batterie. A peine avions-nous fait quelques pas que nous trouvâmes un vieux maître d'équipage étendu mort sur le terrain ; c'était la première victime de cette mémorable journée.

A mesure que nous nous avancions, nous voyions le camp de la Lune de plus près, et bientôt nous nous trouvâmes dans une position fort étrange. Les boulets nous assiégeaient d'une manière sauvage, sans que nous pussions comprendre d'où ils nous venaient ; car nous marchions sous la protection d'une batterie amie, et celle de l'ennemi était trop éloignée pour pouvoir nous atteindre. Arrêté sur le côté de notre front, je voyais les boulets tomber par douzaines devant notre escadron. Heureusement qu'au lieu de ricocher, ils s'enfonçaient dans le sol humide et fraîchement remué, en couvrant de boue nos cavaliers et leurs chevaux, qui reniflaient avec tant de fureur qu'il fallait beaucoup de force pour les maintenir.

Au premier rang de cette masse d'hommes et de chevaux si cruellement agitée, je vis un tout jeune porte-enseigne qui, quoique fortement balancé par sa monture, n'abandonnait point son drapeau. La gracieuse figure de cet adolescent me rappela celle, plus gracieuse encore, de sa mère ; et malgré l'horreur du danger qui nous menaçait tous, ma mémoire me retraçait les moments heureux que j'avais passés près d'elle.

Nous reçûmes enfin l'ordre de revenir sur nos pas, ce qui se fit sans confusion et sans accident ; un seul cheval avait été tué dans cette expédition qui aurait pu nous coûter la vie à tous. A peine revenus de la surprise que nous avait causée le feu meurtrier et inexplicable que nous venions de subir, nous trouvâmes la batterie volante par laquelle nous nous croyions protégés, établie dans un bas-fond. Elle avait été chassée des hauteurs et s'était retirée là, sans que nous ayons pu nous en apercevoir ; une batterie ennemie était venue occuper sa place et c'était elle qui avait tiré sur nous.

Je blâmai d'abord les canonniers d'avoir ainsi abandonné leur poste, mais je ne tardai pas à les excuser ; car j'eus bientôt occasion de voir combien il faut déployer de force et de courage, et braver de fatigues et de dangers, pour transporter une batterie volante à travers des terrains marécageux et inconnus. Ces expériences ne me rassurèrent point sur l'état de notre armée.

La canonnade continuait toujours ; Kellermann s'était posté près du moulin de Valmy, et c'était sur lui que nous dirigions notre feu. Un chariot de poudre sauta dans son camp, et l'on se réjouit beaucoup, chez nous, du désastre que cet accident ne pouvait manquer d'avoir causé.

De retour sur la grande route qu'on nous avait fait quitter si mal à propos, nous fîmes halte près d'un poteau de bois étendant un de ses bras vers Paris ; ce qui me fit voir que nous tournions le dos à cette capitale, et que l'armée française était postée entre nous et notre pays.

Jamais peut-être, une armée entrée en pays ennemi ne s'est trouvée dans une position plus terrible ; j'en comprenais tous les dangers, moi qui, depuis notre entrée en campagne, étudiais sans cesse le théâtre de la guerre.

Nos hussards s'étaient emparés de quelques chariots de pain, qui, de Châlons, se rendaient à Valmy ; moyennant un modique pourboire, je m'en fis céder une certaine quantité que je distribuai à mes amis, à la condition qu'ils me garderaient une part pour les jours suivants. Ce pain était fort bon et surtout très blanc ; les Français ont horreur du pain noir.

Je pris en même temps une autre mesure de précaution. Un chasseur de notre suite avait acheté une couverture de laine à ces mêmes hussards ; il ne voulait pas

me la céder, mais je le décidai à me la louer à raison de vingt-quatre sous par nuit ; car celle que j'avais achetée à Longwy était restée avec les bagages, et je n'avais plus que mon manteau pour me garantir du froid et de la pluie. Tous ces marchés s'étaient conclus au milieu du tonnerre du canon.

Plus de mille boulets déjà avaient été tirés de chaque côté, sans amener aucun résultat, et les alliés avaient inutilement perdu douze cents hommes.

La canonnade, qui se suivait comme un feu de peloton, avait éclairci le temps ; vers midi, il y eut une pause, puis le feu recommença avec tant de fureur que le sol tremblait sous nos pieds. Les deux armées, cependant, restaient toujours à la même place, et personne ne savait comment cela finirait.

J'avais tant entendu parler de la fièvre de canon qu'il me prit envie d'apprendre à la connaître par moi-même. Poussé par l'ennui et par les dispositions naturelles de mon esprit, que le danger surexcite jusqu'à la témérité, je dirigeai mon cheval vers le camp de la Lune, occupé en ce moment par les nôtres. Ce n'était plus qu'une scène de dévastation au milieu de laquelle gisaient des blessés étendus sur des bottes de paille ; tandis que parfois un boulet de canon, qui venait se perdre par là, achevait de renverser un pan de mur ou d'enlever les derniers restes d'une toiture.

Seul, abandonné à moi-même, je continuai à suivre les sommets des montagnes à gauche du camp de la Lune, et j'ai pu enfin apprécier complètement la position avantageuse des Français. Placés en amphithéâtre, ils pouvaient, avec calme et sans crainte, attendre nos attaques ; l'aile gauche seule était moins invulnérable, c'est là que commandait Kellermann.

Des généraux et des officiers d'état-major qui passaient par là, ne pouvant s'expliquer ma présence, voulurent me ramener avec eux. Je déclarai que j'avais mes projets à moi ; et comme ils savaient que j'étais sujet à des accès d'entêtement bizarres, ils me laissèrent agir à ma guise. Continuant ma route, j'atteignis bientôt la véritable région des boulets ; le son dont ils remplissaient l'air me paraissait un composé du bourdonnement d'une toupie, du clapotement de l'eau et du sifflement d'un oiseau. Le sol était tellement détrempé par la pluie que les boulets y restaient enfoncés à mesure qu'ils tombaient, ce qui me garantit du danger des ricochets.

J'étais assez de sang-froid pour m'apercevoir qu'il se passait en moi quelque chose de singulier, que je ne pourrais décrire que par comparaison.

Il me semblait que j'étais dans un endroit très chaud, et cette chaleur me pénétrait tellement que je me sentais au niveau de l'élément au milieu duquel je me trouvais. Dans cet état, la vue ne perd rien de sa force et de sa clarté, mais on eût dit que le monde s'était tout à coup teint d'un rouge brunâtre. Loin de sentir le cours de mon sang s'accélérer, je trouvais au contraire que tout mon être s'absorbait dans le brasier dont j'étais entouré, ce qui explique, jusqu'à un certain point du moins, pourquoi on a donné à cette sensation le nom de fièvre. Il est toutefois digne de remarque que ce qu'il y a d'horrible dans cette sensation nous est transmis par les oreilles, c'est-à-dire par les craquements, les hurlements, les sifflements, les bourdonnements des boulets.

Lorsque je sortis de cette région et que je me trouvai enfin à l'abri de tout danger, la singulière chaleur dont j'avais été pénétré disparut tout à coup, et il ne me resta rien que j'eusse pu prendre pour une agitation fébrile. Il est incontestable, toutefois, que la sensation que je venais d'éprouver n'a rien qui puisse la faire désirer ; et que parmi les plus vaillants guerriers, je n'en ai pas connu un seul qu'un penchant passionné ait poussé à se la procurer.

La journée touchait à sa fin ; les Français étaient restés immobiles, à l'exception de Kellermann, qui avait pris une position plus favorable.

Celle des alliés était toujours la même, et sans la sombre consternation qui régnait dans le camp, on aurait pu croire qu'il ne s'était rien passé.

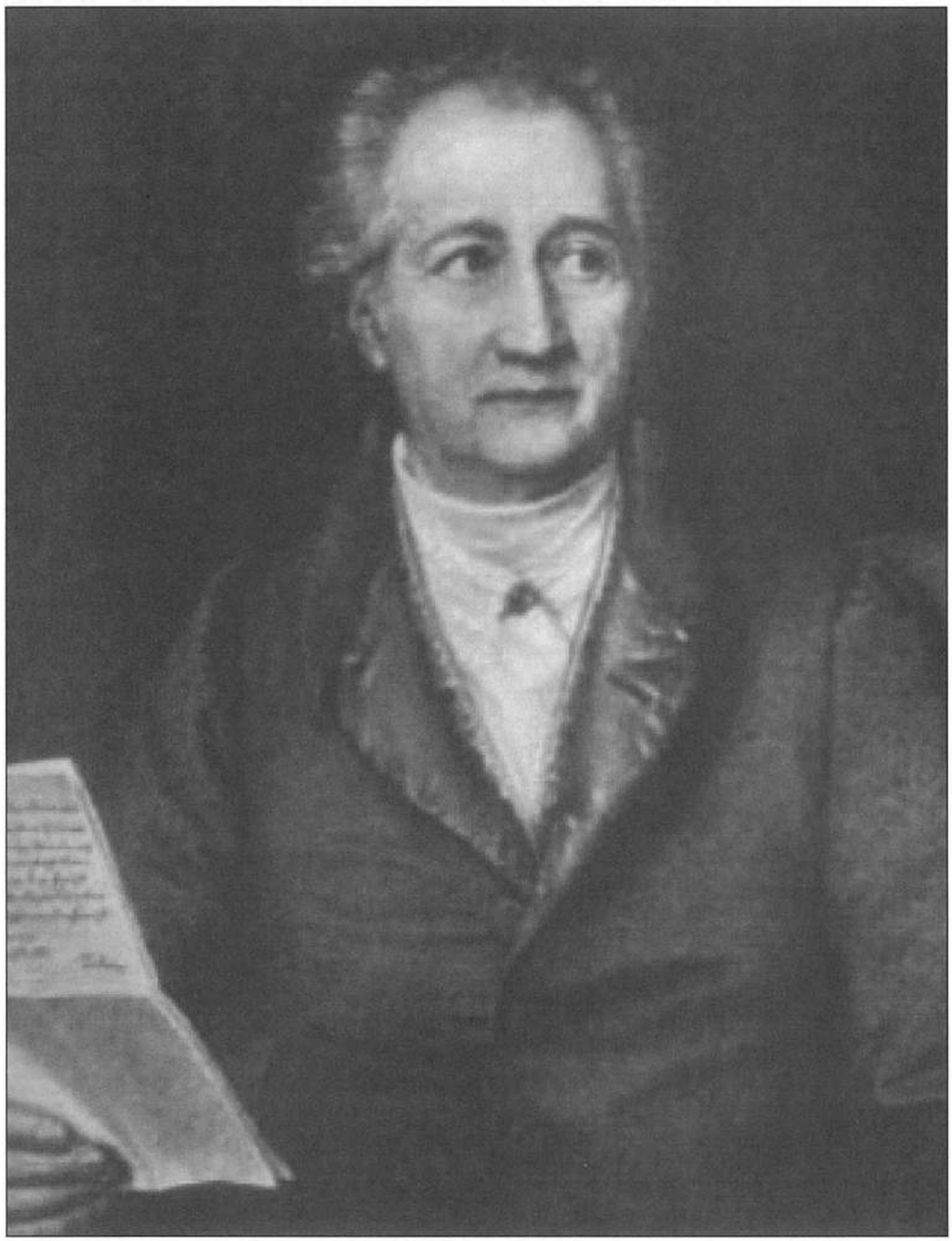
Le matin encore, on n'avait songé qu'à embrocher et à manger en masse

tous ces Français, maintenant on n'osait plus ni se parler ni se regarder, et si on s'adressait la parole, c'était pour maudire cette expédition. Moi-même je commençais à me repentir de mon aveugle confiance aux talents du duc de Brunswick, puisqu'elle m'avait poussé à vouloir être témoin oculaire de ses victoires.

Il faisait déjà complètement nuit lorsque je me trouvai enclavé dans un vaste cercle, au milieu duquel on n'avait pas même osé allumer du feu. Le plus grand nombre des personnes dont se composait ce cercle gardait un même silence ; quelques-unes exprimaient leurs craintes sur les résultats de cette journée, puis on finit par me demander ce que j'en pensais.

"Je pense, dis-je, *que, sur cette place, et à partir de ce jour, commence une nouvelle époque pour l'histoire du monde, et nous pourrons dire : J'étais là !"*

La bataille de Valmy (20 septembre 1792).



Goethe (1749-1832).

Nicole Perron : Couthon, l'ami oublié de Robespierre (1755-1794)

Entré au Comité de salut public le 30 mai 1793, Couthon est envoyé deux mois plus tard en mission dans le Puy-de-Dôme, afin de verrouiller le Massif central menacé de basculer dans la révolte fédéraliste. Il participe au siège de Lyon. Il est aussi le rapporteur de la terrible loi de prairial, qui ouvre la période de Grande Terreur à Paris à partir du 10 juin 1794. Il est guillotiné, avec Robespierre et Saint-Just, le 10 thermidor (28 juillet 1794). Cet homme a donc joué un rôle considérable dans ce grand Comité de salut public, qui a sauvé la République. Néanmoins, il n'a attiré l'attention des historiens que très tardivement. En 1996, paraît sa première biographie sérieuse, *Couthon de l'Auvergne à la Convention, ou les métamorphoses de la Raison*. Ce livre (1) de Martine Braconnier permet de débarrasser Couthon des légendes noires qui l'ont recouvert dès le lendemain de Thermidor.

(1) Paru aux Editions du Roure, ce livre est issu d'une thèse dirigée par Michel Vovelle.

Georges Auguste Couthon (1755-1794).

Un grand révolutionnaire oublié...

... et calomnié : *"Sa majesté podagre* [1] *et paralysée"*

Les "thermidoriens" qui ont renversé Robespierre, impatients de goûter aux douceurs de la vie (ce qu'autorisait désormais la victoire de Fleurus), jugèrent utile d'imputer aux seuls robespierristes la responsabilité des mesures répressives qui avaient été adoptées et exécutées de manière collective. Ils trouvèrent l'homme de la situation : rapporteur de la commission chargée d'établir un dossier à charge sur les vaincus, Courtois, un insignifiant personnage qui fut par deux fois accusé de malversations (en 1793, puis en 1802...), fit convenablement son métier de policier aux ordres, manipulant à son gré les papiers trouvés chez Robespierre. On lui doit donc un portrait hideux de Couthon. Le corrompu lui prêtait ses propres tares et ne craignait pas d'ironiser lourdement sur sa disgrâce physique : *"Non content de la petite maison de Passy,* (il) *faisait préparer par ses créatures un palais superbe à Chamalières, qu'il annonçait devoir embellir avec 14 millions puisés dans nos trésors : Couthon fait suspendre les préparatifs d'une fête où sa majesté podagre et paralysée porteuse de deux millions devait dans son propre pays paraître au milieu de sa gloire..."*

Le musée Carnavalet a conservé le fauteuil roulant de Couthon, qui a perdu l'usage de ses deux jambes dès son adolescence. Cette infirmité a excité l'imagination du royaliste Beaulieu, qui supposa un mari infidèle et coureur de jupons, s'égarant la nuit dans un *"terrain mouvant où il s'enfonça jusqu'au milieu du corps ; ce ne fut qu'avec la plus grande peine qu'il parvint à se tirer de cette fange ; cet accident lui fit perdre entièrement l'usage de ses jambes..."*.

"L'infâme Couthon" voulait *"couler des cités entières sous les torrents de son feu grégeois"*, écrit encore Courtois. Nous examinerons donc son rôle dans la répression qui sanctionna l'insurrection lyonnaise et reviendrons sur la signification de la terrible loi de prairial, qui a elle seule pouvait nourrir tous les fantasmes sur l'équation : Terreur en 1794 égale procès de Moscou.

Un Auvergnat entre en révolution

Issu d'une famille de condition modeste, il étudie le droit, s'installe à Clermont-Ferrand, se fait "l'avocat des pauvres". Son entrée en révolution passe par l'exercice de fonctions électives locales : conseiller municipal à Clermont, puis juge au tribunal de district. Il approuve la mise en vente des biens d'Eglise. Il anime le club jacobin local, qu'il préside de novembre 1790 à décembre 1791. A cette date, ayant été élu

(1) Podagre : atteint de la goutte aux pieds et aux mains.

à la Législative le 1er octobre, il s'est installé à Paris chez le menuisier Duplay, qui loge aussi Robespierre. Des liens d'amitié et d'estime vont s'établir entre les deux hommes (dans une lettre du 20 août 1792, Robespierre l'appelle *"mon ami"*). Pourtant, ils ont divergé sur une question décisive : Couthon partage alors les illusions girondines sur l'expansion de la révolution par la guerre.

Un girondin à l'Assemblée législative : contre les prêtres réfractaires

Lors de sa première intervention devant les députés, il les persuade d'adopter un cérémonial qui affirmera la dignité de l'Assemblée devant le roi : ils l'accueilleront chapeau en tête comme lui, on cessera de l'appeler Sire ou Majesté : *"La Constitution ne veut point d'autre majesté que la majesté divine et la majesté du peuple."* Débat d'étiquette que Jaurès jugeait puéril, mais qui n'était pas sans importance aux yeux des amis de La Fayette, qui annulèrent ce vote dès le lendemain.

Il déplore que le droit de veto permette au roi de s'opposer aux décisions de l'Assemblée et note lucidement en mars 1792 : *"Il est impossible aux rois de se faire à l'idée d'une autre puissance que la leur."* C'était souligner l'impossibilité de respecter la Constitution de 1791.

Les prêtres qui ont refusé de prêter serment à la constitution civile du clergé se sont mis hors du "pacte social" et doivent donc être exclus de la nation, car ils soutiennent nécessairement la contre-révolution intérieure. Ils sont 48 % dans le Puy-de-Dôme, Couthon peut donc mesurer la gravité de toute mesure répressive à l'encontre de ces hommes auxquels les villages sont attachés par l'habitude.

Il veut néanmoins aller plus loin que l'Assemblée : elle a voté que les réfractaires dénoncés par 20 citoyens actifs de leur canton seront *"déportés"* (exilés).

Il préférerait qu'on les oblige à résider au chef-lieu de canton, où ils seraient surveillés et réduits à l'impuissance.

Bien avant que l'Assemblée ne vote la laïcisation de l'état civil le 20 septembre, il a plaidé pour une telle mesure : *"Tout ce qui s'écarte de l'ordre spirituel doit être étranger* (aux prêtres)."

Il approuve donc le décret sur le divorce *"si longtemps sollicité par la raison et la philosophie"*.

Avec Brissot contre Robespierre dans le grand débat sur la guerre (hiver 1791-1792)

Il veut la guerre contre les émigrés et les rois européens, comme les girondins et comme la quasi-totalité des jacobins, à l'exception de Robespierre et de Marat : "(Elle) *va planter l'étendard de la liberté sur les palais des rois (...), sur les châteaux des petits tyrans féodaux, sur les temples des papes et des muphtis, c'est à cette guerre sainte qu'Anarchasis Cloots* (2) *est venu inviter l'Assemblée nationale au nom du genre humain."*

Le temps des illusions

Il présume que cette guerre d'expansion révolutionnaire sera facile : les Brabançons rêvent de devenir Français et les soldats autrichiens ont hâte de "respirer l'air de la liberté".

Il chante les louanges de La Fayette, héros magnanime qui refuse de châtier les officiers traîtres (!) et efficace puisqu'il prend Namur (fausse rumeur que Couthon dément le surlendemain).

A Tournai, la garnison autrichienne a fraternisé avec les nôtres, tous ont chanté le *Ça ira*...

Les masques tombent

La guerre avait été déclarée à la quasi-unanimité en raison d'une coalition des contraires : le roi joue la défaite mili-

(2) Riche jacobin prussien partisan de la république universelle du genre humain établie par droit de conquête.

taire pour reprendre tout son pouvoir, les girondins parient sur la victoire pour consolider la Révolution.

Les premières défaites appellent le vote de mesures de défense révolutionnaire, le roi oppose son veto le 11 juin au décret qui voue à la déportation les prêtres réfractaires (que les girondins identifient en bloc à des contre-révolutionnaires) et à celui qui invite 20 000 fédérés des départements à venir fêter à Paris le 14 juillet 1792.

La Fayette abandonne son armée dans les Ardennes et le 28 juin somme l'Assemblée d'anéantir *"la secte jacobite"*. Couthon dénonce alors le *"petit Cromwell français"*. Mais La Fayette n'est ni Cromwell ni Bonaparte et sa tentative de coup de force échoue en raison de l'hostilité de la reine et parce que la garde nationale parisienne n'est plus majoritairement fayettiste.

Pour Robespierre, l'heure est venue de préparer politiquement l'insurrection : ce sera le 10 août 1792. Couthon n'y a pris aucune part, car ses souffrances physiques grandissantes l'ont conduit à tenter une cure à Saint-Amand-des-Eaux à partir du 23 juillet.

Il approuve le renversement de la monarchie, mais récuse l'autorité que s'est octroyée la Commune insurrectionnelle en ces semaines décisives : il y voit une menace pour le seul pouvoir légitime, cette Assemblée qui a pourtant démontré son impuissance face à la trahison des généraux et le double jeu du roi !

En revanche, il approuve les massacres de septembre : *"le peuple exerce judiciairement sa souveraineté"* en exterminant les *"traîtres"* des prisons qui méditaient d'égorger les patriotes afin de faciliter l'entrée des Prussiens dans Paris.

L'homme de la République une et indivisible

La Convention élue au suffrage universel aborde précautionneusement la question du nouveau régime. La royauté est abolie le 21 septembre 1792, le mot de République n'apparaît que le 22 : les actes publics porteront la date de l'an I de la République. Le 25, à l'issue d'un long débat, Couthon fait voter que *"la République est une et indivisible"*. Belle pétition de principe à l'heure où ses amis girondins se déchaînent contre les élus de Paris, Robespierre, Marat, Danton, accusés de vouloir établir une dictature, accusation que Couthon encore lié aux girondins semble reprendre alors à son compte : le 22 septembre, il a proposé aux députés le serment de vouer *"une exécration égale à la royauté, à la dictature, au triumvirat, à toute espèce de puissance individuelle qui tendrait à restreindre cette souveraineté"* (celle du peuple).

Mais il comprend vite que les attaques furieuses et ressassées des girondins contre la députation parisienne, contre la Commune, contre la ville même, menacée d'être réduite à 1/83e d'influence, mettent en péril l'unité de la République. En moins d'un mois, sa pensée évolue avec une rapidité qui a surpris Jaurès. Il avait d'abord approuvé le projet girondin d'une garde fédérale qui défendrait la Convention contre les *"anarchistes"* parisiens, mais le 12 octobre, aux Jacobins, il reconnaît s'être trompé et dénonce fermement la *"faction"* qui veut accaparer les places : allusion au comité de constitution formé la veille, exclusivement composé de girondins à la seule exception de Danton. Cette garde de sûreté, loin de nouer *"un lien de fraternité entre les départements"*, mettra à la disposition des *"intrigants"* qui dominent la Convention une force qui pèsera sur ses délibérations, *"annulera"* la souveraineté du peuple et fera naître *"l'aristocratie des magistrats"*. Il supplie les députés de venir aux Jacobins discuter publiquement des moyens de se débarrasser de ceux *"qui font tout le malheur de la République"*. A cette date, les girondins désertent les Jacobins, préférant se concerter en comité privé chez Manon Roland.

Pour la mort du roi, contre l'appel au peuple

La Convention ayant établi la culpabilité du roi et voté sa condamnation à

mort, la Gironde tente de le sauver en proposant de soumettre cette décision à la ratification par le suffrage universel ; pour Couthon, l'appel au peuple est *"un attentat à la souveraineté (...), une mesure de fédéralisme, une mesure lâche, une mesure désastreuse..."* qui provoquerait la guerre civile dans chaque canton.

L'insurrection redoutée, mais nécessaire, contre les "intrigants" opposés au salut public

Toujours acquis à la guerre d'expansion révolutionnaire, il approuve l'annexion de la Belgique, de la rive gauche du Rhin, de la Savoie. Mais les défaites de mars 1793, la trahison de Dumouriez, le soulèvement vendéen l'obligent à envisager des mesures exceptionnelles. Non pas des mesures de contrainte économique : il est absent lorsque la Convention vote le 4 mai le contrôle du prix des grains sous la pression populaire. Il est, comme la quasi-totalité des députés, girondins et montagnards confondus, partisan de la liberté du commerce, de la concurrence raisonnable sans *"accaparements"*, comme il l'a rappelé aux citoyens du Loir-et-Cher qui ont arrêté les convois de blé et "taxé" ce blé (3).

Il approuve les mesures exceptionnelles de recrutement contre les Vendéens et il encourage ses concitoyens du Puy-de-Dôme à répondre à l'appel (lettre du 9 mai).

C'est devant des mesures exceptionnelles de nature politique qu'il hésite : le 15 avril, la Commune et les sections parisiennes ont demandé à la Convention l'éviction de 25 leaders girondins, et c'est en écho à cette demande qu'il écrit le 4 mai : *"Si nous étions délivrés d'une vingtaine de scélérats et d'intrigants qui nous entravent sans cesse (...), la patrie serait encore sauvée."*

Mais comment s'en délivrer ? Par une destitution prononcée par la Convention ? Par la démission volontaire des députés incriminés, comme il le propose le 17 mai dans la furieuse polémique qui l'oppose à Vergniaud ? Le 7 mai, devant la Convention, il "s'affligeait" de les voir *"s'opposer aux mesures révolutionnaires que les circonstances commanderont contre les révoltés"* : réquisition générale de nouveaux volontaires et emprunt forcé sur les riches pour les solder (mesure votée en son absence le 20 mai).

Mais le problème majeur posé par la paralysie politique de la Convention ne sera réglé que par l'insurrection à laquelle consent Robespierre, et qui est préparée par des activistes de second rang activement secondés par le député Marat, Marat dont Couthon a tenu à se démarquer lors de la première journée révolutionnaire, celle du 31 mai : *"Je ne suis ni de Marat ni de Brissot, je suis à ma conscience."*

Couthon ne fera que ratifier une insurrection conduite en dehors de lui et qu'il a redoutée, car il s'agit d'une démonstration de force populaire contre la représentation légitime du peuple : le 2 juin, 80 000 gardes nationaux cernent la Convention et l'obligent à prononcer l'arrestation de 29 girondins.

Cette fois, Couthon le prudent est présent, c'est lui qui propose l'assignation à leur domicile des députés décrétés d'arrestation, c'est lui qui, en dépit de l'évidence, affirme que la Convention a décrété librement ces arrestations ! *"Dans un temps de révolution, les mesures qui seraient des délits politiques sous un gouvernement tranquille et bien établi deviennent indispensables"*, avait-il écrit à ses concitoyens le 9 mai.

Dans un discours théâtral tel que les girondins les affectionnaient, Vergniaud cria le 2 juin : *"Donnez à boire un verre de sang à Couthon, il a soif."*

C'était méconnaître ce qui devait être le secret espoir de l'Auvergnat ce jour-là : que les députés arrêtés laissent la Convention travailler sans entraves au salut de la République et qu'ils s'enferment dans le silence de la retraite politique. Mais la Gironde, aveuglée par la peur et la haine, allait soulever le pays, ce qui devait la conduite à sa perte.

(3) Mission de Couthon à Blois (29 novembre-3 décembre 1792) : la "taxation" est le fruit de l'émeute, tandis que "le maximum" est un prix fixé par la loi.

Couthon face à la révolte lyonnaise

L'affrontement entre sans-culottes et *"culottes dorées"* s'est conclu à Paris par la défaite de ces derniers, le 2 juin 1793. S'ouvre une phase nouvelle de la vie politique, marquée par la difficile alliance entre les députés montagnards et le petit peuple de l'échoppe et de la boutique.

Ce triomphe politique de la sans-culotterie n'était pas donné d'avance : au même moment, les notables effrayés par les revendications populaires triomphent à Lyon, à Bordeaux, à Marseille, et prennent la tête de la révolte dite fédéraliste, qui, avec la Vendée, menace d'emporter la République.

Clermont-Ferrand, comme bien d'autres villes, est bouleversée par l'insurrection parisienne et certains de ses notables songent à rejoindre la rébellion lyonnaise. Dès le 23 juin, une délégation de trois robins de la ville prend contact avec Lyon, Marseille, Toulon, Bordeaux et le Cantal.

Couthon comprend que la révolte en voie de généralisation menace de disloquer cette République qu'il a fait décréter *"une et indivisible"*. La lettre du 25 juin qu'il adresse à ses concitoyens montre qu'il les sait attachés aux avantages concrets autant qu'aux grands principes :

"Ce qui m'affecte sérieusement, c'est de voir que ma ville, en faveur de laquelle j'ai fait prendre il y a quinze jours un décret juste, qui porte qu'elle a bien mérité de la patrie, se trouve aujourd'hui confondue du côté des principes et de la conduite avec la ville contre-révolutionnaire de Lyon, et qu'elle soit exposée ainsi à perdre la bienveillance nationale que j'avais tout fait pour lui concilier et l'espoir des établissements publics dont je me flattais de voir bientôt son civisme récompensé."

C'est le langage d'un député bon gestionnaire de sa circonscription !

Mais la situation appelle une réplique d'une tout autre ampleur. Le 26 juin, la Convention décrète que les villes rebelles ont trois jours pour se reprendre et renoncer à l'affrontement armé avec l'autorité légitime. Or les porte-parole des riches négociants lyonnais refusent le compromis proposé par le conventionnel Lindet, car ils veulent liquider ceux qui les ont effrayés en répondant à l'appel de Châlier, *"le Marat de Lyon"*, l'orateur des pauvres, dont un tiers souffrent du marasme qui a frappé l'industrie de la soie. Les "muscadins" (4) qui se sont emparés de la municipalité auparavant jacobine coupent les ponts avec la Convention ; Châlier est guillotiné le 17 juillet.

Le mouvement de rébellion lancé par des républicains modérés est déjà capté par les plus farouches adversaires de la République : royalistes comme le comte de Précy, qui a pris la tête de l'armée lyonnaise, curés réfractaires nombreux dans la ville et dans le Forez voisin. Avec lucidité, Couthon analyse en ces termes l'évolution politique qui s'est rapidement produite à Lyon : *"Les marchands de Lyon (...) sont prêts (...) à reconnaître la Convention, à tout faire pourvu que leurs coffres-forts, c'est-à-dire leur Dieu, leur soit conservé (...), leur lâcheté les rendra à un régime qu'ils détestent dans le fond de l'âme* (la monarchie), *mais avec lequel ils marcheront par crainte..."* (5).

Dans le Puy-de-Dôme incertain, divisé, seuls les districts d'Ambert et de Thiers s'arment contre les "muscadins" ; de proche en proche, la France centrale va-t-elle basculer dans la lutte armée contre la Convention ? Le 25 juillet, Dubois-Crancé (6), qui doit avec Kellermann contenir les forces piémontaises avant de pourvoir attaquer Lyon rebelle, a réclamé 2 000 hommes aux Auvergnats pour compléter le blocus de la ville. Loin d'obéir à cet ordre de réquisition, le Puy-de-Dôme constitue le 29 juillet une "force départementale" de 500 hommes sur le modèle des autres armées fédéralistes.

(4) C'est le synonyme lyonnais des culottes dorées parisiennes ; le terme employé par Châlier et les ouvriers lyonnais dès février 1793 est repris par Dubois Crancé, puis adopté dans toute la République.

(5) Lettre à ses concitoyens du 23 juillet.

(6) Ce général formé sous l'Ancien Régime, mais rallié à la Révolution, a été désigné comme représentant en mission auprès de l'armée des Alpes, où Kellermann tarde à battre les Piémontais.

Le 21 août, Couthon, Châteauneuf-Randon et Maignet sont donc envoyés en mission auprès de l'armée des Alpes, afin d'aider les généraux et les représentants déjà présents à reprendre Lyon.

Ils trouvent à Clermont, où ils arrivent le 29, des marchés mal approvisionnés, des citoyens peu enclins à s'enrôler dans les rangs de la guerre civile.

Leur mission doit nécessairement commencer par une campagne d'explication et de mobilisation qui donne la mesure nationale de l'enjeu : ils haranguent la population dans la cathédrale, puis à la société populaire (où l'affluence est telle que l'assistance déborde dans la rue) et sur toutes les places : *"Nous fîmes avec eux la farandole (...), les braves cultivateurs d'Aubière et de Beaumont* (offrirent) *de partir tous dans le moment même si nous l'exigions (...) et ce fut à qui s'enrôlerait le premier."*

En réalité, c'est la capture du général Nicolas près d'Ambert par le chef royaliste La Roche Négli qui provoque le choc salutaire mis à profit par Couthon : 800 journaliers en quête de travail proposent de s'enrôler sans attendre : *"Point de journées, volons au secours de nos frères, nos besoins ne sont rien devant ceux de la patrie !"*

Et Couthon fait sonner le tocsin dans tout le département : *"Votre territoire a été envahi par les contre-révolutionnaires de Montbrison (...). Attendrez-vous qu'Ambert et Thiers soient envahis ?"*

La levée en masse en Auvergne

Le 2 septembre 1793, il arrête que tous les hommes depuis l'âge de 18 ans jusqu'à 50 ans devront répondre à l'ordre de réquisition de Dubois Crancé : c'est le principe de la levée en masse adopté à la Convention le 23 août.

Mais comment nourrir, armer, équiper rapidement tant d'hommes, le problème crucial étant celui des subsistances ?

Il rectifie son arrêté le 7 septembre, comme l'exigent *"l'intérêt de l'agriculture, les besoins mêmes de cette armée républicaine, et des subsistances des femmes, des vieillards, des infirmes, et des enfants"*.

Il exempte alors les petits cultivateurs, ceux qui exploitent seuls une ou plusieurs "charrues", afin de ne pas désorganiser totalement la production agricole. Il exempte aussi les boulangers et les meuniers qui n'ont qu'un employé, les cordonniers, les selliers, les bourreliers, les armuriers.

Le ravitaillement des requis dépend de la bonne exécution des recensements et des réquisitions, ce qui signifie la mobilisation des sociétés populaires et des comités de subsistance pour limiter la mauvaise volonté de tous ceux qui ont quelque chose à vendre : le 8 septembre, il fixe le prix des grains sur la base d'une moyenne des 12 mois précédents, le 12 il oblige les marchands à ouvrir leurs magasins, il ordonne le 22 le recensement des grains et des visites domiciliaires, et le 25 il confie aux sociétés populaires la responsabilité de surveiller les officiers municipaux qui doivent les organiser, mais qu'on soupçonne de négligence ou de complicité avec leurs administrés toujours tentés d'arrêter les convois de vivres pour leur propres subsistance !

L'un d'eux a été intercepté sur la route d'Ambert par des officiers municipaux, dit-on.

Les collègues de Couthon ont ordonné qu'ils seraient protégés désormais par des détachements armés.

Le 22 septembre 1793, Couthon a menacé du tribunal révolutionnaire les fraudeurs, ceux qui accaparent, qui cachent les marchandises pour les vendre de gré à gré au plus haut prix.

Très prudemment, il s'achemine vers une économie contrôlée au bénéfice de la défense de la République.

Le 17 septembre 1793, il charge le Comité de salut public de Thiers de pourvoir à la fabrication de baïonnettes et de sabres : la manufacture de Thiers installée dans une église désaffectée sera l'une des plus importantes de la nation.

Avec ses collègues, il accorde une attention particulière au moral des recrues : 50 livres de secours seront versées à leurs familles (arrêté du 3 septembre), somme redoublée par arrêté du

10 octobre (*"les citoyens du Puy-de-Dôme qui ont marché contre les rebelles de Lyon (...) ont abandonné leurs semailles et leurs vendanges"*), on dédommagera les familles des plus démunis.

Les trois représentants établissent des relais de poste toutes les trois lieues entre Clermont, Ambert, Thiers et Lyon, afin d'établir une communication constante entre eux-mêmes, les requis et leurs familles, car un soldat est un citoyen qui a le droit de formuler des plaintes, d'être tenu informé : il s'agit de canaliser les angoisses des requis et d'élever leur conscience républicaine.

Fraternité républicaine, mais vigilance à l'égard des adversaires : dès leur arrivée à Clermont, les trois représentants ont ordonné l'arrestation de 25 personnes suspectes de sympathies fédéralistes ou qui ont entravé les réquisitions.

Mais Couthon n'a ordonné aucune exécution lors de sa mission dans le Puy-de-Dôme ; tant pis pour la légende pieuse qui l'a imaginé dans son logement 16, rue de Ballainvilliers, paroisse Saint-Genès, *"contemplant l'horrible spectacle du sang coulant de nobles victimes"* et que rappellerait une Vierge de douleur encastrée dans le mur...

Couthon à Lyon

La ville bombardée à boulets rouges, et qui souffre de la disette occasionnée par le blocus, résiste toujours, et ce siège qui s'éternise inspire la colère et le soupçon au Comité de salut public, qui, le 1er octobre, retire Dubois Crancé et charge Couthon d'appliquer à Lyon la tactique de *"vive force"*, ce qui revient à désavouer la tactique du siège pratiquée jusque-là.

Couthon, frappé de la dispersion des états-majors, réunit tous les généraux et les représentants en mission à Sainte-Foy le 3 octobre 1793 : *"Je n'entends rien à la tactique militaire, mais ce que je sais bien, c'est que l'armée du peuple est là, c'est que cette armée veut prendre Lyon et que la vive force est le seul moyen qui convienne à la toute-puissance du peuple."*

Ainsi dirigée par un commandement unifié et qui répond aux attentes d'une mobilisation citoyenne ardente mais limitée dans le temps (le cultivateur comme l'artisan a hâte de reprendre son travail), l'armée républicaine attaque le 8 octobre, pénètre dans Lyon le 9.

Le 10 octobre 1793, Couthon exige la reddition sans conditions : les armes seront livrées, le maire et les officiers municipaux jacobins destitués par les muscadins reprendront leurs fonctions, une commission militaire jugera les rebelles pris les armes à la main, une commission de justice populaire jugera les autres rebelles (arrêtés des 10, 11 et 12 octobre). Ces deux commissions fonctionnèrent jusqu'au 9 décembre : la première fit 106 victimes (pour 176 jugements), dont tous les adjoints du comte de Précy, qui seul avait pu s'échapper, la seconde en fit 79, dont le juge qui avait fait condamner Châlier.

Les fusillades collectives aux Terreaux, qui firent tant impression, sont le fait de la commission révolutionnaire extraordinaire présidée par Parein : elle siégea du 30 novembre jusqu'au 6 avril 1794 et fit 1 684 victimes, mais Couthon est reparti le 3 novembre 1793, laissant la place à Collot d'Herbois et à Fouché (qui joueront un rôle décisif dans la chute des robespierristes).

Durant le séjour de Couthon à Lyon, il n'y eut que 24 condamnations à mort frappant 22 officiers et deux chefs royalistes.

"Couthon eut tous les courages, excepté celui de verser le sang à Lyon" : ce jugement de Jaurès a été vérifié par la recherche historique.

Un décret inspiré par le verbalisme révolutionnaire, et qu'ignora Couthon

Le célèbre décret adopté par la Convention le 12 octobre 1793 à la demande de Barère (*"Lyon fit la guerre à la République, Lyon n'est plus"*) mérite

d'être analysé soigneusement, tant dans son libellé que dans son application par Couthon.

Jaurès a fait remarquer qu'il ne s'agissait nullement de détruire la seconde ville du pays, puisque le texte épargnait *"la maison du pauvre, les habitations des patriotes égorgés ou proscrits, les édifices spécialement employés à l'industrie* (c'est-à-dire tous les ateliers familiaux où les canuts tissaient la soie avec leur famille, quel qu'ait été leur choix politique !), *les monuments consacrés à l'humanité* (les hôpitaux) *et à l'instruction"*.

"Lyon n'est plus" n'était qu'une formule de style destinée à figurer sur un obélisque de type mémoriel...

"Tout ce qui fut habité par le riche sera détruit."

Couthon n'a pu totalement ignorer cette partie de l'arrêté.

Il doit donner un signe d'obéissance à la loi, mais aussi satisfaire sur le plan symbolique la haine des pauvres à l'égard d'une classe négociante plus arrogante ici qu'ailleurs.

Il frappe donc de son marteau d'argent une seule des belles demeures patriciennes de la place Bellecour en prononçant cette parole théâtrale qui révèle peut-être une gêne inconsciente : *"Je te condamne à être démolie au nom de la loi"* (7).

Plus sérieusement, les représentants (dont Couthon) ont décidé le 11 octobre de faire abattre les fortifications de la ville, dont la forteresse de Pierre Scize, qui dominait la vallée de la Saône en direction de Paris.

"Les brouillards du Rhône et de la Saône portent dans l'atmosphère une vapeur qui épaissit les idées"

Le 20 octobre, il exprime à Saint-Just le souhait d'être affecté à une autre mission, tant le peuple d'ici lui semble fort au-dessous du peuple parisien et même de celui du Puy-de-Dôme ! Il a fallu lui apprendre *"l'alphabet"* de la révolution, que *"la déclaration des droits existait et qu'elle n'était pas une chimère... On est stupide ici par tempérament."* Les brouillards des deux fleuves en sont la cause... Profonde incompréhension de ce préprolétariat lyonnais qui s'est engagé dans le combat pour de meilleures rémunérations dès 1787, mais que la ruine de son activité liée à la présence de l'aristocratie a partiellement démoralisé ? Ou sentiment de son impuissance à canaliser une fureur punitive dont il pressent la violence et que mettront en scène ses successeurs Collot d'Herbois et Fouché ? Il obtient son rappel le 30 octobre et quitte Lyon le 3 novembre pour Paris.

De la liberté des opinions en matière religieuse à la déchristianisation forcée, la marche imprévue de la Raison

Comme la plupart des montagnards, il estime que le culte de l'Etre suprême n'a besoin ni de clergé ni d'églises, mais que la croyance aux miracles, à l'intercession des saints relève de la superstition ; il veut déraciner le *"fanatisme"* au moyen d'une pédagogie populaire, républicaine, fondée sur la persuasion, non sur la contrainte.

Néanmoins, son action dans le Puy-de-Dôme en novembre 1793 menée avec son collègue Maignet l'a conduit à ordonner (à cautionner ?) une déchristianisation forcée, peut-être inspirée de l'exemple de Fouché sévissant dans l'Allier et la Nièvre ou dictée par des activistes locaux ; ce faisant, il a pris le risque de froisser des croyances populaires enracinées depuis des siècles et de priver la République du soutien populaire qui lui était indispensable.

(7) Selon l'historien lyonnais M. Moissonnier, le quartier de la Croizette, où se trouvait la place Bellecour, comprenait 42 % de gens riches et seulement 6,8 % de tisseurs.

L'Etre suprême selon Couthon

A première vue, cette divinité n'a rien d'original : simple silhouette en préambule de la Constitution de juin 1793, mais destinée à prouver que la France révolutionnaire n'est pas antireligieuse comme il l'affirme le 25 juin 1793 (*"On ne nous accusera plus d'athéisme"*), c'est le créateur de l'univers, le Grand Architecte des francs-maçons (8).

Cette Providence veille particulièrement sur la marche de la Révolution, non seulement elle aide les révolutionnaires à prendre les décisions qui s'imposent, mais elle supprime leurs adversaires en temps voulu :

"Un jour plus calme et plus pur éclaire notre monde politique depuis que la Providence, qui a toujours mieux servi la Révolution que les hommes, a rappelé Léopold, un de nos plus cruels ennemis" (discours du 15 mars 1792, allusion à la mort de Léopold survenue le 1er mars, l'empereur étant supposé être le plus dangereux adversaire de la France révolutionnaire).

Elle provoque la tempête qui jette sur nos côtes les bateaux anglais chargés d'approvisionnements (*"C'est évidemment la Providence qui produit ces miracles"*, discours du 25 janvier 1794). Elle fait briller le soleil le 30 décembre 1793 jour choisi pour fêter la reprise de Toulon.

Simples artifices de style destinés à entretenir la confiance du peuple dans l'issue de la lutte révolutionnaire ? Concession à une mentalité religieuse dont il a pu mesurer l'enracinement ?

Comment "défanatiser" le Puy-de-Dôme

Tel est l'objectif de la *"cure* révolutionnaire" entreprise en novembre 1793 avec Maignet au retour de Lyon. Il ne s'agit pas d'un combat strictement antireligieux, mais aussi (et d'abord ?) d'un combat politique, les prêtres réfractaires étant soupçonnés de fournir à la contre-révolution son armature morale la plus solide : en mars 1793, ils ont encouragé Vollore dans le district de Thiers et Servant dans le district de Montaigut à refuser les hommes demandés dans le cadre de la levée des 300 000 hommes (9). Et la Vendée est toujours invaincue...

Le rire de Rabelais et de Voltaire

Les arrêtés pris entre le 8 novembre et le 28 novembre par Maignet et Couthon illustrent leur volonté commune d'éradiquer le catholicisme : le 8 novembre, à Ambert, Couthon décide de faire imprimer en 4 000 exemplaires, pour les diffuser dans toutes les communes du département, un pamphlet anticlérical (dont il n'est pas l'auteur) qui s'inscrit dans cette veine voltairienne chère à tous les déchristianisateurs, une *Litanie des saints convertis en monnaie* chantée sur l'air *Hymne à la liberté*. La *Litanie* renvoie au décret du 10 septembre 1792, qui avait ordonné la fonte de l'argenterie des églises afin de payer en monnaie métallique les armes et les métaux achetés aux étrangers qui refusaient l'assignat. Cette mesure inspirée par la conjoncture militaire prenait une nouvelle couleur dans le contexte dramatique de l'an II : non seulement parce que des activistes armés vont veiller à son application stricte, mais aussi parce que les paroles de dérision antichrétienne qui l'accompagnent attaquent de front le respect dû aux saints honorés par l'Eglise catholique romaine.

Et pour que tout soit clair, Couthon, de passage à Issoire, ordonne le 17 novembre la destruction de 200 statues de saints, puis, le 28 novembre, il charge la municipalité de Riom de rassembler toutes les statues de bois en recourant à la force armée si nécessaire afin d'en faire *"publiquement un autodafé à la raison et à la philosophie"*. Ici, l'argument de la défense patriotique compte moins que la volonté de faire table rase de la superstition.

---

(8) Couthon avait adhéré dès 1778 à la loge Saint Maurice, l'une des quatre loges de Clermont.

(9) Philippe Bourdin, *Naissance et évolution des comités de surveillance du Puy-de-Dôme*, Rives méditerranéennes, 2004.

La Raison hésitante, entre persuasion et contrainte

Couthon, homme de culture et tempérament conciliant, compte sur le pouvoir éclairant de l'expérience scientifique pour dessiller les yeux du petit peuple abusé. Il combat donc le culte du *"précieux sang"* organisé autour de la relique détenue par l'église de Saint-Cerneuf, à Billom ; l'ampoule qui est censée contenir un peu du sang du Christ est confiée au médecin Clédières, qui identifie des gouttes de térébenthine. Le comité de surveillance mit à profit cette analyse pour organiser une cérémonie de dénonciation des prêtres imposteurs.

L'arrêté dit de *"dépouillement des églises"* pris le 14 novembre 1793, quatre jours après que la commune de Paris eut célébré la Raison dans la ci-devant Notre-Dame, définit une politique globale dans laquelle Martine Braconnier voit une étape vers la séparation des Eglises et de l'Etat.

— Les évêques, curés et vicaires doivent renoncer à leurs titres sous peine d'être traités en suspects ; ils perdront leur statut de fonctionnaires salariés par l'Etat, ils ne toucheront plus à titre transitoire qu'une pension viagère jusqu'à ce que la Convention ait statué. Solution bâtarde qui trahit l'indécision, la difficulté de trancher entre la politique suivie jusqu'alors (une Eglise régénérée par l'élection et rémunérée par l'Etat) et celle qu'envisage au même moment la Commune de Paris, et qui sera la solution de l'avenir : suppression de tout budget des cultes, les fidèles de chaque confession prenant seuls en charge les frais d'entretien des clercs et des bâtiments (10).

— Les métaux tels que cuivre, fer, plomb, et les ornements précieux seront collectés ; une fois l'or des galons retiré, les tissus seront distribués aux *"jeunes personnes qui se seront le mieux distinguées dans le cours de la révolution par leur vertu et leur attachement constant à la cause de la Liberté et de l'Egalité"*.

— *"Les cloches seront descendues et transportées au chef-lieu du département pour être transformées en canons."* On ne quitte donc pas le terrain de la défense nationale déjà exploité en septembre 1792 par la Législative soumise à la pression de la Commune de Paris. En conséquence, le tambour municipal remplacera le tocsin.

Plus surprenant est l'ordre de raser les clochers que Fouché donne lui aussi dans la Nièvre et Albitte dans l'Ain au nom de l'égalité républicaine prétendument offensée par ces constructions dominatrices... Cet article paraît avoir été peu appliqué ici : neuf clochers seulement ont été endommagés dans le district de Clermont.

— L'Eglise achève de perdre sa fonction enseignante traditionnelle ; celle-ci incombera aux sociétés populaires, qui entreprendront l'instruction civique des campagnes chaque decadi.

Des funérailles républicaines

Pour parfaire cette législation antichrétienne, Maignet et Couthon légiférèrent sur les funérailles : l'arrêté du 27 novembre 1793 en confie l'ordonnancement aux officiers municipaux, seuls autorisés à figurer dans les cortèges funéraires, tout rituel religieux en étant banni. *"Le mode des funérailles (...) sera entièrement dégagé de toutes cérémonies qui pourraient rappeler l'idée de quelques cultes."* Un drap tricolore recouvrira le corps du défunt, que l'on portera dans un cimetière rebaptisé champ du repos, situé à l'écart des lieux habités par souci d'hygiène. Cette législation funéraire diffère quelque peu de celle inventée par Fouché à Nevers le 10 octobre : la fameuse inscription *"la mort est un sommeil éternel"* est absente du champ du repos, le drap tricolore ne porte pas l'effigie du sommeil qui brave la croyance en l'immortalité. Le déiste Couthon garde donc ses distances avec l'athée Fouché.

(10) Jean-Marc Schiappa a fait au colloque organisé par l'IRELP en juin 2009 une communication stimulante à ce sujet : le poids du passé rendait inconcevable à cette date le principe de la séparation, qui ne triomphera qu'en 1905.

La laïcité, la séparation des Eglises et de l'Etat encore inconcevables

Ni Couthon ni Fouché ne conçoivent la séparation du spirituel et du politique, ce que nous nommons laïcité, laquelle retire à l'Etat le droit d'imposer une métaphysique et n'exclut aucun rituel pourvu qu'il ne trouble pas l'ordre public.

L'arrêté troubla les consciences malgré son apparat républicain, la commune de Clermont attendra le 5 mars 1794 pour faire fabriquer ce drap tricolore !

Couthon n'a sans doute pas approuvé ce viol des consciences qu'illustrent les cérémonies publiques de déprêtrisation forcée. Relevons qu'il n'est pas encore arrivé dans le Puy-de-Dôme quand le curé constitutionnel Chirac remet le premier ses lettres de prêtrise en prononçant devant le conseil général de la commune de Clermont le 4 novembre le discours d'autoflagellation qu'on attend de lui, discours dont le caractère contraint n'échappait à personne et déshonorait non pas seulement celui qui le prononçait, mais aussi celui qui l'imposait.

Le Puy-de-Dôme semble avoir connu un nombre modeste de déprêtrisations (100, à comparer avec les 500 du Forez et du Lyonnais), ce qui n'empêcha pas Couthon d'affirmer dans son rapport à la Convention : *"Presque tous les prêtres des environs* (d'Issoire) *viennent déposer sur le bureau leurs lettres de prêtrise."* Le vertueux représentant semble avoir ici gonflé le bilan de son action pour complaire aux hébertistes de Paris et d'ailleurs...

La destruction des statues soulève *"une effervescence générale"* dans les districts de Besse, d'Ambert et de Clermont, les commissaires agressés à coups de pierres exigent d'être protégés par des détachements de gardes nationaux.

Il est probable que Couthon a accueilli avec soulagement le coup d'arrêt porté par Robespierre à la déchristianisation imposée d'en haut et la prudente circulaire adressée le 24 décembre 1793 aux représentants en mission : *"Lorsqu'il s'agit d'opinions religieuses, la violence aigrit sans convaincre."* Son tempérament conciliant, ses liens avec ses électeurs l'ont convaincu que la politique brutale conduite dans le Forez par Javogues mène à l'impasse.

Les fêtes civiques pour consolider l'adhésion à la République

Malgré des souffrances physiques croissantes, Couthon participa à sept fêtes de ce type, la dernière étant la fête de l'Etre suprême à Paris, en mai 1794. Fête subversive comme celle du 10 avril 1792 en l'honneur des soldats de Nancy soulevés contre leurs officiers et rudement châtiés par le marquis de Bouillé ; fête triomphale du 10 août 1793 commémorant la chute du trône et soudant dans l'enthousiasme les délégués venus de tout le pays comme incarnation de la République une et indivisible et résolue à battre le fédéralisme. Fête en l'honneur du martyr de Lyon Châlier, donnée à Clermont le 19 novembre 1793 : fête républicaine, puisqu'elle célèbre la victoire sur Lyon rebelle, mais aussi fête antichrétienne au cours de laquelle Couthon (rebaptisé Aristide par la société populaire) lit son arrêté sur le dépouillement des églises, puis chante le *Fol hommage rendu aux saints*, tandis que Publicola-Maignet chante le bonheur conjugal... Fête de la fraternité aussi : Couthon annonce que *"les riches égoïstes"* de Clermont seront taxés de 12 000 livres ; le 25 novembre, le département sera taxé de 1 200 000 livres destinées à développer l'instruction publique et à aider les indigents. C'était une anticipation de la loi sur la bienfaisance nationale que défendra Barère le 11 mai 1794. La *"vertu"* républicaine se définissait en termes politiques, sociaux et privés, mariant le dévouement à l'intérêt général et les affections familiales.

La fin de l'alliance entre montagnards et sans-culottes (mars-avril 1794)

Fin décembre 1793, la situation catastrophique qui a justifié l'adoption de

mesures exceptionnelles paraît se rétablir, la Vendée est écrasée à Savenay, Toulon reprise, de premières victoires aux frontières prouvent l'efficacité nouvelle des armées républicaines. Néanmoins, la Terreur, loin de s'affaiblir, paraît s'emballer et frappe certes des *"députés d'affaires"* corrompus, mais aussi ceux qui se sont rendus populaires en dénonçant les accapareurs et les généraux aristocrates, Hébert, Vincent, Ronsin exécutés le 24 mars 1794 comme *"exagérés"* complices de l'étranger, puis les *"Indulgents"*, qui demandaient la négociation d'une paix de compromis et l'arrêt de la Terreur, Danton, Camille Desmoulins, exécutés le 5 avril 1794, enfin le procureur de la Commune de Paris, Chaumette, exécuté le 13 avril.

Frapper Hébert, Vincent, Chaumette, c'est prendre le risque de s'aliéner les sans-culottes, qui ont permis aux montagnards de sauver la République ; frapper Danton, Desmoulins, c'est rompre avec les grandes figures des premières heures de la Révolution. Ces grands procès expéditifs dans lesquels sont "amalgamés" des hommes aux parcours politiques très différents, accusés sans preuves d'avoir touché *"l'or de Pitt"* ou d'avoir servi les intérêts de la Prusse, de l'Autriche ou de l'Angleterre, glacent les énergies, selon l'expression de Saint-Just. Parallèlement, le contrôle des prix est desserré, les commissaires aux accaparements et l'armée révolutionnaire de l'intérieur, qui ont aidé à imposer aux marchands le respect du contrôle des prix, sont supprimés. La bourgeoisie négociante respire, sans pour autant se rallier aux montagnards.

La Raison égarée sur les chemins incertains de la vertu

Dans cette lutte contre les "factions", Robespierre a disposé du soutien indéfectible de Couthon. L'homme probe et frugal ne pouvait qu'approuver le procès fait aux députés corrompus ; mais il paraît avoir accepté sans hésiter les allégations hasardeuses avancées par Robespierre et Saint-Just pour justifier l'exécution des exagérés, puis des indulgents.

Dès le 19 décembre, il a dénoncé Clootz comme agent du roi de Prusse.

Le 14 janvier, il définit la démocratie comme un *"état populaire"* ayant un *"gouvernement vertueux par essence, car la vertu aima toujours à habiter parmi le peuple"*, ce qui est répéter la pétition de principe de Rousseau. Mais lorsque l'agitation populaire contre la vie chère grandit en mars-avril, il la condamne au nom de la vertu : à la section Bonne-Nouvelle venue réclamer le 15 mars à la Convention des mesures contre *"l'aristocratie mercantile"*, Robespierre répond qu'il faut d'abord combattre la conspiration des Exagérés et Couthon lui emboîte le pas : *"La frugalité et les mœurs (...) qui forment les vertus principales des Républiques ne sont pas assez à l'ordre du jour."* Et il accuse les Exagérés de servir les agents de l'étranger en attisant la colère contre les marchands.

Il a cru à la réalité du complot des Exagérés contre le Comité de salut public. Vincent et Ronsin ayant demandé que les débats de leur procès soient rendus publics, il combat cette requête aux Jacobins avec un argument misérable, mais significatif : il ne faut pas permettre à ces *"conspirateurs"* de se sauver en se rendant *"intéressants"*. Ce qui est reconnaître à demi-mots que le peuple ne considère pas les accusés comme des "agents de l'étranger" et que le couplet sur la vertu frugale au lieu et place de mesures concrètes contre les marchands est inopérant !

Il a cru comme Robespierre et Saint-Just que la centralisation des mesures répressives à Paris permettrait aux deux grands comités de gouvernement, Comité de salut public et Comité de sûreté générale, de mieux contrôler l'usage de la Terreur, de l'enlever aux tribunaux des départements soupçonnés d'obéir à des passions particulières, fureurs vengeresses ou intérêts privés : c'est pourquoi il défend la loi du 22 prairial (10 juin 1794), qui ouvre la période de la Grande Terreur à Paris. Comment l'homme qui s'est refusé à exercer une répression de masse à Lyon en vient-il à assumer cette responsabilité ? Choix qu'il va payer de sa vie le 9 thermidor.

Controverses autour de la loi du 22 prairial

Elle est votée deux jours après la Fête de l'Etre suprême au cours de laquelle Robespierre a brûlé la statue de l'athéisme. Donnant à la croyance en l'Etre suprême et à l'immortalité de l'âme la valeur d'un principe politique fondateur, elle veut lier de manière indissoluble République et vertu. Mais comment justifier au nom de la vertu la suppression de toutes les garanties accordées en matière judiciaire sur lesquelles s'étaient accordés les philosophes, puis les Constituants ?

La loi de prairial a été voulue par Robespierre, rédigée et défendue à la Convention par Couthon, qui la présenta comme une loi de guerre : respecter les formes judiciaires au nom des droits de l'accusé entraînait une lenteur inévitable, cela convenait au temps de paix pour juger de crimes ordinaires, mais cela était à proscrire quand il y allait du salut du peuple : *"La République attaquée (...) doit frapper avec la rapidité de la foudre, le délai pour punir les ennemis ne doit être que le temps de les reconnaître ; il s'agit moins de les punir que de les anéantir."*

Ce faisant, il s'inscrit dans la continuité de la politique définie depuis septembre-octobre 1793, et qui a été justifiée par le danger exceptionnel. Est-ce toujours le cas en juin ? Le Comité de salut public le croit, car au printemps les Austro-Prussiens ont remporté plusieurs succès sur la frontière du nord et il ne peut deviner que deux semaines plus tard la victoire de Fleurus du 26 juin 1794 justifiera a posteriori la politique de terreur exercée au nom du salut public tout en donnant plus de poids aux indulgents...

Quant à la situation intérieure, rien ne permet d'affirmer qu'elle soit stabilisée : le royaliste Admirat vient de blesser Collot d'Herbois, Cécile Renaut, munie de deux petits couteaux, a tenté de pénétrer chez les Duplay pour tuer *"le tyran"* Robespierre... Le Comité de salut public, qui a préparé la loi de prairial (sans se concerter avec le comité de sûreté générale à qui incombait la direction de la terreur), a-t-il manqué de sang-froid, comme l'affirma l'historien Georges Lefebvre ?

Mais leur passé atteste que ni Robespierre ni Couthon ne manquaient de courage. Ces hommes assumaient depuis des mois des responsabilités énormes et se savaient discutés par leurs collègues : Carnot, l'homme de la guerre à outrance, Cambon, le financier, sans parler de Fouché et Tallien, rappelés de mission... On peut alléguer la fatigue (qui brouille la lucidité) ou la volonté désespérée de forcer le destin avant de disparaître dans une mort violente qu'ils devinent proche.

La promesse de ventôse trahie

Comment reconnaître un ennemi du peuple ? L'article VI en donne une définition longue et vague : celui qui a voulu *"avilir ou dissoudre la Convention et le gouvernement révolutionnaire dont elle est le centre"*, celui qui a trahi la République en défendant mal ses places ou ses ports, en prévariquant dans l'approvisionnement de ses armées, celui qui persécute les patriotes, qui inspire le découragement, répand de fausses nouvelles, qui *"abuse des principes de la Révolution (...) par des applications fausses et perfides"*, celui qui aura *"égaré l'opinion"*, *"dépravé les mœurs"*... Cette allusion aux mœurs inquiéta les amis de Danton, qui demandèrent l'ajournement du vote. Robespierre refusa.

On retire à l'accusé le droit d'être interrogé au préalable, le droit d'avoir un avocat, les jurés nommés par les deux grands comités, donc présumés *"éclairés par l'amour de la patrie"*, se détermineront sur des preuves matérielles, testimoniales ou morales ; la présence de ces preuves matérielles ou morales dispense de solliciter des témoins.

Le grand historien Mathiez a voulu défendre cette loi en la rattachant aux décrets de ventôse. Saint-Just avait rêvé de chasser la pauvreté de la République et fait voter le principe de la confiscation des biens des suspects au profit des indigents, dont la liste serait établie par les

communes. Vaste programme d'expropriation qui impliquait que soient établies les listes de coupables triés parmi les suspects. Six commissions populaires avaient été prévues pour ce faire, dont deux seulement ont vu le jour. Signe d'une sourde opposition gouvernementale à ce programme et qui ne sera pas réduite par la création de ce nouveau tribunal révolutionnaire.

Un seul choix : l'acquittement ou la mort. La machine judiciaire s'emballe (sans que la distribution des biens s'en accélère pour autant). Entre le 9 mars 1793 (date de sa création) et le 10 juin 1794, le tribunal révolutionnaire de Paris a prononcé 1 251 condamnations à mort, du 11 juin au 28 juillet 1794 (8 thermidor) le tribunal réorganisé en prononcera 1 376.

"La loi de prairial ne consacrait et ne radicalisait qu'un état de chose", a écrit l'historien du droit M. Pertué, et la procédure ainsi accélérée ne suscite sur le moment aucune critique à la Convention. Un seul point fut soulevé par deux dantonistes, ce qui illustre la méfiance grandissante d'une partie des montagnards à l'égard des robespierristes : ils firent préciser que seule la Convention aurait le droit de traduire devant le tribunal révolutionnaire l'un de ses membres. Ajout que Robespierre et Couthon firent révoquer le jour suivant au nom de l'unité de vues qui, selon eux, régnait entre la Convention et les comités de gouvernement, seuls les *"méchants"* pouvant en douter. Le moralisme l'emportait sur le débat politique...

Y avait-il une politique de rechange à l'heure où la victoire de Fleurus ôtait sa légitimité à la Terreur ? Le tribunal révolutionnaire envoyait à la guillotine des "fournées" hétéroclites sans nul profit pour la vertu. Robespierre en est tragiquement conscient, qui déclare aux Jacobins le 11 juillet : *"Il faut arrêter l'effusion du sang humain versé par le crime."* Et Couthon exprime en termes exacts la solitude dans laquelle son ami exerce désormais le pouvoir : *"Un homme pur s'élève contre les fripons, il est traité de scélérat par les uns (...), d'homme sanguinaire par les autres."* Puis, il annonce leur destin commun : *"Je veux partager les poignards dirigés contre Robespierre."*

La mort affrontée

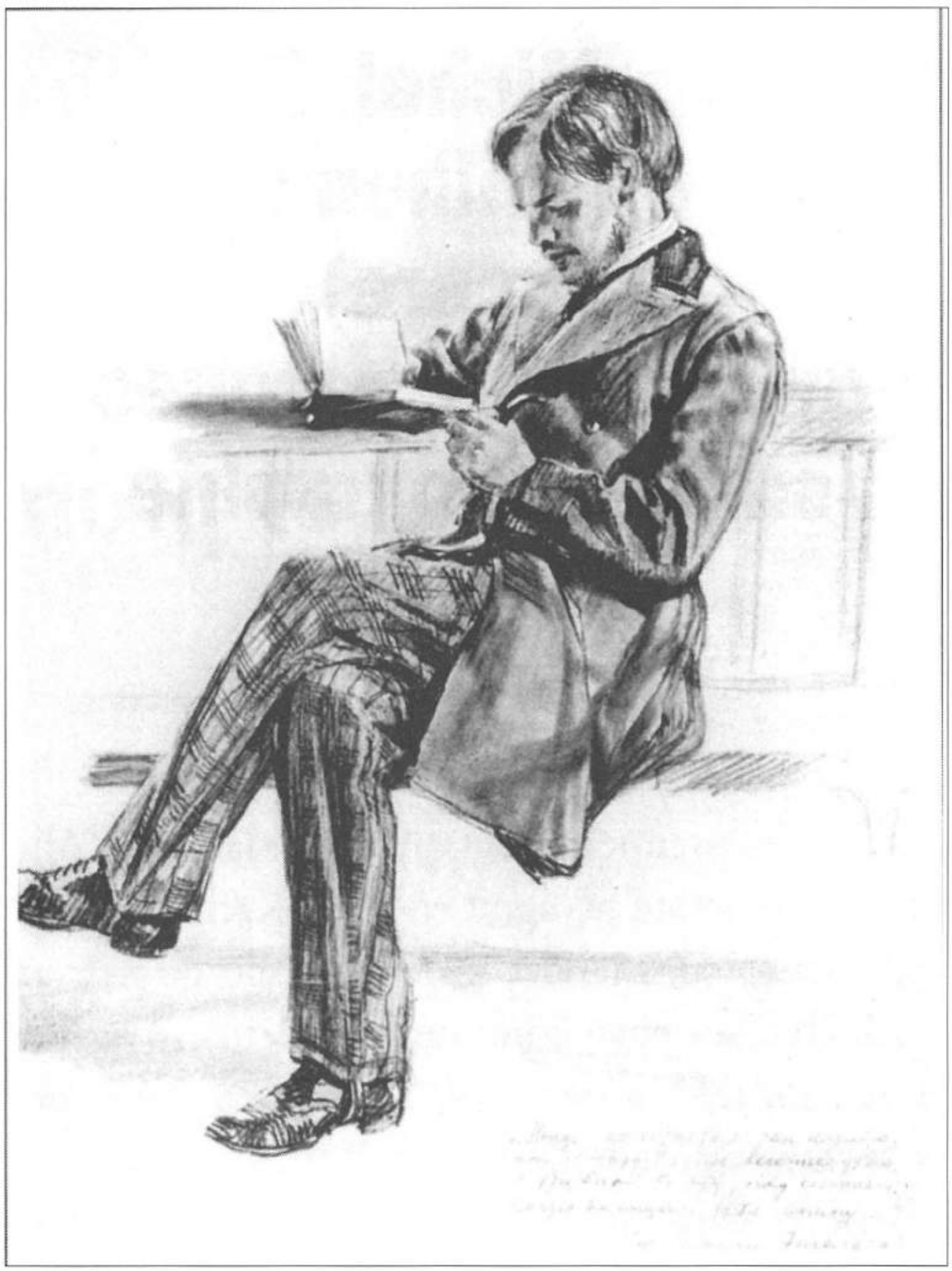
Il ne reste plus aux robespierristes qu'à assumer une mort glorieuse devant la postérité. Une coalition hétéroclite leur ôte la possibilité de reconquérir la majorité à la Convention : représentants en mission rappelés pour leurs excès terroristes ou leur corruption (Fouché, Tallien, Fréron), timides tenaillés par la peur ou jouisseurs ayant hâte de goûter aux fruits de la paix civile et de clore la Terreur. Le 8 thermidor (26 juillet), Robespierre et Couthon remportent une dernière victoire oratoire, une nouvelle fois Robespierre justifie le maintien du gouvernement révolutionnaire, rejetant sur ses adversaires les excès de la Terreur tout en commettant l'erreur de ne pas les nommer, ce qui soude toutes les peurs contre lui. Couthon obtient de la Convention que ce discours soit imprimé et envoyé à toutes les communes de France : espère-t-il prendre le peuple souverain pour arbitre du conflit ?

Cambon fait rapporter ce vote, et dès lors Couthon sait la partie perdue ; il n'oppose que dédain et ironie à ses adversaires, Billaud, puis Fréron. Le 9 thermidor (27 juillet), la tactique d'obstruction joue à plein et Robespierre, Couthon et Saint-Just sont décrétés d'arrestation.

La Commune appelle à l'insurrection, 16 sections sur 48 répondent à l'appel, puis se dispersent faute de recevoir une consigne d'action d'un Robespierre paralysé par sa propre conception de la légitimité politique : seule la Convention a le droit de parler au nom du peuple. Elle vient de les décréter hors-la-loi. Lui et son jeune frère tentent de se suicider. Couthon, blessé, est guillotiné le premier le 10 thermidor. Tous ont été condamnés sans jugement. Ce procès ne fut jamais plaidé, reconnut le modéré Cambacérès devant son maître Napoléon.

Nicole Perron

Michel Gandilhon : (Encore) quelques remarques sur une biographie d'Engels



Friedrich Engels jeune.

Le mythe du second violon

IL y aura eu, au final, deux manières d'occulter le rôle et l'œuvre de Friedrich Engels dans l'histoire du mouvement ouvrier : l'occultation par une sanctification le rangeant dans la Sainte-Famille, si chère au cœur des despotismes stalinien et maoïste, aux côtés de Marx, Lénine, Staline, Mao, et l'occultation par un dénigrement rendant le compagnon de lutte de Marx responsable des dérives totalitaires du "marxisme". La première attitude, relevant de *l'idéologie froide* (1), tend à transformer la pensée des révolutionnaires en catéchisme destiné à l'édification des masses, en une sorte, selon les propres termes d'Engels, *"d'unique dogme de salut"* ; la seconde, certainement plus pernicieuse du fait de son apparente rigueur intellectuelle — incarnée en France par Jean-Paul Sartre, dans sa *Critique de la raison dialectique*, et, surtout, Maximilien Rubel, l'éditeur des œuvres de Marx dans la collection de la Pléiade (2) —, a fait d'Engels un matérialiste vulgaire, inventeur de la métaphysique du Diamat trahissant *in fine* l'esprit de l'œuvre de Marx.

C'est tout le mérite de l'excellente biographie de Tristram Hunt d'en finir avec ses clichés et de redonner au révolutionnaire allemand, injustement traité par la postérité, toute sa dimension humaine et intellectuelle, et de restituer son rôle clé en faisant justice d'un certain nombre de mythes. Mythe du second violon, selon l'expression utilisée par Hunt, alors qu'Engels a souvent été un précurseur, notamment de la critique de l'économie politique avec son *Esquisse d'une critique de l'économie politique* de 1843 (3), et de la rupture avec les spéculations

(1) Brillamment dénoncée par Kostas Papaioannou dans un ouvrage intitulé justement *L'Idéologie froide, essai sur le dépérissement du marxisme*, paru en 1967, et récemment réédité en 2009 aux éditions de l'Encyclopédie des nuisances. Dans ce petit essai, l'auteur, proche de Raymond Aron, mais excellent connaisseur de Marx et d'Engels, se livre à une analyse magistrale du catéchisme stalinien et explique en quoi il représente la négation de l'esprit et de la lettre de l'œuvre de ces derniers.

(2) Tout le soubassement de l'interprétation de Rubel du marxisme tient dans la coupure qu'il croit déceler entre la théorie de Marx tant qu'il était en vie et ce qu'Engels en a fait après la mort de son ami. Selon Rubel, influencé intellectuellement par un austro-marxisme à forte teneur kantienne, Engels serait le responsable de la fixation de l'œuvre de Marx, à l'origine d'ordre éthique, en un corpus scientiste et vulgairement matérialiste — le matérialisme dialectique —, qui sera récupéré et porté à sa perfection par le bolchevisme. Voir *Marx critique du marxisme*, réédité aux éditions Payot en 2001.

(3) Ce texte est disponible dans le volume des *Ecrits de jeunesse* de Marx publié aux éditions Quai Voltaire en 1994.

philosophiques liées à la critique de l'hégélianisme avec l'analyse concrète de la situation concrète de la classe laborieuse de Manchester en 1844.

Les pages consacrées à l'installation et aux pérégrinations d'Engels à Manchester comptent d'ailleurs parmi les meilleures du livre de l'historien anglais. Elles montrent combien le cloaque de Cottonopolis — le surnom de Manchester à l'époque — et les conditions absolument bestiales de l'exploitation de la classe ouvrière dans les années 1840 ont été à l'origine d'un effroi — qui toucha jusqu'à Tocqueville (4) — mêlé d'indignation à l'origine du mouvement communiste. Manchester est alors le théâtre d'une ébullition intellectuelle extraordinaire, où se côtoient les idées utopiques, chrétiennes, réformistes ou radicales agitant une "communauté socialiste" mobilisant des milliers de membres soucieux, sur la base *"de l'action solidaire et de la discussion"* (5), de trouver une réponse aux maux de l'époque. *"Je vais établir à l'intention des Anglais un joli catalogue de leurs péchés ; j'accuse publiquement la bourgeoisie anglaise de meurtre, de vol, et de toute une masse d'autres crimes"*, écrit Engels à Marx le 19 novembre 1844, pendant la rédaction de *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre*.

Mythe également de l'idéologue dogmatique fixant la critique matérialiste du mode de production capitaliste en un canon dogmatique, notamment dans l'*Anti-Dühring*, pourtant relu par Marx et dont la partie consacrée à l'économie fut même rédigée par ce dernier, et *La Dialectique de la nature*, ouvrage publié en 1927 en URSS à partir de manuscrits plus ou moins formalisés, alors que la vie d'Engels n'a cessé de démontrer une volonté constamment réaffirmée de se tenir au plus près des réalités de son temps et de revenir sur les erreurs, inévitables, de pronostics. Hunt le montre particulièrement bien dans la partie qu'il consacre à la fin de la vie d'Engels, lorsque le vieux révolutionnaire, à la faveur de la publication d'un recueil d'articles de Marx publiés dans *La Nouvelle Gazette rhénane*, *Les Luttes de classes en France* en 1895, revient sur l'époque des révolutions de 1848 et l'immaturité des conditions objectives de la révolution communiste sur le continent européen, et s'interroge sur la stratégie révolutionnaire à adopter pour le mouvement ouvrier au seuil du XXe siècle dans les pays développés (6).

L'autre mérite de la biographie de Tristram Hunt est, entre autres, de dresser le portrait intellectuel d'un militant curieux de tout, et notamment de la science en plein essor de son temps, et aux antipodes du dogmatisme que d'aucuns lui ont prêté. D'ailleurs, Marx et Engels ont toujours été vigilants tout au long de leur vie face aux tentations simplificatrices de leurs bien intentionnés disciples de transformer leur œuvre en un bréviaire destiné à l'édification des masses. Si la phrase de Marx, affirmant, au vu des débats en vigueur dans les milieux socialistes français, qu'il n'était pas marxiste, est célèbre, Engels, non plus, n'a jamais été tendre avec les simplificateurs ou les *philistins allemands*, comme il les nommait, qui se réclamaient de lui : *"Notre théorie n'est pas un dogme... un dogme qu'on doit apprendre par cœur et répéter mécaniquement... mais un guide pour l'action... une théorie du développement... une exposition d'un processus évolutif comportant plusieurs phases..."* (7).

Engels, père de l'épuration ethnique ?

Cela dit, le travail de Hunt souffre de quelques faiblesses et d'un certain nom-

(4) En 1833, près de dix ans avant l'installation d'Engels à Manchester, Tocqueville, de retour d'Amérique, décrit la capitale de l'industrie textile anglaise comme *"un nouvel Hadès"* : *"C'est au milieu de ce cloaque infect que le plus grand fleuve de l'industrie humaine prend sa source et va féconder l'univers. De cet égout immonde, l'or pur s'écoule."*

(5) Telles étaient, selon Engels, dans un avant-propos à l'édition du *Manifeste communiste* rédigé en 1890, les conditions de la victoire au sein de la classe ouvrière des principes exposés dans l'ouvrage rédigé par Marx et lui-même.

(6) Sur la question de la stratégie révolutionnaire posée par la préface d'Engels aux *Luttes de classes en France. 1848-1850,* voir l'étude de Jacques Texier, *Révolution et démocratie chez Marx et Engels*, coll. Actuel Marx, Presses universitaires de France, 1998.

(7) Voir *L'Idéologie froide*, *op. cit.*

bre de jugements à l'emporte-pièce parfois extrêmement surprenants compte tenu de l'évidente sympathie qu'il éprouve pour son "héros". Certains pourraient d'ailleurs figurer dans la partie des *Cahiers du mouvement ouvrier* consacrée aux perles. Ainsi, l'historien britannique fait d'Engels, à cause de ses positions sur le rôle de certains peuples slaves lors des révolutions de 1848, le père des théories de l'épuration ethnique : *"Il préconisait une politique du nettoyage ethnique au nom du progrès et de l'histoire, dont s'inspireraient nombre de dictateurs sanguinaires au cours du XXe siècle"* (8). S'il n'est pas question de nier ici le caractère extrêmement violent, et bien évidemment contestable, des jugements portés par Engels à l'égard des Slaves et du peu de pertinence du concept, hérité de Hegel, de "peuples sans histoire" (9), Hunt ne resitue pas les propos du révolutionnaire dans le contexte politique qui prévalait en Europe dans les années 1840. Pour Marx et Engels, en effet, l'empire russe constituait sur le continent la puissance contre-révolutionnaire par excellence et la garante, avec l'Autriche-Hongrie, de l'ordre féodal contre la révolution démocratique. Un certain nombre de peuples slaves, comme les Croates ou les Tchèques, ayant appuyé les forces de la réaction au moment du soulèvement de la Hongrie, les deux révolutionnaires en avaient conçu une certaine amertume que Hunt travestit beaucoup trop vite en préjugés de type raciaux, qui, s'ils avaient réellement existé, ne permettent pas de comprendre pourquoi Marx et Engels soutinrent indéfectiblement au cours de leur vie un peuple aussi éminemment slave que les Polonais dans son entreprise de libération nationale ou admirèrent les militants russes de la Volonté du Peuple en lutte contre l'autocratie tsariste.

Les positions de Marx et Engels à l'époque sur la question des nationalités sont également déterminées par ce qu'ils estiment être le caractère progressif — la fameuse mission civilisatrice qu'évoque *Le Manifeste du Parti communiste* — du capital, position qui, il est vrai, ne s'embarrassait pas à l'époque d'une sentimentalité excessive pour les peuples broyés par la marche de l'histoire et la diffusion mondiale du mode de production capitaliste. N'en déplaise à la vogue actuelle des études postcoloniales, très forte dans les universités anglo-saxonnes, leurs prises de position, que ce soit sur la colonisation britannique en Inde ou en Egypte, l'annexion de la Californie par les Yankees ou la conquête de l'Algérie par la France, ne furent pas guidées par de quelconques préjugés de mâles blancs européocentristes — même si, dans leur correspondance, Marx et Engels pouvaient parfois se laisser aller à des considérations peu amènes sur les homosexuels ou d'autres minorités —, mais par la certitude du caractère libérateur, de par la socialisation sans précédent de l'espèce humaine qu'il réalisait, du développement du capitalisme, prélude et condition nécessaire à la révolution communiste. Cette vision, que l'on peut qualifier de réaliste, ne les a jamais empêchés, quoi qu'il en soit, de dénoncer les horreurs engendrées par le développement capitaliste sous la forme prise par les dominations coloniales de la France et de l'Angleterre. Ainsi, ils saluèrent par exemple le soulèvement des cipayes en 1857 (10) en Inde ou la révolte nationaliste des fellahs égyptiens dans les années 1879-1882 contre les politiques d'ajustement structurel de l'époque, tout en soulignant les limites politiques de ces mouvements du fait de l'hégémonie des forces sociales se réclamant de rapports de production en voie d'être dépassés. À cet égard, l'article de Marx, paru dans le

(8) Page 229 de l'édition française.

(9) Pour Hegel, l'Etat constitutionnel était la manifestation, au terme d'une odyssée embrassant la totalité de l'histoire humaine, de l'Esprit absolu, réconciliant liberté et rationalité. D'où son peu de considération pour les peuples organisés sous le mode infra-étatique de la communauté primitive ou tribale. La reprise du concept par le *jeune* Engels fera l'objet d'une critique du marxiste d'origine ukrainienne Roman Rosdolsky dans son ouvrage *Critique de la théorie des peuples sans histoire*. Ce livre n'a jamais été traduit en français.

(10) Les cipayes étaient un corps de l'armée du Bengale, région du nord de l'Inde, composé de soldats indigènes d'origine musulmane pour la plupart. Ceux-ci se soulevèrent au printemps 1857 contre la domination britannique et entraînèrent dans leur sillage la masse du peuple. Le soulèvement s'étendit au centre du sous-continent, avant d'être écrasé par les Anglais avec la complicité des féodaux indiens effrayés par la révolte paysanne.

New York Daily Tribune, consacré à la *révolte indienne* de 1857, est exemplaire et constitue une des charges les plus féroces jamais publiées contre les "bienfaits" de la civilisation occidentale : *"(...) Si infâme que soit la conduite des cipayes, elle n'est qu'un reflet concentré de la conduite de l'Angleterre en Inde non seulement durant l'époque de fondation de son Empire oriental, mais même durant les dix dernières années de la longue période de sa domination. Pour caractériser cette domination, il suffit de dire que la torture formait une institution organique de sa politique fiscale (...). Les nez, les seins coupés, etc., en un mot les horribles mutilations commises par les cipayes révoltent plus les sentiments des Européens que la canonnade à boulets rouges des habitations de Canton (...), ou les Arabes rôtis dans la grotte où ils étaient entassés par un maréchal français* (Pélissier — NDR) *(...)"* (11).

De quelques confusions théoriques

Si Tristram Hunt, malgré quelques faiblesses, est un excellent historien, sa compréhension de la critique de l'économie politique menée par Marx est hélas ! des plus limitée, et là réside peut-être la principale limite de son livre. La présentation qu'il fait par endroits du marxisme sur ces questions est parfois franchement erronée et fantaisiste.

On sait qu'après la mort de Marx, en 1883, Engels a hérité de la redoutable tâche de publier, à partir des manuscrits laissés par Marx, la suite du livre I du *Capital*, seul tome publié du vivant de son auteur. Tristram Hunt montre bien l'ampleur de la tâche à laquelle s'est trouvé confronté Engels, et qui va monopoliser l'essentiel de ses forces pendant une dizaine d'années, jusqu'au terme de son existence. En 1885, Engels assure la publication du livre II du *Capital*, volume consacré au procès de circulation du capital. Dans la préface de l'édition allemande, Engels soumet une sorte d'énigme aux économistes de son temps, sous la forme d'un problème à résoudre que son biographe britannique présente ainsi :

"Cependant, le livre II ne résolvait pas le problème qu'Engels avait identifié dès 1867 et auquel Marx avait promis de répondre dans un tome ultérieur, à savoir : le capital constant (les machines) était-il en mesure de créer des profits par l'intermédiaire de la plus-value et, étant donné les différents ratios entre le capital variable et le capital constant (les machines), comment les taux de profit pouvaient-ils être égaux pour tous les types de capitaux ? En d'autres termes — ceux de Meghnad Desai —, le capital (hors travail) a-t-il une incidence sur la rentabilité ou non ?" (12).

Le problème réside hélas ! ici dans le caractère extrêmement confus de l'exposé de Tristram Hunt. D'une part, parce que tel qu'il est formulé, le problème en question est parfaitement incompréhensible compte tenu de la connaissance d'Engels de la théorie de la valeur de Marx, qui fait que jamais il n'aurait pu formuler que le capital constant (que Hunt, soi dit en passant, confond avec le capital fixe) pourrait produire de créer des profits *"par l'intermédiaire de la plus-value"*. Pour Marx et Engels, en effet, seule la force de travail était susceptible de créer de la plus-value, et en aucun cas, contrairement aux thèses défendues par les économistes libéraux avec leur théorie des facteurs de production mettant sur le même plan les machines et le travail vivant, le capital constant pouvait être créateur de valeur. D'autre part, parce que le problème confusément exposé par Hunt n'a que peu de rapports avec la question réelle posée par Engels, et qui était la suivante : *"Comment, sans violation de la loi de la valeur, et au contraire, par l'application de cette loi, il peut se former un égal taux de profit moyen."*

Il semblait à l'époque que l'existence d'un taux de profit général rémunérant les capitaux investis dans les différentes branches formant le capital social constituait une contradiction flagrante avec la théorie de la valeur, selon laquelle les marchandises s'échangent selon la quantité de travail socialement nécessaire

(11) *Textes sur le colonialisme*, Marx-Engels, Editions du Progrès, Moscou, 1977.
(12) Page 401.

contenue en elles. Cette contradiction, apparente, dont Engels annonçait que Marx l'avait résolue sans contrevenir à la loi de la valeur, il mettait au défi certains économistes de son temps, qu'ils fussent marginalistes comme Eugen Böhm-Bawerk (13) ou ricardiens comme Werner Sombart, de la résoudre avant la publication du livre III, qui allait intervenir en 1894. Cela n'a donc rien à voir avec le fait que, comme l'écrit Hunt, *"le capital hors travail aurait une incidence sur la rentabilité"*, mais plutôt avec le fait que les branches à forte composition organique du capital, et produisant donc une survaleur inférieure à la moyenne, du fait de la faiblesse du travail vivant impliqué dans le procès de travail, réalisaient un profit supérieur à la plus-value effectivement produite en leur sein, conforme à la moyenne sociale.

Comment, en effet, expliquer, comme le formule Marx dans le livre III du *Capital*, que *"bien que les capitalistes des différents secteurs de production recouvrent, en vendant leurs marchandises, la valeur du capital consommé dans leur production, ils ne réalisent pas la plus value, donc le profit, crée par la production de ces marchandises dans leur propre secteur"* (14) ? Marx répondait par la théorie du prix de production et la fameuse question de la *transformation* exposée dans le chapitre VI de la deuxième section du livre III, intitulé *"Formation d'un taux général du profit (taux moyen de profit) et conversion des valeurs des marchandises en prix de production"*, en expliquant qu'à un certain stade de maturité du capitalisme, les marchandises ne s'échangeaient pas à leur valeur, mais à leur prix de production, prix supposant l'existence d'un taux de profit moyen, lui-même produit par l'égalisation des différents taux de profit engendrée par la concurrence entre capitaux.

Il apparaissait aussi que, loin de représenter une négation de la loi de la valeur, l'existence d'un taux de profit moyen compris dans le prix de production était au contraire la manifestation au niveau du capital social, considéré sous la forme de branches concurrentes multiples, de la fameuse loi. Cette question d'ordre théorique nourrira des débats entre économistes, marxistes ou pas, pendant les deux dernières décennies du XIXe siècle, tout au long du XXe siècle, et ce n'est pas le lieu ici d'en donner ici un compte rendu (15).

Conclusion

Ces deux grands types de réserves faites ne sauraient toutefois diminuer l'importance de cette biographie tant elle se révèle de bout en bout passionnante. De la jeunesse rhénane à la maturité britannique d'Engels, de Wuppertal à Londres en passant par Berlin et New York, des luttes armées de la révolution de 1848 aux grands meetings syndicaux londoniens des années 1880, le livre de Tristram Hunt dresse le tableau d'une existence indissociable des troubles d'une époque, le XIXe siècle, de ses espérances et de ses luttes. Espérances et luttes qui sont de fait encore les nôtres : les questions posées à l'humanité par la naissance, puis l'essor du capitalisme, n'ayant pas été résolues. L'historien ne cesse d'ailleurs de souligner, tout au long du livre, à la lumière de la réalité la plus contemporaine (mondialisation du capital, industrialisation de la Chine, crises économiques), l'actualité et la pertinence d'une pensée qui nous a légué de précieux instruments d'analyses.

Michel Gandilhon

(13) Pour une critique marxiste du marginalisme de l'école autrichienne, voir la réédition en 2010 par les éditions Syllepse de *L'Economie politique du rentier*, de Boukharine.

(14) Karl Marx, *Le Capital*, livres II et III, édition établie et annotée par Maximilien Rubel, collection Folio, Gallimard, 2008.

(15) Pour une synthèse des débats consacrés, à l'époque d'Engels et ultérieurement, à la question de la transformation des valeurs en prix de production, le lecteur pourra se reporter au second tome de l'ouvrage de l'économiste Tran Hai Hac paru en 2003 aux éditions Page deux, *Relire* Le Capital.

Friedrich Engels (1820-1895).

Léon Trotsky : Les notes de Friedrich Engels sur la guerre de 1870-1871

"La révolution mondiale mènera cette tâche à son terme"

LE livre de Friedrich Engels est constitué dans sa majeure partie par une chronique analytique de la guerre franco-allemande de 1870-1871. Ce sont des articles qui furent publiés dans le journal anglais *Pall Mall Gazette* pendant le déroulement de la guerre. Il s'ensuit déjà que le lecteur ne doit pas s'attendre à trouver dans ces notes une sorte de monographie sur la guerre ou un quelconque exposé systématique de la théorie de l'art militaire. Non, la tâche d'Engels consistait à partir de l'estimation générale des forces et des moyens des deux adversaires et à suivre au jour le jour le mode d'emploi de ces forces et moyens, afin d'aider le lecteur à s'orienter dans le déroulement des opérations militaires et même de soulever un peu, de temps à autre, ce qu'on appelle le voile de l'avenir.

Il faut suivre pas à pas toutes les opérations de la guerre franco-allemande sur la carte

Les articles militaires de cette sorte emplissent au moins les deux tiers du livre. Le dernier tiers consiste en notes consacrées aux divers domaines spécialisés du métier de la guerre, toujours en rapport étroit avec le déroulement de la guerre franco-allemande : *"Comment combattre les Prussiens"*, *"Analyse raisonnée du système de l'armée prussienne"*, *"Saragosse-Paris"*, *"L'apologie de l'empereur"*, entre autres. Il est évident que l'on ne peut lire et étudier un livre de ce genre comme les autres œuvres purement théoriques d'Engels. Pour comprendre entièrement les idées et estimations de caractère concret, positif, contenues dans ce livre, il faut suivre pas à pas toutes les opérations de la guerre franco-allemande sur la carte, et, avec cela, tenir compte aussi des considérations de la littérature d'histoire militaire la plus récente. Un tel travail de critique scientifique ne peut évidemment être la tâche du lecteur moyen : il exige des notions militaires préliminaires, beaucoup de temps et un intérêt particulier pour ce domaine.

Mais un tel intérêt serait-il justifié ? Nous sommes d'avis que si. Il se justifie avant tout du point de vue de l'appréciation correcte du niveau militaire et de la perspicacité militaire d'Engels lui-même. Une étude approfondie du texte extrêmement riche d'Engels, la comparaison de ses jugements et pronostics avec les jugements et pronostics contemporains des auteurs militaires de l'époque serait certainement très intéressante. Ce

serait non seulement une contribution importante à la biographie d'Engels — encore que sa biographie soit un chapitre important dans l'histoire du socialisme —, mais aussi une illustration particulièrement frappante du problème des rapports réciproques entre le marxisme et le métier de la guerre.

De marxisme ou de dialectique, Engels ne souffle mot dans tous ces articles : cela n'a rien d'étonnant, vu qu'il écrivait anonymement pour un journal archibourgeois, et cela a une époque ou le nom de Marx était encore peu connu.

L'auteur examine tous les éléments du métier militaire

Mais ces causes extérieures n'amenèrent pas seules Engels à s'abstenir de toute argumentation de théorie générale. Nous pouvons être persuadés que même si Engels avait eu alors la possibilité de traiter des péripéties de la guerre dans un journal marxiste révolutionnaire — avec une liberté largement plus grande dans l'expression de ses sympathies et antipathies politiques —, il aurait cependant abordé à peine différemment l'analyse et l'appréciation du déroulement de la guerre qu'il ne l'a fait dans la *Pall Mall Gazette*. Engels n'introduisit pas de l'extérieur une doctrine abstraite dans le domaine de la science militaire et n'érigea point des recettes tactiques par lui découvertes en critères universels. En dépit de toute la brièveté de l'exposé, nous voyons tout de même avec quel soin l'auteur examine tous les éléments du métier militaire, depuis l'étendue du territoire et le chiffre de population des pays concernés jusqu'à des recherches biographiques sur le passé du général Trochu dans le but de mieux connaître les méthodes et les habitudes de celui-ci.

On sent derrière ces notes un travail énorme, passé et en cours. Engels, qui était non seulement un profond penseur, mais aussi un excellent écrivain, ne servait pas au lecteur des matériaux bruts. Cela pourrait donner l'impression de superficiel pour certaines de ses remarques et généralisations. En réalité, il n'en est rien. L'élaboration critique à laquelle il a soumis les matériaux empiriques est extrêmement poussée. Cela ressort déjà du fait que le développement ultérieur des péripéties de la guerre a confirmé de façon répétée les pronostics d'Engels. Il n'y a pas lieu de douter qu'une étude approfondie dans le sens indique de ce travail d'Engels de la part de nos jeunes théoriciens de la guerre montrerait encore davantage avec quel sérieux Engels traitait la conduite de la guerre en tant que telle.

Mais aussi chez ceux qui, précisément, liront et n'étudieront pas le livre — et ce sera la majorité, y compris chez les militaires —, l'œuvre d'Engels suscitera un grand intérêt, non pas à cause de son exposé analytique des diverses opérations militaires, mais par l'appréciation générale du déroulement de la guerre et par les jugements dans divers domaines militaires, abordés de façon éparse en beaucoup d'endroits de sa chronique de guerre, et en partie, comme nous l'avons déjà dit, aussi dans des articles entiers.

La vieille idée des Pythagoriciens

La vieille idée des Pythagoriciens que le monde serait régi par le nombre — au sens réaliste et non mystique de ce terme — peut être particulièrement bien appliquée à la guerre. Avant tout, le nombre des bataillons. Ensuite, le nombre de fusils, le nombre de canons s'exprime quantitativement par la portée des armes à feu, par leur précision. Les qualités morales des soldats s'expriment dans la capacité d'endurer de longues marches, de tenir un temps prolongé sous le feu ennemi, etc. Cependant, plus on va dans ce domaine, plus le problème se complique. Le nombre et le caractère de l'équipement dépendent de l'état des forces productives du pays. La composition de l'armée et de son commandement est conditionnée par la structure sociale de la société. Le service administratif d'intendance dépend de l'appareil étatique général, qui est déterminé par la nature de la classe dominante. Le moral de l'armée dépend du rapport réciproque

des classes, de la capacité de la classe dirigeante de faire des tâches de la guerre des buts subjectifs de l'armée. Le degré de capacité et de talent du commandement dépend, pour sa part, du rôle historique de la classe dirigeante, de sa capacité de concentrer sur ses objectifs les meilleures forces créatrices du pays, ce qui, à nouveau, différera, selon que la classe dominante joue un rôle historique progressif ou qu'elle se survit et lutte simplement pour son existence. Seuls les rapports fondamentaux ont été évoqués ici, et encore schématiquement. En réalité, la dépendance des différents domaines de la conduite de la guerre entre eux et de tous ces domaines dans leur ensemble à l'égard des divers aspects de l'ordre social est bien plus complexe et plus ramifiée.

Les facteurs moraux

Sur le champ de bataille, tout cela se résume, en fin de compte, dans le nombre des simples soldats, des commandants, des morts et blessés, prisonniers et déserteurs, dans les dimensions du territoire conquis et dans le nombre des trophées. Mais comment peut-on prévoir le résultat final ? S'il était possible de relever et de déterminer à l'avance tous les éléments d'une bataille et d'une guerre avec précision, alors il n'y aurait même pas de guerre, car personne n'aurait l'idée d'aller au-devant d'une défaite établie d'avance. Mais il ne peut être question d'une telle prévision exacte de tous les facteurs. Seuls les éléments matériels les plus immédiats de la guerre sont susceptibles d'une expression chiffrée. Pour autant qu'il s'agit, cependant, de la dépendance des éléments matériels de l'armée à l'égard de l'économie du pays dans son ensemble, une évaluation et, par conséquent, les prévisions également, auront une valeur déjà bien plus limitée. Cela s'applique particulièrement à ce que l'on appelle les facteurs moraux : de l'équilibre politique dans le pays, de l'endurance de l'armée, de l'attitude des arrières, du travail coordonné de l'appareil d'Etat, du talent des commandants, etc. Laplace dit qu'un cerveau qui serait en état d'embrasser tous les processus se déroulant dans l'univers pourrait infailliblement prédire tout ce qui se produira à l'avenir. Cela découle incontestablement du principe du déterminisme : point de phénomène sans cause. Mais, comme l'on sait, il n'y a pas de pareil cerveau, ni individuel ni collectif. C'est pourquoi il est possible que même les hommes les mieux informés et les plus géniaux se trompent très souvent dans leurs prévisions. Mais il est clair que l'on approche d'autant plus la prévision juste, que l'on connaît mieux les éléments du processus, que la capacité est plus grande de les articuler, de les évaluer et de les combiner, que l'expérience scientifique créatrice est plus grande, l'horizon plus vaste.

Dans sa chronique militaire, si modeste dans son objet, Engels reste toujours lui-même : il apporte dans son travail le regard pénétrant d'un homme capable de combiner analyse et synthèse dans l'art militaire, et qui a passé par la grande école de théorie sociale de Marx-Engels et l'école pratique de la révolution de 1848 et de la Première Internationale.

"Comparons (...) les forces qui sont en train de se préparer en vue de se détruire réciproquement ; pour simplifier les choses, nous ne nous occuperons que de l'infanterie. L'infanterie est l'arme qui décide des batailles ; un futile équilibre de forces en cavalerie et artillerie, y compris mitrailleuses et autres engins faisant des miracles, ne comptera pour beaucoup ni d'un côté ni de l'autre."

Plus pour notre époque

Cela, qui était grosso modo juste pour la France et l'Allemagne en 1870, ne le serait incontestablement plus pour notre époque. A présent, il est impossible de ne déterminer le rapport des forces militaires que d'après le nombre des bataillons. Sans doute, aujourd'hui encore l'infanterie reste le facteur principal dans les batailles. Mais le rôle du coefficient technique dans les forces armées a crû considérablement, et cela dans une mesure inégale suivant les armées : nous n'avons pas seulement en vue les mitrailleuses, qui étaient encore des *miracle working* en 1870 ; pas seulement

l'artillerie, fortement accrue en nombre et en importance, mais aussi des ressources tout à fait nouvelles : l'automobile, tant pour des fins militaires que pour les transports en général, l'aviation et la chimie de guerre. Sans tenir compte de ces "coefficients" une statistique qui ne concernerait que le nombre des bataillons serait aujourd'hui complètement irréelle.

Sur la base de ses calculs, Engels aboutit à la conclusion : l'Allemagne dispose d'un nombre de loin plus grand de soldats formés que la France, et la supériorité des Allemands apparaîtra de plus en plus avec le temps — à moins que dès le début Louis Napoléon ne devance l'ennemi et ne lui inflige des coups décisifs, avant que ce dernier ne puisse utiliser sa supériorité potentielle.

La stratégie

Ainsi, Engels aboutit déjà à la stratégie, à ce domaine indépendant le plus élevé de l'art militaire, qui est cependant en rapport, à travers un système compliqué de leviers et de courroies de transmission, avec la politique, l'économie, la culture et l'administration. Concernant la stratégie, Engels tient pour indispensable de faire dès le début les réserves réalistes inévitables.

"Il est bon de rappeler que l'on ne peut jamais se fier à la réussite pleine et entière de ces plans stratégiques. Il survient toujours un accroc ici, un accroc là : des corps qui n'arrivent pas au moment précis ou l'on en a besoin ; l'ennemi qui fait des mouvements imprévus ou a pris des précautions auxquelles on ne s'attendait pas ; et, enfin, une lutte dure, acharnée, voire le bon sens d'un général, évite souvent à une armée vaincue la pire des conséquences qui peut dériver d'une défaite, c'est-à-dire la perte des communications avec sa base."

Toute faillite du plan rend la perte inéluctable

Cela est indubitablement exact. Contre une telle conception réaliste de la stratégie, tout au plus feu Phull ou l'un de ses admirateurs attardés pourraient trouver des objections.

Prise en considération de l'essentiel dans tout le plan de guerre, et cela de la façon la plus complète que les circonstances permettent ; considération des éléments qui ne peuvent être déterminés à l'avance ; formulation des ordres d'une façon suffisamment souple pour qu'ils puissent s'adapter à chaque situation et à ses variantes imprévues ; et le principal — détermination à temps de toute modification fondamentale dans la situation et modification correspondante du plan, voire sa refonte totale —, c'est précisément en cela que réside le véritable art de la conduite de la guerre. Si l'on pouvait conférer au plan stratégique un caractère définitif, tenir compte à l'avance de l'état du temps, des estomacs et des jambes des soldats, et des intentions de l'adversaire, alors un automate connaissant les quatre opérations pourrait être un capitaine victorieux. Par bonheur ou par malheur, il n'en est rien. Le plan de guerre n'a nullement un caractère absolu, et l'existence du plan le meilleur est encore loin, comme Engels l'indique à juste titre, de garantir la victoire. En revanche, toute faillite du plan rend la perte inéluctable. Tout commandant méritant passablement d'être pris au sérieux, qui pour cette raison rejetterait tout plan, devrait être interné dans une maison d'aliénés.

Qu'en est-il donc du plan stratégique de Napoléon III ? Nous savons déjà que l'énorme supériorité potentielle de l'Allemagne résidait dans sa prépondérance en quantité de matériel humain formé. Comme le relève Engels, la tâche de Bonaparte consistait à rendre impossible à l'ennemi, grâce à des opérations rapides et décidées, de tirer profit de cette supériorité. On pourrait croire que la tradition napoléonienne aurait dû précisément jouer en faveur d'une telle démarche. Mais malheureusement, la réalisation de plans de guerre aussi audacieux dépend aussi, toutes choses égales par ailleurs, du travail exact de l'intendance ; or tout le régime du Second Empire, avec sa bureaucratie effrénée et incapable, n'était en aucune manière apte à assurer les soins et l'entretien des troupes. D'où les

frictions et les pertes de temps dès les tout premiers jours de la guerre, l'abandon général, l'impossibilité d'appliquer un plan quelconque et, en conséquence de cela, l'effondrement.

L'effet néfaste que peut avoir l'irruption de la "politique"

En certains endroits, Engels évoque en passant l'effet néfaste que peut avoir l'irruption de la "politique" dans le déroulement des opérations militaires.

A première vue, cette remarque semble en opposition avec la conception selon laquelle la guerre n'est tout compte fait rien d'autre qu'une continuation de la politique. En réalité, il n'y a pas ici de contradiction. La guerre prolonge la politique, mais avec des moyens et des méthodes propres. Lorsque la politique, pour la solution de ses tâches fondamentales, est contrainte de recourir à l'aide de la guerre, cette même politique ne doit pas déranger le déroulement des opérations de guerre pour ses tâches secondaires. Si Bonaparte effectua des actions manifestement inopportunes du point de vue militaire pour, selon l'avis d'Engels, influencer favorablement l'"opinion publique" avec des succès éphémères, il fallait voir là incontestablement une irruption inadmissible de la politique dans la conduite de la guerre, rendant celle-ci incapable de dominer les tâches fondamentales posées par la politique. Dans la mesure où, dans la lutte pour la conservation de son régime, Bonaparte se vit obligé d'admettre une telle intervention de la politique, la condamnation manifeste du régime par lui-même était déjà impliquée, qui devait rendre inéluctable le prochain effondrement.

Quand le pays vaincu, après la défaite et la capture totale de ses forces armées, tente sous la direction de Gambetta de construire une nouvelle armée, Engels suit ce travail avec une compréhension étonnante pour les affaires de l'organisation militaire. Il caractérise parfaitement les jeunes troupes indisciplinées qui se constituent de manière improvisée.

« (Des troupes), dit-il, *prêtes à crier à la "trahison" si on ne les met immédiatement en présence de l'ennemi et prêtes à se sauver en courant quand on leur fait sérieusement renifler la présence de l'ennemi.* »

Il est impossible ici de ne pas penser à nos premiers contingents et régiments dans les années 1917-1918. Engels sait parfaitement où résident, une fois toutes les autres conditions remplies, les principales difficultés de la transformation d'un amas humain en une compagnie ou un bataillon.

"Tous ceux qui ont vu des recrues populaires sur le terrain d'entraînement ou sous le feu — qu'il s'agisse de Baden Freischaaren, Bull-Run Yankees, Gardes mobiles français ou Volunteers britanniques — auront compris tout de suite que la cause principale de l'impuissance et l'inconsistance de ces troupes résidait dans le fait que les officiers ne savaient pas ce qu'ils devaient faire."

Des calculs rigoureux

Il est instructif au plus haut point de voir avec quel sérieux Engels traite des troupes de carrière d'une armée. Combien ce grand révolutionnaire est éloigné de tout bavardage pseudo-révolutionnaire, qui précisément à l'époque en France était très populaire — sur la vertu salvatrice d'une levée en masse, d'une nation armée (en toute hâte), etc. Engels sait très bien quelle importance les officiers et les sous-officiers ont dans un bataillon. Il procède à des calculs rigoureux sur les ressources en officiers qui sont restées à la République après la défaite des forces régulières de l'Empire. Il suit avec une attention extrême la naissance dans la nouvelle armée, dite de la Loire, de tels traits qui la distinguent d'une foule armée. Ainsi, par exemple, il constate avec satisfaction que la nouvelle armée non seulement s'applique à marcher avec unité et à obéir aux ordres, mais qu'encore elle *"a appris à nouveau une chose très importante que l'armée de Louis Napoléon avait complètement oubliée : le service d'infanterie légère, c'est-à-dire l'art de protéger les flancs et l'arrière contre des attaques sou-*

daines, de garder le contact avec l'ennemi, d'en surprendre les détachements, de se procurer des renseignements et des prisonniers".

Ainsi Engels apparaît-il partout dans ces articles "de journal" : audacieux dans sa largesse d'esprit, réaliste dans la méthode, perspicace dans les grandes et les petites choses, et toujours consciencieux dans l'élaboration des matériaux. Il compte la quantité de canons de fusils rayés et lisses chez les Français, examine de façon répétée l'artillerie allemande, pense aux propriétés du cheval de la cavalerie prussienne et ne perd jamais de vue les qualités du sous-officier prussien. Placé par la marche des événements devant le problème du siège et de la défense de Paris, il explore la qualité de ses fortifications, la puissance de l'artillerie chez les Allemands et les Français, et examine de façon très critique la question de savoir s'il y a dans l'enceinte de Paris des troupes régulières que l'on pourrait qualifier d'aptes au combat. Quel dommage que nous n'eussions pas ce travail d'Engels en 1918 : il nous eut certes aidé à surmonter plus rapidement et plus facilement le préjugé alors largement répandu, avec lequel on tentait d'opposer l'"enthousiasme révolutionnaire" et l'"esprit prolétarien" à une organisation établie par des professionnels, à la discipline impeccable et au commandement de formation.

La méthode de critique militaire d'Engels s'exprime très clairement, par exemple, dans la note XIII, qui s'occupe de la rumeur lancée de Berlin concernant *"une marche résolue sur Paris"*. L'article sur le camp retranché de Paris (note XVI) suscite l'approbation enthousiaste de Marx. Un bon exemple de la manière d'Engels de traiter les problèmes militaires nous est offert par la note XXIV, traitant du siège de Paris. D'emblée, Engels pose deux données : *"La première est que Paris ne peut pas espérer être secouru en temps utile par une armée française venant de l'extérieur (...). La seconde... concerne l'inaptitude de la garnison de Paris à mener une offensive sur une grande échelle."* Tous les autres éléments de son analyse s'appuient sur ces deux points.

Jugements sur la guerre de francs-tireurs

Fort intéressants sont deux jugements sur la guerre de francs-tireurs et ses possibilités d'application, une question qui, même à l'avenir, ne perdra pas de son importance pour nous. Le ton d'Engels gagne en assurance à chaque note. Cette assurance est justifiée dans la mesure ou elle est confirmée, d'une part, par la comparaison réelle avec ce que de "véritables" militaires ont écrit sur ces questions et, d'autre part, par une épreuve encore plus effective par les événements eux-mêmes.

Proscrivant sans scrupule de son analyse toute abstraction, considérant la guerre comme une chaîne matérielle d'opérations, considérant chaque opération du point de vue des forces et moyens réellement existants et de leurs possibilités de combinaison, ce grand révolutionnaire procède comme... un spécialiste de la guerre, c'est-à-dire comme un homme qui, ne serait-ce qu'en vertu de sa profession ou de sa vocation, raisonne avec les facteurs internes de la conduite de la guerre. Il n'est pas étonnant que les articles d'Engels aient été attribués aux célébrités militaires de l'époque, ce qui fit que dans le cercle de ses amis on donnait à Engels le surnom de *"général"*. Oui, c'est comme un "général" qu'il traitait les questions militaires, peut-être non sans d'importantes faiblesses dans certains domaines militaires ni sans l'indispensable expérience pratique, mais en revanche à l'aide d'une tête comme il n'est pas donné a n'importe quel général d'en porter une sur ses épaules.

Que devient finalement là-dedans le marxisme ?

Mais, pourrait-on demander, que devient finalement là-dedans le marxisme ?

A cela, il y aurait lieu de répondre que, jusqu'à un certain degré, c'est précisément ici qu'il trouve son expression. L'une des prémisses philosophiques fondamentales du marxisme veut que la vérité soit toujours concrète. Cela signifie

que l'on ne doit pas dissoudre le métier de la guerre et ses problèmes en catégories sociales et politiques. La guerre est la guerre, et le marxiste qui veut porter des jugements dans ce domaine doit se souvenir que la vérité de la guerre aussi est concrète. C'est ce que le livre d'Engels enseigne au premier chef. Mais pas seulement cela.

Si l'on n'a pas le droit de dissoudre des problèmes militaires dans des problèmes politiques généraux, il est tout aussi inadmissible de séparer les premiers des derniers. Comme nous l'avons déjà mentionné, la guerre est une continuation de la politique par des moyens particuliers. Cette pensée dialectique profonde a été formulée par Clausewitz. La guerre est une continuation de la politique : qui veut saisir le "prolongement" doit connaître ce qui le précède. Mais la continuation "par d'autres moyens" signifie : il ne suffit d'être bien orienté politiquement pour pouvoir aussi par là même apprécier correctement les "autres moyens" de la guerre. Le plus grand et incomparable avantage d'Engels résidait en ceci qu'en même temps qu'il saisissait profondément le caractère propre de la guerre — avec sa technique interne, ses méthodes, traditions et préjugés —, il était aussi le plus grand connaisseur de cette politique à laquelle, en dernière instance, la guerre est subordonnée. Inutile de dire que cet avantage énorme ne pouvait pas épargner à Engels des erreurs dans ses jugements et pronostics militaires concrets. Durant la guerre civile des Etats-Unis, Engels avait surestimé les avantages purement militaires manifestés par les Sudistes dans la première période et inclinait, pour cela, à croire en leur victoire. Pendant la guerre austro-prussienne de 1866, peu de temps avant la bataille décisive de Koniggratz-Sadowa, qui posa la première pierre de la prépondérance prussienne, Engels escomptait une mutinerie dans la Landwehr (armée territoriale) prussienne. De même dans la chronique de la guerre franco-allemande, on pourra sans doute trouver des erreurs dans des questions de détail, quoique le pronostic d'ensemble d'Engels ait été incomparablement plus juste dans ce cas que dans les deux exemples cités. Seuls des gens très naïfs peuvent penser que la grandeur d'un Marx, Engels ou Lénine réside dans une infaillibilité automatique. Non, eux aussi se sont trompés. Mais dans les jugements qu'ils portent sur les questions les plus importantes et les plus compliquées, ils commettent habituellement moins d'erreurs que tous les autres. Et c'est en cela que se manifeste la grandeur de leur pensée. Et aussi en ceci que leurs erreurs, quand on en examine sérieusement les motifs, s'avèrent souvent bien plus profondes et instructives que l'opinion de ceux qui, fortuitement ou non, ont eu raison contre eux dans tel ou tel cas.

Pas de soutien chez Engels

Des abstractions dans le genre de celle que chaque classe doit posséder une tactique et une stratégie propres ne trouvent pas de soutien chez Engels.

Il sait trop bien que le fondement de tous les fondements d'une organisation militaire et d'une guerre est déterminé par le niveau de développement des forces productives et non par la volonté de classe toute nue. Naturellement, on peut dire que l'époque féodale avait sa tactique propre et même une série de tactiques connexes, que l'époque bourgeoise de même connaît non pas une, mais plusieurs tactiques, et le socialisme lui aussi conduira certainement à l'élaboration d'une nouvelle tactique de guerre, s'il connaît le sort pénible de devoir exister pendant une période prolongée à côté du capitalisme.

Dans cette formulation générale, cela est exact, dans la mesure où le niveau des forces productives de la société capitaliste est supérieur à celui de la société féodale et où celui de la société socialiste sera encore plus élevé.

Mais rien de plus. Car il n'en découle nullement que le prolétariat, arrivé au pouvoir, ne disposant que d'un niveau de production très bas, puisse forger immédiatement une nouvelle tactique qui — par principe — ne peut résulter que du développement accru des forces productives de la future société socialiste.

Ne pas confondre les premiers pas du prolétariat avec la société socialiste

Autrefois, nous avons très souvent comparé des processus et des phénomènes économiques avec des processus et phénomènes militaires. A présent, peut-être ne sera-t-il pas sans profit pour nous d'opposer quelques problèmes militaires aux problèmes économiques, car nous avons déjà acquis dans ce dernier domaine une assez grande expérience. La part la plus importante de l'industrie travaille chez nous dans les conditions de l'économie socialiste, en étant la propriété de l'Etat ouvrier et en travaillant pour le compte et sous la direction de ce dernier. En vertu de cette circonstance, la structure socio-juridique de notre industrie se distingue profondément de celle de l'industrie capitaliste. Cela se manifeste dans le système de gestion de l'industrie, dans l'élection du personnel de direction, dans les rapports entre l'administration de l'entreprise et les ouvriers, etc. Mais dans le processus de production lui-même ? Aurions-nous donc créé nos propres méthodes de production socialistes, opposées aux méthodes capitalistes ? Nous en sommes encore très loin. Les méthodes de production dépendent de la technique matérielle et du niveau culturel et productif des ouvriers. Avec l'usure de l'équipement et l'insuffisante occupation de nos entreprises, le processus de production se trouve maintenant à un niveau incomparablement plus bas qu'avant la guerre. Dans ce domaine, non seulement nous n'avons créé rien de nouveau, mais nous n'avons qu'à espérer nous assimiler au bout d'une série d'années les méthodes actuellement introduites dans les pays capitalistes les plus avancés et qui leur assurent une productivité du travail bien plus élevée. Mais s'il en est ainsi dans le domaine de l'économie, comment saurait-il, par principe, en être autrement dans celui de l'armée ? La tactique dépend de la technique de guerre existante et du niveau militaire et culturel du soldat. Bien sûr, la structure politique et socio-juridique de notre armée est radicalement différente de celle des armées bourgeoises. Cela se manifeste dans la composition du commandement, dans les rapports entre celui-ci et la masse des soldats, et avant tout dans les objectifs politiques qui enthousiasment notre armée. Mais de là il ne découle nullement que nous puissions créer dès à présent, dans notre bas niveau technique et culturel, une tactique nouvelle dans ses principes et plus parfaite que celle qu'ont atteinte les bêtes de proie les plus civilisées de l'Occident. Il ne faut pas confondre — comme l'enseigne le même Engels — les premiers pas du prolétariat qui a conquis le pouvoir — et ces premiers pas se mesurent après des années — avec la société socialiste, qui se trouve déjà à un degré élevé de développement.

Dans la mesure de la croissance des forces productives sur la base de la propriété socialiste, notre processus de production lui-même prendra forcément un autre caractère que sous le capitalisme. Pour transformer qualitativement le caractère de la production, nous n'avons pas besoin d'un renversement de la propriété, etc. : il nous faut seulement un développement des forces productives sur la base déjà établie. La même chose s'applique à l'armée. Dans l'Etat soviétique, sur la base d'une communauté de travail entre ouvriers et paysans, sous la conduite d'ouvriers avancés, nous créerons certainement une tactique nouvelle. Mais quand ? Lorsque nos forces productives dépasseront ou au moins atteindront approximativement celles du capitalisme.

Mieux nous reconnaîtrons notre retard, plus nous nous abstiendrons de toute fanfaronnade

Il va de soi que pour le cas de collisions militaires avec des Etats capitalistes, nous disposons d'un avantage, tout petit il est vrai, mais un avantage tout de même, qu'il peut en coûter la tête

à nos éventuels ennemis. Cet avantage réside en ceci que nous n'avons pas d'antagonisme entre la classe qui gouverne et celle dont se compose la masse des soldats. Nous sommes l'Etat des ouvriers et des paysans, et l'armée des ouvriers et des paysans tout à la fois.

Mais cela est une supériorité non pas militaire, mais politique. Il serait parfaitement injustifié de tirer de cet avantage politique des conclusions menant à l'orgueil et à la présomption militaire. Au contraire, mieux nous reconnaîtrons notre retard, plus nous nous abstiendrons de toute fanfaronnade, plus assidûment nous apprendrons de la technique et de la tactique des pays capitalistes avancés, d'autant plus fondé sera notre espoir, dans le cas d'un conflit militaire, de nous enfoncer, pareils à un coin tranchant, de nature pas simplement militaire, mais aussi révolutionnaire, entre la bourgeoisie et les masses de soldats de ses armées.

Je me demande s'il est à propos d'évoquer ici la fameuse découverte du non moins fameux Tchernov sur le "nationalisme" de Marx et d'Engels. Le présent livre donne une réponse claire à cette question aussi, ne modifiant nullement notre jugement antérieur, mais le renforçant au contraire de façon tout à fait concluante. Les intérêts de la révolution étaient pour Engels le critère suprême. Il soutenait les intérêts nationaux de l'Allemagne contre l'Empire de Bonaparte, parce que les intérêts de l'unification de la nation allemande dans les conditions historiques concrètes d'alors représentaient une force progressive, potentiellement révolutionnaire. Nous sommes guidés par la même méthode lorsque, aujourd'hui, nous soutenons les intérêts nationaux des peuples coloniaux contre l'impérialisme. Cette prise de position d'Engels a trouvé son expression, d'ailleurs très réservée, dans les notes de la première période de la guerre. Et comment aurait-il pu en être autrement : il était tout de même impossible à Engels, pour faire plaisir à Louis Napoléon et à Tchernov, d'apprécier la guerre franco-allemande autrement, en contradiction avec son sens historique, uniquement parce qu'il était lui-même Allemand. Mais sitôt atteinte la tâche historique progressive de la guerre, l'unité nationale allemande assurée et, encore, de surcroît, le Second Empire renversé — Engels modifie radicalement ses "sympathies" — si nous voulons exprimer ses penchants politiques à l'aide de ce mot sentimental. Pourquoi cela ? Du fait qu'au-delà de l'acquis, il s'agissait déjà de garantir la prépondérance des Junkers prussiens en Allemagne et de l'Allemagne prussifiée en Europe. Dans ces circonstances, la défense de la France démembrée devint ou pouvait devenir un facteur révolutionnaire.

Engels se place ici entièrement du côté de la guerre de défense française. Mais de même que dans la première moitié de la guerre, il ne permet pas à ses "sympathies" — ou du moins il s'efforce de ne pas le leur permettre — d'influencer l'appréciation objective de la situation militaire. Dans les deux périodes de la guerre, il part de l'examen des facteurs matériels et moraux de la guerre, et recherche une base objective solide pour ses prévisions.

Il ne sera pas superflu de signaler au moins rapidement, comment, dans son article sur la fortification et le renforcement de la capitale française, le "patriote" et "nationaliste" Engels pèse avec sympathie les chances d'une intervention anglaise, italienne, autrichienne et scandinave en faveur de la France. Ses spéculations développées dans les colonnes d'un journal anglais ne sont rien d'autre qu'une tentative de provoquer l'immixtion d'une puissance étrangère dans la guerre contre la patrie chérie des Hohenzollern. Cela pèse assurément plus lourd qu'un wagon plombé même !

Des sources purement révolutionnaires

L'intérêt d'Engels pour les questions militaires avait des sources non pas nationales, mais purement révolutionnaires. Sorti des événements de 1848 en révolutionnaire mûri, ayant derrière lui le *Manifeste communiste* et des combats révolutionnaires, Engels considérait la question de la conquête du pouvoir par

le prolétariat comme une question tout à fait pratique, dont la solution ne dépend pas en dernier lieu des problèmes militaires. Dans les mouvements nationaux et les événements militaires des années 1859, 1864, 1866, 1870-1871, Engels est à la recherche des leviers immédiats pour une action révolutionnaire.

Il examine chaque nouvelle guerre, découvre ses rapports possibles avec la révolution et cherche des voies pour assurer par la force des armes la révolution à venir. C'est là que se trouve l'explication de la façon vivante et active, nullement académique et pas seulement agitatrice, de traiter les problèmes de l'armée et de la guerre que nous trouvons chez Engels. Chez Marx, la position de principe était la même. Mais Marx ne s'occupait pas spécialement des questions militaires ; pour cela, il faisait entièrement confiance à son "deuxième violon".

A l'époque de la IIe Internationale, cet intérêt révolutionnaire pour les questions militaires, comme du reste pour bien d'autres questions, se perdit presque entièrement. Mais l'opportunisme trouvait peut-être son expression la plus nette dans l'attitude superficielle et hautaine à l'égard du militarisme, comme d'une institution barbare, indigne de l'attention social-démocrate éclairée. La guerre impérialiste de 1914-1918 remit en mémoire — et avec un manque d'égards combien inexorable — que le militarisme n'est pas qu'un objet d'agitation et de discours parlementaires routiniers. La guerre surprit les partis socialistes et transforma leur attitude d'opposition toute formelle à l'égard du militarisme en attitude d'humble agenouillement. C'est seulement à la révolution d'Octobre qu'il échut, non seulement de rétablir l'attitude révolutionnaire active à l'égard des problèmes de la guerre, dans les principes, mais aussi de retourner dans les faits la pointe du militarisme contre les classes dirigeantes.

La révolution mondiale mènera cette tâche à son terme.

19 mars 1924

Friedrich Engels

NOTES SUR LA GUERRE
FRANCO-ALLEMANDE DE 1870-1871

Préface de Lev Trotsky

Classiques

Science
éditions Marxiste

Ник.Ж.Д.
П.432

Zigmas Angaretis : Les causes de la défaite de la révolution socialiste en Lituanie (1918-1919)

Ce texte et la présentation qui le précède ont été publiés dans le numéro de mars 1990 de la revue mensuelle du comité central Parti communiste letton (et non lituanien), qui s'appelait comme celle du PC de l'URSS *Kommounist*, mais était éditée à Riga et non à Moscou. De son auteur, nous ne savons rien. La destinataire, Elena Stassova (1873-1966), est plus connue, puisqu'elle a assuré plusieurs années durant le secrétariat administratif du secrétariat du comité central. En 1969, les éditions Mysl ont publié d'elle des *Souvenirs* qui ne manquent pas d'intérêt. Elle n'y dit mot ni d'Angaretis ni de sa lettre, dont on ne sait quel accueil elle a reçu et si elle a suscité une réponse.

A la fin de la guerre civile, la Lituanie, comme les deux autres Etats baltes, la Lettonie et l'Estonie, a maintenu l'indépendance obtenue dès le 18 février 1918, mais sous un régime autoritaire. Elle était alors privée de sa capitale historique, Vilnius, sur laquelle la Pologne indépendante, protégée par les gouvernements français et anglais, avait mis la main, en utilisant à cette fin l'existence d'une importante population polonaise dans la capitale et sa région proche.

Par la publication de cette lettre, nous voulons attirer l'attention sur une image de l'Armée rouge donnée par un communiste quelque peu différente de l'image traditionnelle et sur l'ampleur des problèmes politiques et sociaux posés par la guerre civile.

Elena Stassova avec Lénine.

"Nous avons une grande armée, mais pas de combattants"

LES lettres de contemporains, notamment celles qui traitent de sujets brûlants de la vie sociale, constituent des sources historiques majeures et apportent des informations qu'on chercherait en vain dans les documents officiels. Elles aident à comprendre l'état d'esprit des gens de l'époque, à ressentir la respiration du passé et à approcher la vérité historique.

On peut ranger parmi ces lettres celle du secrétaire du Parti bolchevique, Zigmas Angaretis, à Elena Stassova, lettre datée des 3-5 juin 1919. Angaretis y exprime ouvertement son opinion sur les causes de la défaite de la révolution socialiste en Lituanie en 1918-1919, explique comment et pourquoi s'est alors modifié l'état d'esprit des ouvriers et des paysans lituaniens, ainsi que leurs rapports avec le pouvoir soviétique et l'Armée rouge. Les allusions aux relations entre le centre et la république font écho à la situation actuelle.

Zigmas Angaretis (1882-1940) a écrit cette lettre à Dvinsk (Daugavpils). Il était alors délégué particulier au Conseil de la défense du comité central du PC de Lituanie-Biélorussie pour les relations avec les communistes lituaniens dans la clandestinité (*"pour les relations avec les territoires occupés par les blancs"*). Elena Stassova (1873-1966), la secrétaire du comité central, qu'Angaretis connaissait personnellement, reçut la lettre à Moscou environ deux semaines après, au plus tard le 19 juin, date reportée sur la lettre avec mention d'en transmettre une copie à Ivar Smilga, membre du comité central et chef de la direction politique du Conseil militaire révolutionnaire de la RSFSR.

Cette lettre d'Angaretis est bien connue des historiens, mais elle n'a jamais été citée que partiellement. C'est la première fois qu'elle est publiée *in extenso*. L'original est conservé aux Archives centrales du parti (CPA, f. 17, p. 65, d. 25, l. 150-157) à l'Institut du marxisme-léninisme près le comité central du PCUS. Il en existe une photocopie dans les archives du parti de l'Institut d'histoire du parti près le comité central du PC de Lituanie.

Introduction et mise en forme pour impression (sans modification de la langue de l'original) : Mindaugas Tamosiunas, chercheur à l'Institut d'histoire du parti près le comité central du Parti communiste de Lituanie, docteur en histoire.

Le centre est peut-être mal informé

El. Dmitrievna

Je vous écris cette lettre, qui est peut-être trop volumineuse, mais il y a une série de problèmes sur lesquels le centre est peut-être mal informé. Toutefois, je vous préviens qu'elle est de caractère purement personnel, bien que j'y traite également de questions générales. Il me faut partager ce que j'ai observé durant tout le temps de la formation des petites républiques. Comme vous le savez, la République de Lituanie a été constituée sur l'initiative du comité central du PCR. Lorsque nous avons établi, à Vilnius, un manifeste au nom du gouvernement provisoire révolutionnaire, ouvrier et paysan de Lituanie, nous y avons introduit quelques éléments pour indiquer que la Lituanie était une partie de la Russie soviétique. Mais ces phrases ont été retirées par le comité central. Malgré cela, de nombreux communistes lituaniens, dont moi-même, avons été accusés de nationalisme. A vrai dire, il n'y a pas eu d'accusation formelle, mais il y avait des bruits qui couraient à Moscou. Parmi ces bruits, on racontait par exemple que moi et d'autres, nous ne parlions qu'en lituanien. Au même moment, on nous accusait de russification de la Lituanie. En fait, en Lituanie, il y a beaucoup de nationalités et, dans tous les congrès ou les conférences, il se trouvait que la plupart des gens comprenaient le russe et que les débats se tenaient habituellement en russe ; de temps en temps seulement, quelqu'un intervenait en lituanien, en polonais ou en yiddish. A cause de cela, nous sommes devenus des "russificateurs". Et nous nous sommes retrouvés entre deux feux. Je considère que la formation d'une république lituanienne particulière, "indépendante", est une erreur. Bien entendu, ce serait aujourd'hui une erreur de la liquider. Maintenant que les blancs jouent à "l'indépendance", il faut d'abord écraser les blancs, et ensuite fusionner ensemble. La fusion doit commencer d'emblée, puis avancer graduellement.

L'erreur d'avoir constitué une Lituanie indépendante

L'erreur d'avoir constitué une Lituanie indépendante a entraîné une série de conséquences inopportunes. Par exemple, sur toute une série de questions, les organes soviétiques locaux avaient moins de pouvoir que dans n'importe quelle autre région. Cela s'est surtout fait sentir dans le domaine militaire. Beaucoup de cadres, au commandement, considéraient la Lituanie comme une région occupée et ne tenaient pas compte des organes soviétiques et des organisations du parti locaux. Le centre n'exerçait pas non plus le contrôle nécessaire. Smolensk était seulement Smolensk. Les cadres du commandement se livraient à la débauche et à l'ivrognerie, de nombreux commissaires politiques étaient indignes du nom de communiste. En outre, la tactique du centre s'est révélée néfaste. Par exemple, au lieu de prendre Kovno *(Kaunas — NDT)* en 10-15 jours, de repousser les occupants derrière les frontières de la Lituanie, d'empêcher les blancs de s'organiser, on a commencé à camper sur place ou à prendre des mesures qui indignaient la population locale. Je ne parle pas des réquisitions sauvages aux dépens des ouvriers agricoles des domaines et des pauvres (les plus riches pouvaient payer pour ne pas être réquisitionnés). Mais il s'est produit aussi des affaires plus graves. Par exemple, dès que l'Armée rouge est revenue en Lituanie, nous avons eu la possibilité de réunir entre 20 000 et 30 000 volontaires parmi les ouvriers et paysans locaux. Les volontaires ont commencé à se rendre dans les villes. Certains sont venus de plusieurs dizaines de verstes pour s'engager dans l'armée. Mais, là, on les a pratiquement chassés. Le commandement a refusé catégoriquement de leur donner des armes et des équipements, disant qu'il n'y avait rien de tout cela, et c'est seulement au bout de deux-trois mois qu'on a compris que ce n'était qu'à moitié vrai. Même s'il y avait peu d'équipement et d'armes, il y en avait quand même et il y était possible d'armer

quelques milliers d'hommes. On avait posé aux volontaires des conditions inouïes : se présenter avec son propre équipement et quasiment avec son armement. Les volontaires ont erré plusieurs jours dans les villes, crevant de faim, puis ils sont rentrés chez eux pleins d'amertume. Bien entendu, les autres n'avaient déjà plus envie de "se balader". On aurait pu recruter des volontaires non seulement dans les régions libérées des occupants, mais même dans les régions occupées (à Kovno ou dans le gouvernement de Suwałki). Des volontaires arrivaient de là-bas, mais on ne pouvait pas faire d'agitation, car on faisait des difficultés pour les enrôler dans l'Armée rouge.

Considérer l'Armée rouge comme une armée d'occupants

Après tout cela, de nombreux ouvriers et de pauvres ont commencé à considérer l'Armée rouge comme quelque chose d'étranger, pratiquement comme une armée d'occupants.

Après la prise de Vilnius, on pouvait prendre Kovno en moins de dix jours. Il fallait simplement attaquer par les flancs ; en plus, les ouvriers du gouvernement de Suwałki auraient pu se soulever, et les Allemands auraient quitté Kovno sans résistance ou presque. Mais, au lieu de cela, on reçut l'ordre de retirer du front les régiments qui avaient pris Vilnius. Ensuite, au lieu d'une offensive, on a entamé des pourparlers à l'instigation du centre. Pendant ces pourparlers, les occupants se sont renforcés : la vieille armée allemande décomposée à été remplacée par des volontaires, et les gardes blancs lituaniens, qui ne disposaient jusqu'alors que d'un seul régiment bon à rien, ont commencé à constituer une armée. Les faits suivants montrent que les ouvriers étaient de notre côté : ce n'est pas l'Armée rouge qui a occupé Ponevej *(Panevėžys — NDT)*, mais les ouvriers insurgés. Même chose pour Chavli *(Šiauliai — NDT)*. En plus, les ouvriers de Chavli avaient pris beaucoup de fusils aux Allemands, plusieurs automobiles et un train blindé. Et voilà que le centre nous obligeait à mener des pourparlers à propos de ce train blindé : les Allemands en demandaient la restitution. Durant les pourparlers, une ligne "de démarcation" a été mise en place et les gardes blancs se sont renforcés. Malgré tout, on avait encore la possibilité de prendre rapidement Kovno. Il fallait simplement les contourner et provoquer l'insurrection à l'arrière (dans le gouvernement de Suwałki). Nous pouvions garantir l'insurrection à l'arrière. Il fut ordonné de marcher sur Olita *(Alytus — NDT)* et au nord de Kovno. Nous avons envoyé des camarades pour lancer le mot d'ordre d'insurrection. L'armée a commencé à attaquer. Tout à coup arrive l'ordre de cesser l'offensive. On donne l'ordre aux armées en train d'attaquer de s'arrêter. Nous envoyons des camarades dans le gouvernement de Suwałki pour arrêter l'insurrection. Mais c'était déjà trop tard. Une partie de l'armée, qui n'a pas reçu à temps l'ordre de s'arrêter, occupe Olita et Merecz *(Merkinė — NDT)* presque sans combat et pénètre dans le gouvernement de Suwałki. Là, les ouvriers se soulèvent, prennent une série de villes ainsi que la station de chemin de fer de Kozlova Ruda *(Kazlų Rūda — NDT)* et deux gares voisines. Si l'offensive avait continué, tout le gouvernement de Suwałki serait bientôt tombé entre nos mains, Kovno aurait été coupée et les Allemands auraient dû se rendre ou partir de leur propre chef.

J'avais constamment l'impression qu'il y avait trahison

L'arrêt de l'offensive a ruiné tout notre plan. Les Allemands ont commencé à battre nos détachements l'un après l'autre, les blancs ont réoccupé Olita presque sans coup férir, par la faute du commandement, et dans le gouvernement de Suwałki ont commencé des représailles contre les ouvriers insurgés. Nos alliés ont commencé à devenir des ennemis. Ils disaient : l'Armée rouge nous a fait faux bond, ou : l'Armée rou-

ge nous a trahis. Et il y avait là une grande part de vérité. Cela a affaibli pour un moment notre influence sur les ouvriers des campagnes. Mais tout n'était pas encore perdu. On pouvait encore reprendre l'ancien plan dont parlait souvent le commandement, mais qu'il ne mettait pas en œuvre. J'exprime mon avis personnel : j'avais constamment l'impression qu'il y avait trahison et que tout cela était fait sciemment pour que nous ne vainquions pas.

(Je dois dire que maintenant la situation dans le gouvernement de Suwałki s'est améliorée : les ouvriers attendent à nouveau l'Armée rouge et sont prêts à se soulever, mais probablement pas avec autant d'unanimité. Mais je peux me tromper.)

On fait tout pour les bureaux, le transport

A présent, j'en viens aux derniers points : c'est le système d'organisation de l'armée qui est à l'origine de notre défaite. Nous avons une grande armée, mais peu de combattants. Par exemple, on suppose (je n'ai pas pu vérifier exactement, mais les exagérations ne sont sans doute pas très importantes) que la division de Lituanie compte 5 500 rationnaires et seulement 800 combattants, dont environ 400 qui ne sont pas sûrs. C'est vraisemblablement très exagéré. Aujourd'hui, la division de Lituanie est meilleure que l'armée lettone. En Lettonie, il y a également des bataillons de 100 combattants pour 900 rationnaires. D'une manière générale, dans l'Armée rouge, le parasitisme a fait son nid. On fait tout pour les effectifs, c'est-à-dire pour les bureaux, le transport, etc., mais pour les combattants, on prend ce qui vient. Il y a des régiments de 15 combattants. Mais ils affichent complet pour le reste des effectifs (1).

Je reprends au début. Après l'occupation de Vilnius par l'Armée rouge, la Lituanie s'est retrouvée sans voies de chemin de fer, sans chevaux, c'est-à-dire sans moyens de transport. On y a envoyé une armée avec beaucoup de soldats du rang, mais pas suffisamment de vivres, de chevaux, etc. Il fut tout de suite clair que la Lituanie ne pourrait nourrir une telle masse de fantassins, que la famine allait s'abattre sur l'armée. Et, en effet, les soldats ne voyaient pas souvent de pain, ne recevaient pas et ne reçoivent toujours pas de linge durant parfois deux mois. Si l'armée était plus réduite, c'est-à-dire s'il restait à peu près le même nombre de fusils et qu'on réduise le nombre de ceux qui ne sont pas des soldats du rang et le nombre des différents parasites, au moins de 50-75 %, l'armée serait mieux nourrie et mieux vêtue. Actuellement, c'est à celui qui se servira le premier en linge et en vivres. Et il est évident que ceux qui se trouvent le plus près du linge et des vivres, ce sont les militaires des bureaux et du transport. Il faut attirer sérieusement l'attention sur ce fait et tout simplement détruire ces nids de parasites. Celui qui est apte à servir dans l'Armée rouge doit porter un fusil.

En outre, les soldats du transport servent surtout à semer la panique. Ils ont accaparé beaucoup de butin, et, s'il arrive quelque chose, ils craignent pour leurs biens, ils sont les premiers à s'enfuir quand il ne faudrait pas reculer, ils répandent toutes sortes de bruits, et toute l'armée s'enfuit avec eux. On se demande souvent à quoi peuvent bien servir ces transports, sinon à transporter les biens de leurs propres personnels et ceux des employés de l'administration militaire.

Vous me direz peut-être que je noircis tout

Vous me direz peut-être que je noircis tout, mais, quand il m'arrive de discuter avec des soldats ou avec des officiers de l'Armée rouge dévoués à leur cause, ils

(1) Les communistes ne font souvent que grossir le nombre des parasites. Par exemple, j'ai entendu dire que dans le 6e régiment letton, il y a 160-170 communistes dont aucun soldat du rang. Dans de nombreux régiments, les communistes sont haïs.

brossent un tableau encore plus noir. Encore hier, je discutais avec un commissaire blessé, un jeune gars dévoué à la cause. Il m'a demandé : quand va-t-on corriger les choses chez nous ? On sentait dans sa question à la fois l'espoir d'une amélioration et le découragement devant la situation présente. Mais, en discutant avec lui, je me suis rendu compte que nous en arrivions à la même conclusion : la situation n'est pas perdue, il faut seulement des réformes. Moins de régiments, mais de meilleures unités de combat. Par exemple, dans la division de Lituanie tout le front n'en avait que le 153e *(sans doute une faute de frappe pour le 3e — NDT)* et le 7e régiment lituanien et quelques autres. Les 4e, 5e et 6e n'étaient bons à rien. Il est vrai que, ces derniers temps, ils ont commencé à s'améliorer. S'il y avait un autre régiment comme cela, on pourrait se retrouver devant Kovno. Il a fait une petite offensive, c'est-à-dire un petit groupe de l'Armée rouge, et il s'est retrouvé à 30 verstes à l'arrière des blancs. Quand ils les ont aperçus, les blancs se sont cachés dans les bois. Dans la 2e division, il n'y a que deux régiments sur lesquels on puisse compter, c'est la 6e division lettone et un autre (je ne me rappelle son numéro), mais, sous l'influence des autres régiments lettons, ils ont commencé à se désagréger.

Les pillages de l'Armée rouge

D'une manière générale, il faut dire que, sur notre front, ce sont de petits détachements de blancs qui attaquent. En plus, ils manquent de courage. Dès qu'on les attaque, ils s'enfuient. Ils ont surtout peur de voir venir nos rouges sur leurs arrières. Mais le malheur, c'est que les blancs sont aidés par les paysans, et c'est la faute de l'Armée rouge. Les soldats de l'Armée rouge et surtout ceux des transports s'adonnent au pillage massif. Ils confisquent aux paysans leur dernière vache, leur dernier pain. Les villages sont plus dévastés que durant la guerre de Trois Ans (2). Le commandement laissait faire, et parfois même encourageait. Maintenant, le combat est presque impossible. Les pillages de l'Armée rouge ont fait basculer les gens contre nous. Tous ces régiments de pillards doivent être rapidement désarmés. Dans la division lituanienne, il s'agit des 4e, 5e et 6e régiments, en partie du 3e. Je n'ai pas d'informations sur le 1er et le 2e. Le 5e et le 6e n'obéissaient pas aux ordres de combat, se retiraient eux-mêmes du front, envoyaient leurs représentants dans d'autres régiments pour qu'ils quittent également leurs positions, faisaient de l'agitation parmi la population locale pour qu'elle ne s'enrôle pas, etc. Et tout cela impunément. Cela a provoqué des protestations dans les autres régiments, où les soldats commencent à dire : regardez, les 5e et 6e régiments (3) n'obéissent pas, ils se reposent à l'arrière, et nous, on n'a jamais de repos.

Bien entendu, avec une telle armée, on ne peut pas attaquer : il faut la réorganiser. Réduire le nombre des rationnaires, diminuer le nombre de régiments. Que la division soit transformée en brigade, les brigades en régiments et les régiments en bataillons. Alors, les régiments seront moins nombreux. Ecarter les pillards. Mettre en place une discipline révolutionnaire de sorte qu'aucun pillage ne reste impuni, etc. Même avec une armée réduite sur notre front, mais plus combative, on aura plus d'occasions d'attaquer. De plus, une telle armée est plus facile à chausser, à vêtir, à nourrir, et donc les soldats se tiendront mieux et auront moins de raisons de faire du pillage.

Les services politiques se transforment en établissements bureaucratiques

Il faut aborder une autre question : l'arrière contribue beaucoup à la déса-

(2) La guerre russo-suédoise de 1614-1617 (NDT).
(3) L'un de ces régiments avait été désarmé, mais, à un moment critique, on lui a rendu des fusils et il a sauvé la situation.

grégation de l'Armée rouge. Par exemple, l'évacuation prématurée de Dvinsk a eu un effet déplorable sur l'état d'esprit de l'armée. Toutes les institutions ont commencé à quitter la ville et à déménager tout un fatras d'objets. Cela a entraîné une situation de panique, qui a gagné l'armée. Dvinsk et l'armée sont à présent comme sur une île. Il n'y a plus de journaux, mais il court des bruits absurdes. Les autorités locales ont évacué le matériel d'imprimerie, les casses, etc. Le service politique est parti. Du coup, les journaux locaux ne sortent plus, et rien n'arrive de l'extérieur, ce qui a également des répercussions néfastes sur l'état d'esprit de l'armée. A mon avis, il vaut mieux abandonner aux blancs une ou deux rotatives que de laisser comme aujourd'hui l'armée sans journaux. Il faut absolument faire quelque chose pour que cela ne se reproduise plus.

Les services politiques se transforment en établissements bureaucratiques. Il n'y a pas de contrôle sur l'état des organisations locales du parti.

A présent, c'est la fuite panique. Mais on peut encore l'arrêter. Il faut seulement amener au front quelques unités sûres et retirer celles qui ne sont pas sûres pour qu'elles ne gênent pas les autres.

Salut fraternel.

Z. Alexa A(ngaretis)

3.VI.

P.-S. : Il y a un autre phénomène attristant. Après la prise de Vilnius, on a entrepris une mobilisation renforcée des communistes et sympathisants. Mais, là non plus, le commandement n'a rien fait pour nous aider. Par exemple, le district de Rokiškis a mobilisé quelques centaines de communistes et de sympathisants. Une partie d'entre eux ne savaient pas utiliser un fusil. Ils ont demandé à recevoir une instruction ne serait-ce que de trois jours, mais on les a envoyés au front sans formation. Ailleurs, des détachements de communistes ont demandé à être incorporés dans l'armée, mais on le leur a refusé, comme si on avait voulu créer un antagonisme entre les détachements de communistes et les soldats de l'Armée rouge. De plus, dans bien des cas, on a envoyé les détachements de communistes directement au casse-pipe.

Enfin, il y a un moyen d'agitation que nous n'avons pas encore utilisé comme il se doit. Les blancs éditent sans cesse une quantité de tracts en tout genre et les diffusent à l'aide d'aéroplanes. Ils publient un journal, *La Pravda de l'Armée rouge,* comme organe des "communistes indépendants". Ce sont les combines des blancs en Lituanie. Chez nous, la diffusion des tracts par aéroplane est très mal faite. Les feuilles diffusées par les blancs ont beaucoup contribué à la désagrégation de notre armée. Les services politiques de l'armée n'y ont pas prêté suffisamment d'attention.

Z. A.

4. VI.

P.-S. : Hier, j'ai eu une conversation avec un commissaire politique de la Division lituanienne, ainsi qu'avec un commandant. Il en est ressorti que les régiments spéciaux chinois ont une mauvaise influence sur l'Armée rouge. Les soldats de l'Armée rouge considèrent les Chinois comme des bourreaux. Il faut absolument les faire rejoindre les positions de l'armée. Il est inadmissible de constituer des régiments nationaux. En Lettonie, à côté des régiments de Russie, on trouve des régiments purement lettons. La Lettonie a littéralement dépouillé les unités envoyées de Russie au profit des unités lettonnes. Cela crée un antagonisme entre les unités lettonnes et "russes". L'évacuation de Dvinsk a eu une influence très démoralisatrice sur l'armée, surtout l'armée lituanienne.

Z. A.

5. VI.

Martemian Rioutine : Staline et les oppositions

Dans les passages précédents de son texte publiés dans les nos 42, 43, 44 et 45 des *Cahiers du mouvement ouvrier*, Martemian Rioutine a disséqué la politique de Staline. Dans le passage publié ci-après, il tire le bilan de la lutte des oppositions (de gauche, puis unifiée, dirigée par Trotsky) et de droite (dirigée par Boukharine). Martemian Rioutine a lui-même été en 1928-1930 l'un des partisans les plus combatifs de Boukharine. Il a été membre suppléant du comité central de 1927 à 1930 et premier secrétaire du comité d'arrondissement du Parti communiste de l'arrondissement de Krasnopresnenskaia, à Moscou. Khrouchtchev, qui lui succédera à ces fonctions, ne citera jamais son nom dans ses souvenirs, dictés pourtant quinze ans après la mort de Staline et après son propre limogeage. Sans doute Khrouchtchev, dans les années 1930 exécutant docile et admiratif des décisions de Staline, ne pouvait-il pas évoquer la figure du combattant Rioutine, qui avait payé sa décision de sa vie (et de celle de ses deux fils !) (1). Il faut souligner, en effet, que l'analyse de Rioutine se conclut par un appel clair et net au combat : *"L'heure a aujourd'hui sonné pour les anciens dirigeants, pour tous les bolcheviks honnêtes, de s'exprimer à nouveau au grand jour, d'avancer un programme audacieux pour sortir de l'impasse."* Aussi, dans les années 1930, quiconque était soupçonné d'avoir lu ce texte de Rioutine ou son appel à tous les membres du Parti communiste russe était envoyé au goulag et le plus souvent purement et simplement fusillé...

(1) Staline avait certes déclaré : *"Le fils n'est pas responsable du père"*, mais ce genre de propos n'engageait que ceux qui y croyaient.

Appréciation de la lutte interne au parti à la lumière des leçons de ces dernières années

NOUS avons été témoins, ces cinq dernières années, de la lutte menée par Staline et son appareil contre les deux principales oppositions, celle des trotskystes, dirigée par Trotsky, et celle des droitiers, dirigée par Boukharine. Aujourd'hui, à la lumière des leçons de ces dernières années, il est plus que jamais indispensable de porter une appréciation calme et objective, de déterminer pour chacune en quoi elle se trompait, si elle se trompait, en quoi elle avait raison, si elle avait, sur tel ou tel point, raison.

L'expérience a indiscutablement montré que l'opposition trotskyste s'est trompée sur les questions économiques décisives et sur la question des relations entre les classes. La plate-forme trotskyste sur la politique d'industrialisation, la politique des salaires, la politique fiscale envers les paysans pauvres, d'une part, et les koulaks, de l'autre, la politique des prix, le rôle et le poids spécifique des koulaks à la campagne et du capital privé dans les villes était manifestement démagogique. Au lieu d'une analyse marxiste-léniniste concrète, réfléchie, nous avions incontestablement affaire au règne de la phrase gauchiste, à la manipulation des masses et aux promesses vides.

Au début de 1928, Staline a commencé à mettre résolument en œuvre la partie économique de la plate-forme des trotskystes, les trotskystes eux-mêmes l'ont dit, avançant cet argument comme motif décisif les poussant à réintégrer le parti et à soutenir la nouvelle politique. Les résultats négatifs de cette politique n'ont pas tardé à se faire sentir : la crise économique s'est aussitôt aggravée : diminution des surfaces cultivées, diminution et abattage du cheptel, hausse des prix, chute brutale du tchervonets (1), chute du salaire réel, désorganisation de la planification, les masses paysannes ont cessé de s'intéresser au développement de leur exploitation, etc.

Jusqu'à l'absurde

Staline, bien entendu, a poussé la plate-forme économique des trotskystes jusqu'à l'absurde, jusqu'à son aboutissement logique, mais ce n'est pas l'effet du hasard, *"on y met le doigt, le bras y passe"*. Dans le "cours nouveau" de Staline, chaque mesure, avec une impitoyable logique économique, en entraînait une seconde, une troisième, etc. Ce

(1) Ancienne monnaie russe, reprise en URSS en 1922 avec valeur de 10 roubles or.

n'est pas Staline qui dirigeait les événements, mais les événements qui dirigeaient Staline. La dégringolade sur cette planche savonnée ne pouvait s'arrêter qu'à condition de renoncer fermement et sans retour aux postulats erronés et démagogiques de départ, et de faire un virage à 180 degrés. Staline en était absolument incapable.

L. D. Trotsky et les trotskystes, peut-on supposer, auraient été plus honnêtes et dévoués à la cause de la révolution prolétarienne : ils auraient su voir à temps leur erreur "dans la discussion" et faire marche arrière. Mais s'ils avaient persisté dans leurs erreurs et les avaient mises en œuvre jusqu'au bout, ils en seraient inévitablement venus à peu près au même "bilan" qui est aujourd'hui celui de Staline.

Question décisive et capitale

Il en va tout à fait autrement en ce qui concerne l'appréciation de la situation à l'intérieur du parti et du rôle de Staline. Dans cette question décisive et capitale pour l'avenir de la révolution prolétarienne, Trotsky et les trotskystes, au contraire, ont eu, pour l'essentiel, raison. Trotsky, le premier, a vu les processus qui commençaient à se développer à l'intérieur du parti dès 1923. Il a vu plus tôt que les autres l'ambition de Staline d'instaurer sa dictature personnelle dans le parti.

Quand, dès 1924, Trotsky écrit dans *Cours nouveau* que le parti vit à deux niveaux : *"Au niveau supérieur, on décide, au niveau inférieur, on est seulement informé des décisions"*, quand il dit que l'appareil du parti, malgré la *"maturation idéologique"* de celui-ci, continue obstinément à penser et décider à sa place, les responsables du parti ont crié à la calomnie. Qui, pourtant, peut dire sincèrement aujourd'hui que Trotsky se trompait à l'époque ? Mais, à l'époque, si l'on compare à la situation actuelle, le pouls de la vie interne du parti battait encore normalement ; à l'époque, au moins, on considérait qu'il était anormal qu'il y eut "deux niveaux" dans le fonctionnement du parti. La discussion portait sur la réalité ou non de ce phénomène anormal. Aujourd'hui, le fonctionnement à deux niveaux, quand *"au niveau supérieur, on décide, au niveau inférieur on est seulement informé des décisions"*, n'est pas seulement devenu un phénomène "normal". On s'y est si bien habitué qu'on ne remarque même plus l'abîme entre les principes de la démocratie interne dans le parti, les principes du centralisme démocratique et ce fonctionnement à deux niveaux.

Trotsky écrit ensuite dans *Cours nouveau* : *« Le principal danger de l'"ancien cours", tel qu'il résulte de grandes causes historiques, aussi bien que de nos fautes particulières, est que l'appareil manifeste une tendance croissante à opposer les quelques milliers de camarades qui forment le noyau dirigeant à la masse du parti, qui n'est plus, pour eux, qu'un moyen d'action. Si ce régime persistait, il risquerait, à la longue, de provoquer une dégénérescence du parti à ses deux pôles, c'est-à-dire parmi les jeunes et parmi les cadres. »*

La dégénérescence du parti

Ce pronostic de Trotsky s'est, lui aussi, totalement confirmé. La dégénérescence du parti s'est tellement accélérée, a pris des proportions si inquiétantes que seules des mesures d'urgence, audacieuses et résolues, pourraient encore redresser la situation.

L'immense mérite historique et révolutionnaire de Trotsky est d'avoir su discerner à temps, comme l'aurait fait Lénine, les germes de la dégénérescence du parti à ses tout premiers débuts et d'avoir passionnément tenté de remettre le parti sur la voie de la démocratie interne et d'un sain centralisme démocratique. Ni la calomnie ni ses erreurs passées ne peuvent effacer ce mérite.

On connaît les points forts et les points faibles de Trotsky. Jusqu'en 1917, il n'était pas bolchevique. Dans sa lutte contre Lénine, il avait entièrement tort ;

après 1917, il a encore commis pas mal d'erreurs. Ce n'est pas un génie, mais un homme de grand talent, d'une culture universelle et européenne ; un esprit vif, brillant, mais manquant de profondeur ; ce n'est pas un profond théoricien, mais un publiciste au style incomparable, le plus éminent de la littérature marxiste mondiale, mais enclin à délaisser l'analyse concrète, réfléchie, pour un schéma séduisant, une phrase révolutionnaire flamboyante ; une volonté de fer allant parfois jusqu'à l'entêtement ; une forte et brillante personnalité, un organisateur remarquable, un tribun d'envergure mondiale, sincèrement et profondément dévoué à la cause du communisme, tel est Trotsky, en tant que dirigeant.

Toute une série de défauts et de contradictions

Trotsky n'est pas un génie entier comme Lénine. Il souffre de toute une série de défauts et de contradictions.

Mais, néanmoins, malgré tous les efforts des Emelian Ilovaïsky pour effacer le nom de Trotsky de l'histoire de la révolution d'Octobre, il restera à jamais son premier dirigeant et tribun après Lénine, son porte-drapeau, son architecte et son organisateur. Le triomphe de la révolution prolétarienne, son élan sans précédent, sa période héroïque seront à jamais liés aux noms de Lénine et de Trotsky. Dans le meilleur des cas, au nom de Staline seront liées les années de fièvre de la révolution prolétarienne, les années de noire réaction, les années qui ont déshonoré l'enseignement de Marx et de Lénine.

Les accusations éhontées d'un dictateur impuissant

Staline vient de proclamer que le trotskysme était l'avant-garde de la bourgeoisie internationale contre-révolutionnaire. Mais si "terribles" soient-elles, ces accusations éhontées d'un dictateur impuissant n'ont pas l'ombre d'un fondement.

Un individu ou bien un groupe ou courant politique peuvent jouer un rôle contre-révolutionnaire, alors qu'ils prétendent (parfois même sincèrement) appartenir au camp de la révolution ou, en tout cas, au camp des défenseurs des intérêts du prolétariat et des masses travailleuses. L'histoire en donne de nombreux exemples. Tel a été le rôle des S-R et des mencheviks pendant la révolution d'Octobre, celui des S-R de gauche et des communistes de gauche, celui de la social-démocratie et, en particulier, de son aile gauche. Les phrases révolutionnaires masquent souvent une activité et une conduite contre-révolutionnaires. C'est indubitable. Et si Staline portait contre Trotsky et les trotskystes les mêmes accusations qu'en 1927, c'est-à-dire de jouer objectivement un rôle contre-révolutionnaire, cette accusation, bien qu'injuste et calomniatrice, garderait l'apparence d'une approche marxiste-léniniste du problème. L'affirmation de Staline selon laquelle le trotskysme est l'avant-garde de la contre-révolution bourgeoise internationale est tout simplement une stupidité.

En effet, pour être l'avant-garde de la contre-révolution bourgeoise internationale, un parti ou un groupe politique doit être objectivement, ouvertement, directement un ennemi du communisme et du mouvement révolutionnaire prolétarien. A l'heure actuelle, l'avant-garde de la contre-révolution bourgeoise internationale, c'est le fascisme, ce sont les organisations fascistes.

Les principales exigences du programme fasciste, en tant qu'avant-garde de la contre-révolution bourgeoise internationale, sont pour l'essentiel : 1) l'écrasement impitoyable par la terreur du mouvement communiste mondial et l'interdiction de tous les partis communistes ; 2) l'écrasement de tout mouvement prolétarien révolutionnaire ; 3) la destruction du parlementarisme ; 4) l'instauration d'une dictature personnelle, comme en Italie, en Hongrie.

Une position totalement inverse

Les trotskystes ont une position totalement inverse : ils luttent pour le renversement armé de la bourgeoisie, pour la dictature du prolétariat, pour l'écrasement armé du fascisme par les ouvriers. Ils défendent ouvertement ces positions. Enfin, "l'avant-garde de la contre-révolution bourgeoise internationale" doit avoir des liens avec des cercles de la bourgeoisie, comme c'est le cas de tous les partis politiques bourgeois, et en recevoir une aide organisationnelle et financière. Les trotskystes n'ont jamais eu et n'ont aucun lien ni organisationnel ni financier avec aucun groupe de la bourgeoisie.

Staline se retrouve avec deux avant-gardes de la contre-révolution bourgeoise internationale : d'une part, le fascisme, avant-garde réelle, se manifestant dans l'action, et, d'autre part, le trotskysme, avant-garde tout spécialement "concoctée" par Staline après avoir lu les articles de Trotsky qui l'étrillent vertement et montrent son vrai visage. Tout oppose ces deux avant-gardes. Leur programme, leur tactique, leur propagande, leur agitation, leur idéologie, leur base sociale sont irréductiblement antagonistes, mais Staline les contraint à exercer une même fonction. Quelque stupidité que Staline professe, ni le parti ni l'Internationale n'osent protester. Tout passe pour du marxisme-léninisme.

Staline qualifie de contre-révolutionnaire toute opposition à sa politique et à sa direction. En même temps, s'opposer à sa politique fausse, fatale, antiprolétarienne, antiléniniste, est le devoir immédiat de tout communiste et tout prolétaire véritable, honnête et dévoué.

Un marxiste très érudit et mécanique

Venons-en au groupe de Boukharine.

Boukharine est, sans le moindre doute, un marxiste très érudit. Mais par tout son mode de pensée, il est surtout schématique et mécanique. Ses travaux théoriques, dont certains (*L'Impérialisme et l'accumulation du capital, L'Economie mondiale et l'impérialisme, L'Economie politique du rentier*) sont une contribution précieuse à la littérature marxiste-léniniste mondiale, comportent néanmoins nombre d'erreurs non négligeables. Certaines sont même des erreurs opportunistes. Les erreurs sont particulièrement nombreuses dans ses ouvrages théoriques *Economie de la période de transition* et *Théorie du matérialisme historique*. Les erreurs et les faiblesses de l'*Economie de la période de transition* ont été génialement relevées et caractérisées par Lénine. En ce qui concerne la *Théorie du matérialisme historique*, son défaut essentiel et décisif est sa théorie de l'équilibre, totalement antimarxiste, mécaniste, bogdanovienne.

Parmi les autres erreurs théoriques opportunistes de Boukharine, il faut souligner sa *"théorie du capitalisme organisé"* et sa théorie de *"l'assimilation des foyers coopératifs de koulaks"* dans le système de l'économie socialiste.

Staline a-t-il pour autant raison de faire de Boukharine un opportuniste ? Non, il a tort. Parce que des erreurs opportunistes isolées ne font pas d'un bolchevik un opportuniste. Seul un système organisé de positions opportunistes fait de quelqu'un un opportuniste.

Aucun révolutionnaire prolétarien n'a la garantie de ne jamais commettre d'erreurs opportunistes. Staline, comme nous l'avons relevé plus haut, a commis, dans le passé, des erreurs opportunistes infiniment plus graves, grossières, néfastes, mais ce serait de la démagogie et de la vile politicaillerie que d'en faire, à cause de ces erreurs opportunistes isolées, si sérieuses qu'elles aient été, un opportuniste. Il faut chasser les opportunistes du parti de Lénine, et critiquer, éliminer, corriger les erreurs opportunistes.

Staline, politicard déloyal et sans principe

Mais il y a plus. Politicard déloyal et sans principe, Staline a utilisé ces er-

reurs théoriques et opportunistes pour occulter les positions justes du groupe de Boukharine, les a falsifiées, a tout mélangé pour en faire un "système opportuniste" achevé.

C'est la méthode habituelle des politicards et des sophistes. Quand Boukharine et son groupe insistaient pour garder la mesure dans le rythme de l'industrialisation, quand ils se battaient pour en finir une bonne fois pour toutes avec les "mesures d'exception" à la campagne, ils avaient absolument raison. Le cours des événements a totalement confirmé la justesse de leur position. Les rythmes aventuristes de l'industrialisation, la politique des "mesures exceptionnelles" à la campagne ont enfoncé le parti, la classe ouvrière, tout le pays dans une impasse sans précédent.

Quand Boukharine, dans ses *Remarques d'un économiste*, écrivait que, pour le cours le plus favorable possible de la reproduction sociale et de la croissance continue du socialisme, et, en conséquence, du rapport de classes dans le pays le plus favorable possible pour le prolétariat, il était indispensable de chercher à atteindre la combinaison la plus juste des éléments fondamentaux de l'économie (les "équilibrer", les disposer de la façon la plus rationnelle, en intervenant activement sur le cours de la vie économique et de la lutte de classe), il était un léniniste dix fois plus conséquent que Staline avec tous ses "tours de passe-passe" de sophiste sur les *"rythmes tempétueux"* de l'industrialisation, *"l'entrée dans la société socialiste"*, *"l'amélioration de la situation de la classe ouvrière"*, etc.

Mais si Boukharine, en dépit de toutes ses erreurs et bévues, en dépit de sa tendance à un mode de pensée mécaniste, reste un éminent théoricien du marxiste et du léninisme, comme dirigeant politique, il est en dessous de toute critique. Intelligent, mais à courte vue, honnête, mais sans caractère, prompt à la panique, au désarroi, à la prostration, incapable d'une lutte politique sérieuse et prolongée, d'une lutte avec des adversaires politiques sérieux, se laissant facilement effrayer, tantôt emporté par les masses, tantôt déçu par elles, incapable d'organiser les masses du parti et de les diriger, et ayant, au contraire, constamment besoin d'être lui-même étroitement dirigé par d'autres, tel est Boukharine en tant que dirigeant politique.

L'ardente obligation

Pourtant, au moment précis où la cause de Marx, Engels, Lénine va à sa perte, où Staline, aux cris mensongers de victoire du socialisme, plonge son couteau dans le dos de la révolution prolétarienne, plus que jamais l'ardente obligation de tous les véritables dirigeants honnêtes du parti est non pas de se prosterner lamentablement devant Staline et de tromper les masses, comme le font Boukharine, Radek, ni même de garder le silence, comme le font Rykov, Tomski, Ouglanov et les anciens dirigeants de l'opposition trotskyste, mais d'engager une lutte courageuse, sans reculer devant l'exclusion du comité central, l'exclusion du parti et même l'exil. C'est à ce moment que les dirigeants véritables doivent se montrer dignes du titre de dirigeant. Ne pas se justifier par une prétendue passivité des masses, ne pas justifier son inaction par le manque de soutien des membres du parti et des ouvriers non membres du parti, qui, pourchassés, écrasés, terrorisés, n'en sont pas moins à la recherche d'une direction pour lutter contre Staline, mais se porter à leur tête, les diriger, telle est aujourd'hui l'obligation des dirigeants véritables, des vrais léninistes.

Il est inévitable et indispensable de "reconnaître" ses erreurs, de manœuvrer dans les conditions de terreur qui règnent dans le parti, il est inadmissible et honteux de capituler. "Reconnaître ses erreurs" pour, quelque temps après, s'exprimer à nouveau et montrer à nouveau aux masses à quoi ont conduit la politique et la direction de Staline, appeler la masse des membres du parti à en finir avec la direction désastreuse pour le parti du dictateur malhonnête — telle est la seule justification possible pour les anciens dirigeants de "reconnaissance de leurs erreurs", s'ils veulent être des diri-

geants et de véritables révolutionnaires prolétariens.

L'heure a sonné

L'heure a aujourd'hui sonné pour les anciens dirigeants, pour tous les bolcheviks honnêtes, de s'exprimer à nouveau au grand jour, d'avancer un programme audacieux pour sortir de l'impasse et de revenir aux principes léninistes pour diriger le pays de la révolution prolétarienne. Sinon, l'histoire les clouera à jamais au poteau d'infamie.

(Les intertitres sont de la rédaction.)

Marc Teulin : Une image saisissante de la période stalinienne

Orlando Figès a fait récemment beaucoup parler de lui parce que, sur le blog de son épouse, il a qualifié de *"crétin"* l'historien anglais Robert Service, auteur d'une mauvaise biographie de Lénine et d'une biographie de Staline qui l'est à peine moins.
Mais, surtout, il a publié un énorme ouvrage intitulé *Les Chuchoteurs. Vivre et survivre sous Staline* (1), qui donne une image saisissante de la période stalinienne et de sa longue et sanglante terreur à travers les destins parfois croisés de dizaines de familles, dont quelques membres ont ici et là réussi à échapper à la mort. Il repose sur le dépouillement de correspondances et journaux privés échappés aux rafles du Guépéou-NKVD et de la collecte minutieuse de souvenirs de trop rares survivants.
Le sous-titre explicite le titre *Les Chuchoteurs*, au premier regard énigmatique : *"Vivre et survivre sous Staline"*, sous-titre optimiste au regard du contenu du livre. L'auteur aurait pu ajouter "mourir sous Staline", tant les 728 pages (sans compter les notes) de cet ouvrage passionnant évoquent une longue cohorte de paysans qualifiés de "koulaks" déportés morts de froid et de faim, d'ouvriers, d'employés, d'enseignants, d'intellectuels, de communistes assassinés et de fusillés pour le moindre prétexte ou sans prétexte, à moins de considérer comme tel le fait d'être Polonais, Allemand de la Volga ou Coréen réfugié en URSS pour échapper à la terreur japonaise.

---

(1) *Les Chuchoteurs*. Denoël, 794 pages, 33 euros.

Des chuchoteurs très éloquents...

POURQUOI les chuchoteurs ? Parce que, à la fin des années 1920 ou au tout début des années 1930, lorsque Staline lance la collectivisation totale (décembre 1929) après avoir liquidé toutes les oppositions, l'instauration de la terreur contraint des millions d'hommes et de femmes apeurés au silence.

Une réalité plus complexe

Certes, on peut trouver dans les 794 pages de l'ouvrage des affirmations contestables. Ainsi, Orlando Figès parle-t-il de *"l'utopie communiste"*. L'évocation de la fin de la guerre civile reprend des stéréotypes plus que discutables : *"Au printemps de 1921, la politique du communisme de guerre avait ruiné l'économie soviétique et conduit une bonne partie de la Russie paysanne au bord de la famine. Un quart de la paysannerie mourait de faim (...). Les marins de la base navale de Cronstadt, qui avaient aidé les bolcheviks à s'emparer du pouvoir dans la ville voisine de Petrograd en octobre 1917, se retournèrent alors contre eux"* (pp. 51-52). Or Serge Adamets, dans *Guerre civile et famine en Russie* (1), a démontré que la réalité était beaucoup plus complexe, que la répartition centralisée des grains dans la guerre civile avait garanti une certaine alimentation des villes et de l'énorme Armée rouge, et démontré entre autres qu'une effroyable sécheresse avait été la principale cause de la famine qui ravagea la Basse Volga en 1921. Enfin, une étude des changements intervenus dans la marine de Cronstadt montre abondamment que la majorité des marins de Cronstadt en 1921 n'étaient plus ceux de 1917 et que nombre d'entre eux étaient... de récents prisonniers blancs. Certes, cette réalité ne suffit pas à expliquer la révolte de Cronstadt, mais dans leur majorité, les mêmes... n'étaient pas les mêmes, c'est un fait (2). Cette simplification abusive mérite d'autant plus d'être soulignée que même si l'on trouve dans le livre quelques autres exemples, elle n'est pas vraiment coutumière chez Orlando Figès.

On peut même trouver une erreur assez inhabituelle chez un homme qui connaît fort bien son sujet. Ainsi affirme-t-il : *"Nous autres communistes sommes d'une trempe particulière, expliqua Lénine en 1924"* (p. 79). Or Lénine, chacun le sait, mourut le 21 janvier 1924 et était réduit au silence depuis le 5 mars 1923. Mais peut-être s'agit-il d'une simple coquille typographique qui ne change rien à l'intérêt du livre.

(1) Serge Adamets : *Guerre civile et famine en Russie*, Institut d'études slaves, 2003.
(2) Voir Jean-Jacques Marie, *Cronstadt*, Paris, 2004.

L'appartement communautaire : un changement de nature dans les années 1930

L'un des lieux de cet ouvrage, avant le goulag, c'est l'appartement communautaire (ou kommounalka), où, sous Staline, se nouent bien des tragédies. Orlando Figès souligne : *"Comme tout le reste, la kommounalka changea de nature dans les années 1930. Alors que dans les années 1920 son but était de résorber la crise du logement et, par la même occasion, porter un coup à la vie privée, elle devint désormais essentiellement un moyen d'étendre la surveillance de l'espace familial privé par l'Etat"* (p. 226), et donc un lieu d'espionnage... et de dénonciations. La promiscuité et souvent la minceur des cloisons poussaient donc les habitants à parler à voix basse et même ainsi à ne prononcer que des phrases susceptibles de n'offrir aucune prise aux agents de la police politique (Guépéou, puis NKVD), à ses informateurs zélés ou à des voisins jaloux désireux d'élargir leur surface habitable en envoyant leurs voisins au goulag ou au poteau. Les voisins d'un ouvrier, Mitrofan Moissenko, qui arrondissait ses fins de mois en faisant toutes sortes de travaux dans l'immeuble, sans doute envieux de ses talents, le dénoncèrent. Mais le travail au noir ne leur parut pas suffisant. Ils l'accusèrent donc d'avoir *"planqué Trotsky dans son atelier au sous-sol de l'immeuble"* (p. 233). Le NKVD ne crut sans doute pas un mot de cette histoire rocambolesque, mais tout était bon pour coffrer un suspect, même suspect de rien. Mitrofan écopa de trois ans de goulag. On n'était qu'au printemps 1935. Un an plus tard, à l'époque du premier procès de Moscou qui organisa la traque des trotskystes réels ou prétendus, il aurait pris beaucoup plus... comme nombre des victimes dont le livre d'Orlando Figès retrace le destin.

La menace omniprésente et permanente que représentaient ou pouvaient représenter les voisins poussait même les parents à se méfier de leurs propres enfants, dont le bavardage le plus innocent pouvait se révéler funeste. Aussi leurs recommandaient-ils à eux-mêmes de ne parler à la maison qu'en chuchotant et à ne rien répéter à personne. Les voisins eux-mêmes étaient pris dans un cercle infernal : celui qui avait entendu des propos susceptibles d'être jugés (même très modestement !) séditieux et n'en avait pas fait état au NKVD pouvait se voir accuser de *"passivité"* et de *"manque de vigilance"*, et partir à son tour au pays du goulag. Quiconque oubliait de dénoncer pouvait être dénoncé pour cet oubli...

L'ancêtre des mafias : le Guépéou-NKVD

Dans le système dont Orlando Figès nous décrit la réalité vue de l'intérieur par ses propres victimes, la police politique (Guépéou, puis NKVD, puis MGB... et après la mort de Staline KGB) apparaît comme la matrice des mafias nomenklaturistes qui vont se cristalliser sous Khrouchtchev, puis pulluler sous Brejnev avant de précipiter la dislocation de l'Union soviétique et d'en diriger les débris. Orlando Figès en signale plusieurs traits. Signalons cet épisode particulièrement significatif : Figès évoque le cas d'un ingénieur de Sestroretks, au nord de Leningrad, Malyguine, accusé par un collège envieux de son usine d'utiliser la belle maison de bois qu'il avait lui-même construite au bord de la forêt pour entretenir des contacts secrets avec les Finlandais : *"Il apparut que la dénonciation avait été organisée par un groupe d'officiers du NKVD, qui forcèrent Malyguine à vendre sa maison 7 000 roubles (elle avait été évaluée à près d'un demi-million peu auparavant). Les officiers menacèrent d'arrêter sa femme s'il refusait de vendre. Malyguine fut exécuté, sa femme et ses enfants chassés de leur maison, récupérée par les officiers du NKVD et leurs familles. Leurs descendants y habitent encore à ce jour"* (p. 321).

Le régime policier de Poutine-Medvedev ne va évidemment pas faire rendre gorge aux héritiers abusifs des policiers

ripoux et tueurs d'avant-hier... Combien de dignitaires vont alors dans les magasins spéciaux du NKVD récupérer à bas prix meubles, pianos, tableaux ou livres raflés chez les victimes, et que leurs descendants ont conservés.

"Le Comintern, souligne Orlando Figès, *demeura une des principales cibles de Staline"* (p. 288), qui liquida des partis communistes entiers et finit par le dissoudre le 15 mai 1943. Mais l'auteur s'attarde tout autant sur les victimes anonymes que sur les dirigeants et leurs femmes, emportées avec eux ou juste après eux dans la tourmente. Il mêle avec un art consommé du récit ouvriers, paysans, étudiants, employés, militants de base, anciens socialistes-révolutionnaires ou mencheviks, et des personnages historiques : Ossip Piatnitski, longtemps responsable de l'Internationale communiste (Comintern), et sa femme Ioulia, dont l'étonnant journal a été publié en français (3) ; l'écrivain Constantin Simonov, qui deviendra un favori de Staline après avoir expié ses origines nobles en travaillant en usine ; le poète Alexandre Tvardovski, officiellement qualifié de fils de koulak, qui maintint longtemps sa famille à l'écart pour ne pas la voir entraver une carrière prometteuse, qui deviendra plus tard l'un des dénonciateurs de certaines tares du régime bureaucratique dans son poème *Alexis Kosterine*, et qui, sorti du goulag, se battra sous Brejnev, et sa fille Nina ; Elena Bonner, la femme de Sakharov, et d'autres encore.

"A fusiller absolument"

Il accorde une attention particulière au grand économiste Nikolaï Kondratiev, qui avait élaboré une théorie dite des cycles longs de l'économie capitaliste. Staline le haïssait. Dès juillet 1930, il écrivait à son second, Molotov : *"Kondratiev et quelques autres canailles sont à fusiller absolument"* (p. 276). Pourquoi ? Staline juge inutile de fournir un motif. Il attendra quelque temps, ce qu'il savait et aimait faire. Il le fit envoyer au goulag en février 1932. De là, Kondratiev, bien que quasiment aveugle, adressa à sa fille, qu'il adorait, un conte de fées qu'il avait écrit et illustré pour sa fête, *Les Aventures extraordinaires de Chammi,* que Figès résume, et de nombreuses lettres. Dans la dernière, datée du 31 août 1938, il écrit : *"J'aimerais terriblement te voir et te couvrir de baisers tant et plus (...). Je veux aussi que tu étudies sérieusement, comme avant. Lis de bons livres"* (p. 279). Il ne pourra pas voir l'effet de ses conseils : Staline fera fusiller dix-sept jours plus tard ce vieil homme inoffensif, mais qui avait le grand tort, tout en ne manifestant aucune hostilité au régime, d'avoir ses idées à lui, crime impardonnable pour Staline et son appareil.

Une nouvelle caste dirigeante

Les Chuchoteurs ne sont pas seulement une collection de souvenirs et d'anecdotes tragiques. Orlando Figès les insère dans une analyse de la société stalinienne, qu'ils illustrent et éclairent. Il souligne ainsi l'émergence d'une *"nouvelle caste dirigeante, qui ne partageait pas les instincts démocratiques ni le culte spartiate des vieux-bolcheviks (...). Bien au contraire, elle espérait devenir une bourgeoisie soviétique. Ils étaient avant tout soucieux de leurs aises et de l'acquisition de biens matériels"* (p. 208). Il précise : *"La consolidation du régime stalinien fut étroitement liée à la création d'une hiérarchie sociale structurée par l'octroi de gratifications matérielles. Pour ceux qui se trouvaient au sommet de la pyramide, la récompense de l'assiduité et de la loyauté était immédiate ; pour la base, ce n'était qu'une promesse, pour le jour où le communisme serait réalisé"* (p. 210), dans un avenir d'autant plus radieux que le présent était plus sombre. Maurice Thorez annoncera ainsi l'avènement prochain d'un univers où les hommes auraient en abondance et le pain, pourtant toujours rare, et les roses.

Orlando Figès accumule les témoignages sur l'atmosphère irrespirable de

(3) Ioulia Piatnitskaia, *Chronique d'une déraison* (Seuil).

cette époque, sur la peur qui paralysait les plus honnêtes, sur les enfants qui reniaient leurs parents à la demande du NKVD, voire "spontanément", sur les femmes qui reniaient leur mari, ou l'inverse, mais aussi sur les enseignants ou les directrices d'école qui aidaient les fils ou filles de victimes en payant leurs repas ou leurs frais d'inscription, en les protégeant, et finissaient parfois pour cette raison au goulag.

Le rôle héroïque des grands-mères

Le NKVD s'acharnait à disloquer les familles d'"ennemis du peuple" en allant même jusqu'à trafiquer l'identité des enfants pour leur faire perdre à jamais la trace de leurs parents (notons que nombre de bonnes sœurs espagnoles ont fait la même chose avec des milliers d'enfants de républicains après la victoire de Franco en avril 1939 !). Face à cette entreprise, les grands-mères ont souvent été le seul point d'appui des enfants, en leur permettant souvent, par-delà les années et les épreuves, de se retrouver, voire de retrouver leur mère. *"Dès le début de la Grande Terreur*, écrit Orlando Figès, *il incomba souvent aux grands-mères de rassembler les reliquats épars des familles réprimées. Leurs actes d'héroïsme, qui n'ont jamais été relatés, méritent d'être comptés parmi les plus belles pages de l'histoire soviétique"* (p. 377).

Les pièges de la mémoire

S'il ne saurait être question d'évoquer tout ce que l'ouvrage foisonnant d'Orlando Figès apporte, il faut attirer l'attention sur le dernier chapitre, intitulé *Mémoire*. Orlando Figès y étudie les diverses contorsions de la mémoire des survivants, à commencer bien sûr par ceux des bourreaux (gardiens ou commandants de camp), qui, à partir de 1987, tentent souvent de se présenter comme de braves gens habités surtout par le souci d'aider les victimes, dont l'innocence leur aurait sauté aux yeux. D'autres, plus grossièrement, justifient leur comportement par la nécessité d'obéir aux ordres du "pouvoir soviétique" tout en niant avoir jamais commis la moindre brutalité, la moindre violence. De vrais agneaux...

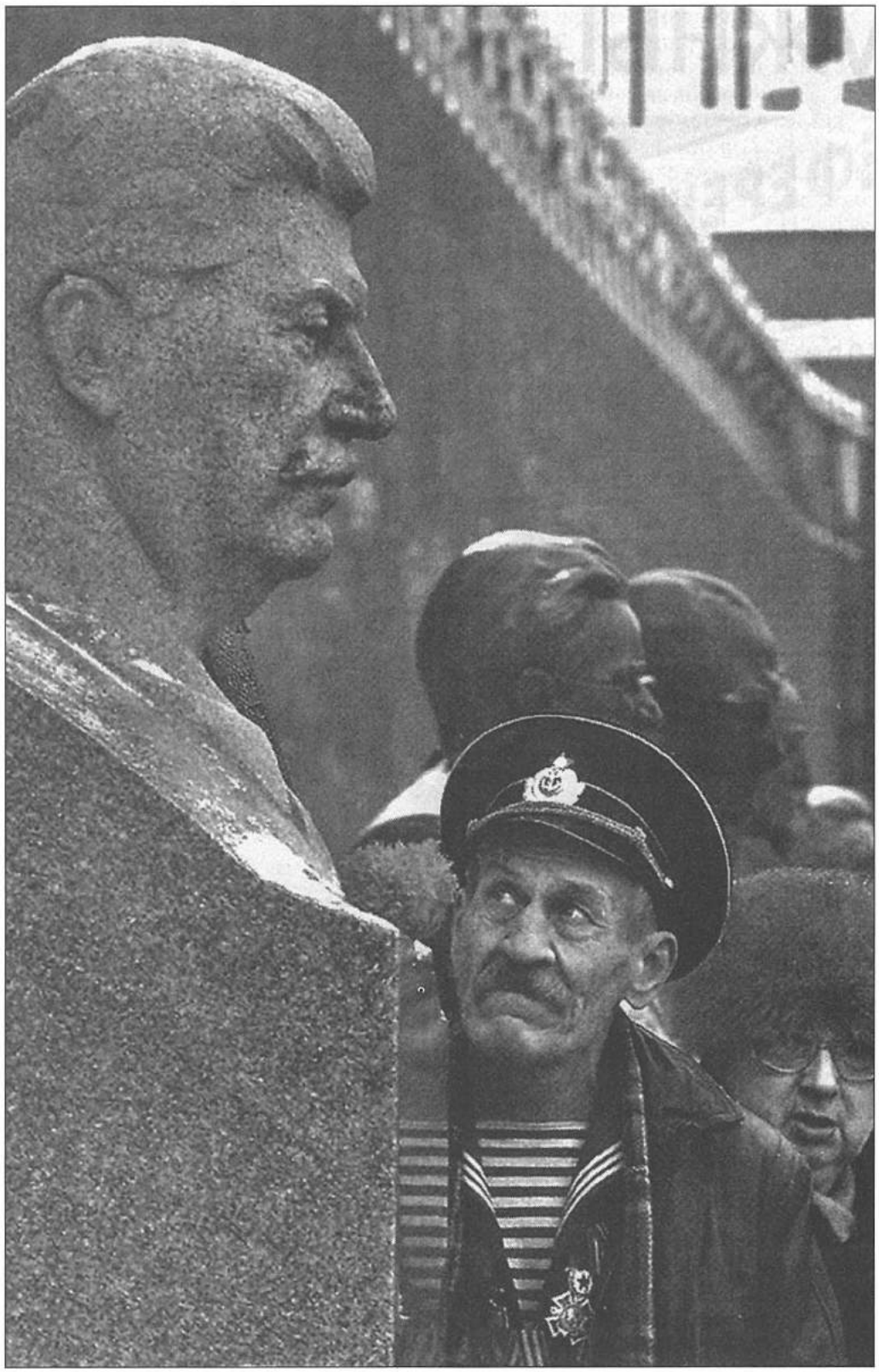
Mais surtout, Orlando Figès invite à porter un regard critique sur les souvenirs des survivants. Selon lui, souvent pour combler les lacunes de leur propre mémoire, *"ils se sont emprunté des souvenirs les uns aux autres. Nombre de scènes rapportées par les mémorialistes amateurs de l'époque stalinienne accusent une ressemblance frappante avec les scènes des livres bien connus sur la terreur, comme* Le Vertige, *d'Evguenia Guinzbourg (1967) ou l'*Archipel du goulag *(1973), d'Alexandre Soljenitsyne"* (p. 696), ou les *Récits de Kolyma,* de Varlam Chalamov, tous textes qui circulaient largement en samizdat sous Brejnev. Figès précise : *"Beaucoup de survivants du goulag assurent avoir été témoins de scènes décrites dans les livres de Guinzbourg, Soljenitsyne ou Chalamov, reconnaître des gardiens ou des interrogateurs du NKVD mentionnés dans ces ouvrages ou même avoir connu les auteurs au camp, quand tout indique que ce n'était pas possible."* Pourquoi cette substitution involontaire des souvenirs d'autres à leurs propres souvenirs, qui rend malaisée leur utilisation comme document ? Orlando Figès l'explique avec beaucoup de vraisemblance : *"Beaucoup de victimes de la répression stalinienne s'identifièrent si fort à la position idéologique de ces livres, y voyant la clé pour saisir la vérité sur les camps, qu'elles suspendirent leurs propres souvenirs indépendants et laissèrent ces ouvrages parleur à leur place"* (p. 697), mais sous leur nom.

Ce parasitage est d'autant plus fâcheux que les souvenirs mêmes qui servent de matrice aux autres n'échappent pas eux-mêmes à la suspicion, tant le genre porte en lui-même les germes de sa mise en question. Ainsi, Boris Lesniak, qui fut détenu à Kolyma avec Evguenia Guinzbourg et Chalamov avant de devenir infirmier à sa libération, et Nina Savoieva, médecin à l'hôpital du

camp, qui les connut aussi, ont émis de vives réserves sur la véracité des souvenirs d'Evguenia Guinzbourg. Ils l'ont écrit... Mais c'est là une autre histoire.

Les lettres et les journaux intimes qui constituent l'un des matériaux essentiels des *Chuchoteurs* échappent à cette reconstruction ; les témoignages oraux recueillis beaucoup plus tard y sont moins subordonnés. En donnant ainsi pour la première fois de façon systématique la parole aux témoins et aux victimes de tous les niveaux, *Les Chuchoteurs* sont un ouvrage indispensable à la compréhension du stalinisme et de la société soviétique sous la férule du Père des Peuples et de sa police politique.

Marc Teulin



Christophe Benoit : L'histoire-géographie face aux "réformes" du lycée

Enseignement ou propagande ?

LES nouveaux programmes de seconde, parus au *Bulletin officiel*, n° 4, du 29 avril 2010, pour être appliqués en septembre 2010, sont destinés à "mettre en musique" la "réforme" du lycée, qui s'inscrit dans la continuité de toutes les contre-réformes, depuis notamment la loi d'orientation Jospin de 1989, mais constitue un saut dans la remise en cause du droit à l'instruction.

Socle européen des compétences ou transmission des connaissances validée par des diplômes garantissant l'accès aux droits ouvriers collectifs ?

Les gouvernements successifs ont préparé, puis appliqué, les injonctions de l'OCDE et de l'Union européenne visant à réduire le nombre d'heures de cours jugé trop élevé en France par rapport à la moyenne européenne, cela afin de supprimer des postes dans le cadre de la politique de réduction des déficits publics dictée par le traité de Maastricht et aussi pour aider l'Etat à éponger la dette contractée auprès des banques, dont le remboursement des intérêts s'élève en 2009 à 45 milliards d'euros par an. Ainsi, à la lumière des dernières décisions de rigueur prises par l'Union européenne et le FMI, les coups n'ont pas fini de pleuvoir sur l'école républicaine.

D'autre part, au nom de la compétitivité des entreprises dans la mondialisation, il faut détruire les garanties collectives, les diplômes reconnus dans les conventions collectives et les statuts, afin d'abaisser le "coût du travail" (1). Il faut à ces fins diminuer la part de *"l'éducation formelle"* dispensée par l'école républicaine et qui *"débouche sur l'obtention de diplômes et de qualifications reconnues"* au profit de *"l'éducation non formelle"*, qui *"n'aboutit pas à l'obtention de certificats officiels"*, et de l'*"éducation informelle"*, qui est *"le corollaire de la vie quotidienne"*. Cette *"éducation*

(1) http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2008:111:0001:0007:FR:PDF
Recommandation du Parlement européen et du Conseil européen : *"Le développement et la reconnaissance des savoirs, aptitudes et compétences des citoyens sont devenus essentiels pour le développement individuel, la compétitivité, l'emploi et la cohésion sociale dans la Communauté. Le développement et la reconnaissance devraient faciliter la mobilité transnationale des travailleurs et des apprenants et contribuer à la satisfaction de l'offre et de la demande sur le marché européen du travail. Il y a donc lieu de promouvoir et d'améliorer, aux niveaux national et communautaire, l'accès et la participation de tous, y compris des personnes défavorisées, à l'éducation et la formation tout au long de la vie, ainsi que la valorisation des certifications."*

non formelle et informelle", dont les acquis de l'expérience doivent être validés, est le fait des familles, des associations, des entreprises (2). L'école doit cesser de transmettre des connaissances pour faire place aux compétences, acquises y compris dans les entreprises dans le cadre des stages, afin de leur fournir une main-d'œuvre flexible qui adaptera aux exigences d'un marché mondialisé son *"employabilité"* en actualisant ses compétences par *"la formation tout au long de la vie"*.

Le socle commun impose, contre les disciplines, le cadre des *"certifications professionnelles européennes"* et ses huit *"compétences-clés"* recommandées par le Parlement et le Conseil européens : *"Maîtrise de la langue française ; pratique d'une langue vivante étrangère ; principaux éléments de mathématiques et la culture scientifique et technologique ; maîtrise des techniques usuelles de l'information et de la communication ; culture humaniste ; compétences sociales et civiques ; l'autonomie et l'initiative"* (3). La structuration de la transmission des connaissances est bouleversée par l'irruption des *"compétences"*. Qui pourrait reconnaître la place d'un certifié de SVT ou d'histoire-géographie, celle d'un agrégé de lettres ou de sciences physiques dans pareille énumération ?

Les connaissances sont réduites à la portion congrue. Le passage au socle commun organise un effondrement des connaissances transmises : songez que pour valider le pilier langue vivante en fin de troisième pour l'obtention du brevet des collèges, il suffit d'obtenir le niveau de fin de cinquième, dit A1 ! Seule une partie des élèves privilégiés aura droit aux connaissances *"non exigibles"* à l'examen du brevet ! C'est la même logique avec les enseignements d'exploration de la réforme Châtel (4).

La validation des compétences du socle introduit des facteurs de violence dans l'établissement, puisque c'est l'enseignant lui-même qui donne l'examen à l'élève en validant le pilier du socle (5). A la transmission de connaissances dans le cadre de la formation initiale et de programmes et diplômes républicains nationaux, se substitue la **validation de compétences dans un livret individuel**, dont la logique s'oppose de fait à la note, au groupe classe, aux niveaux et au baccalauréat national constitué d'épreuves terminales et anonymes. Les professeurs de langue, par exemple, sont appelés à regrouper leur élève par compétences, indifféremment de la seconde à la terminale.

Comment la mise en œuvre de cette politique au lycée conduit-elle à la décomposition de l'histoire-géographie ?

1. Toujours moins d'heures d'enseignement disciplinaire, toujours moins de connaissances

La loi d'orientation Jospin du 10 juillet 1989 dénature les finalités de l'école républicaine en niant sa finalité d'"instruction" — le mot n'est jamais employé dans le texte de loi — pour laisser la place à celle d'éducation dans le cadre du projet d'établissement de la "communauté éducative". Sapant l'autorité du professeur par une négation de son savoir, elle en minimise le rôle, plaçant désormais l'élève *"au centre du système"*, ainsi que la *"culture commune"*

(2) Mémorandum du sommet de Lisbonne de 2000, où siégèrent MM. Chirac et Jospin.

(3) Le socle commun est imposé au collège par la loi Fillon de 2005, puis le décret de Robien de 2006, et s'introduit au lycée par la réforme Châtel. http://www.education.gouv.fr/cid2770/le-socle-commun-de-connaissances-et-de-competences.html. *"Le socle s'organise en sept grandes compétences : chacune est composée de connaissances essentielles, de capacités à les utiliser et d'attitudes indispensables tout au long de sa vie, comme l'ouverture aux autres, la curiosité, la créativité, le respect de soi et d'autrui."*

(4) Développé dans la partie 2.

(5) Le baccalauréat est national parce qu'il est évalué — pour l'essentiel — par des épreuves ponctuelles et anonymes en fin de terminale. A l'opposé, le contrôle en cours de formation — épreuves ponctuelles organisées au cours de l'année dans le cadre de l'établissement — ou le contrôle continu — ensemble des épreuves réservées aux contrôles des connaissances tout au long de l'année — ouvrent la voie à des diplômes locaux dont la valeur peut varier d'un lycée à l'autre. Avec la validation du socle, c'est le professeur qui "valide" comme "acquis" ou "non acquis" par son élève le pilier du socle où il intervient.

définie par le rapport Meirieu de 1988 comme *"un ensemble de savoir-faire sociaux indispensables à l'élève"* et *"un ensemble de connaissances permettant de référer ces savoir-faire à leur histoire et à leurs enjeux"*. Philippe Meirieu propose d'offrir à chaque élève entre 5 et 9 heures d'activité diverses (aide personnalisée, travaux sur projets, dossier interdisciplinaire, etc.) en dehors des cours, et pour encadrer ces activités, que les enseignants, en plus de leurs cours, assurent 4 heures supplémentaires dans leur service annualisé. Le rapport Bourdieu-Gros appelle de ses vœux en 1988 la création d'un Conseil national des programmes d'enseignement, créé par Lionel Jospin en 1989, afin de lutter contre "l'encyclopédisme".

Dès lors, la réforme du lycée Allègre-Lang de 1999 (6) organise une diminution importante des heures de cours dévolues aux disciplines. En histoire-géographie, les élèves perdent une demi-heure en seconde, une demi-heure dédoublée en 1re L, 1 h 30 en 1re S et une demi-heure en terminale S. Les diminutions horaires touchent aussi les maths, le français, les langues vivantes. La série L ne se remettra pas de l'affaiblissement de l'enseignement de spécialité mathématiques notamment.

La suppression d'heures disciplinaires s'accompagne de la création et de la multiplication d'activités diverses : aide individualisée, heure de vie de classe, travaux personnels encadrés "pluridisciplinaires". L'éducation civique juridique et sociale *"n'est pas une discipline nouvelle"* et *"n'a pas à ajouter de savoirs aux connaissances acquises dans les principales disciplines enseignées au lycée"*. Destinée à *"pouvoir s'exprimer et débattre à propos de questions de société"* (7), elle peut être effectuée indifféremment par des professeurs de disciplines différentes et n'est pas évaluée au baccalauréat.

La réforme Châtel du lycée organise de nouvelles suppressions massives d'heures d'enseignement disciplinaire et rend l'histoire géographie optionnelle en terminale S : toutes les heures dédoublées sont supprimées et l'utilisation d'un tiers des heures d'enseignement est laissée au choix de chaque établissement (8). Si l'on s'en tient aux horaires minimums garantis nationalement, les élèves perdent en seconde une demi-heure dédoublée par semaine d'histoire-géographie, de mathématiques, de langue vivante, de français. L'aide individualisée d'une heure est supprimée en maths et en français.

En première et terminale, au nom du *"rééquilibrage"* des séries, il y aura moins d'heures de mathématiques, physique-chimie, SVT et histoire géographie en S, moins d'heures de SES en ES, moins d'heures de français, langues, de littérature en L, où les mathématiques deviennent optionnelles.

En première, l'histoire géographie fait partie des matières du "tronc commun" où les élèves seront regroupés quelle que soit leur série, ce qui va aider à supprimer les postes en surchargeant les classes : *"En première, un programme commun aux trois séries ES, L et S, qui, en histoire, couvre le vingtième siècle et, en géographie, permet de traiter la France et l'Europe, est mis en place (...). Dans la série S, l'histoire-géographie fait l'objet d'une épreuve anticipée en fin de première. En terminale ES et L, un enseignement hebdomadaire de 4 heures en histoire et géographie sur le monde depuis 1989 (histoire, géographie et géopolitique) (...). En terminale S, un enseignement optionnel de 2 heures sur le monde depuis 1989 (histoire, géographie, géopolitique) (...)"* (9). **De 1999 à 2010, un lycéen en S a perdu au moins 124 heures, soit plus d'un tiers des heures de cours d'histoire-géographie ! Une heure en seconde et 3 heures pour le cycle terminal !** (avant la réforme Allègre, les élèves de S avaient 4 heures d'histoire-géographie en première et 3 heures en terminale).

Les élèves de terminale S représentent la moitié des élèves de série générale. La suppression de l'histoire-géographie en terminale S a suscité un tollé. Comment traiter un programme concentré sur une année au lieu de deux, avec une heure de

(6) Adoptée par un Conseil de ministres "gauche plurielle" unanime, Jacques Chirac étant président.
(7) *Bulletin officiel* du 29 août 2002.
(8) Traité dans la partie 3.
(9) Plaquette du MEN : le nouveau lycée d'enseignement général et technologique, page 23.

cours en moins, sans coupes claires dans les connaissances ? Comment gérer des groupes en tronc commun avec des élèves de 1re S qui passent le bac en épreuve anticipée à la fin de la première, alors que les élèves en 1re ES et L passeront une épreuve terminale l'année d'après ? Les élèves de série scientifique n'ont-ils pas besoin d'une matière destinée à comprendre le monde contemporain, participant grandement à leur formation de citoyen ? C'est aussi faire fi d'un nombre important d'élèves de S qui se dirigent ensuite, à l'Université ou dans les grandes écoles, vers des études supérieures commerciales, littéraires. Enfin, réserver le programme de toutes les terminales à la période de 1989 à nos jours au nom de la *"géopolitique"* dénature la discipline, ravalée au mieux à "l'histoire immédiate", au pire au traitement journalistique de l'actualité.

A contrario de tous les discours officiels, cette diminution d'heures de cours pénalise en réalité les enfants des milieux populaires, qui n'ont que l'école publique gratuite et laïque pour s'instruire, et favorise le développement des officines privées en tout genre, auxquelles auront recours les familles qui en ont les moyens. La destruction du droit à l'instruction ne réside pas seulement dans l'effondrement du nombre d'heures de cours, mais aussi dans la destruction des contenus disciplinaires.

2. Une remise en cause du contenu disciplinaire

Les programmes de 1995 (10), toilettés en 2000 (11), puis en 2002 (12), les premiers à naître du Conseil national des programmes créé par Jospin, constituent une étape déterminante dans la lutte contre "l'encyclopédisme" : l'histoire de l'humanité y est plongée dans l'obscurité d'où émergent *"quelques moments historiques"*, la continuité chronologique est brisée au profit de *"thèmes"*, en seconde :

"I. Un exemple de citoyenneté dans l'Antiquité : le citoyen à Athènes au Ve siècle avant J-C.

II. Naissance et diffusion du christianisme.

III. La Méditerranée au XIIe siècle : carrefour de trois civilisations.

IV. Humanisme et Renaissance.

V. La Révolution et les expériences politiques en France jusqu'en 1851.

VI. L'Europe en mutation dans la première moitié du XIXe siècle."

Le *Bulletin officiel* assigne des *"finalités culturelles"* et *"civiques"* à la liste des grands repères retenus, ce qui implique des choix proprement politiques : la volonté de privilégier la dimension européenne des programmes, ce qui serait les fondements d'une culture européenne dont la construction est à conduire à son terme (13).

Il s'agit, d'autre part, de faire entrer en force l'enseignement du "fait religieux" comme élément constitutif de cette "culture commune", en réponse aux revendications de l'Eglise catholique qui insiste sur le caractère patrimonial et culturel de la connaissance du christianisme pour arriver à ses fins. *"Naissance et diffusion du christianisme"* permet de traiter Jésus comme un personnage historique, selon les souhaits de l'Eglise catholique, en traitant le problème des sources par-dessus la jambe ou avec mauvaise foi (14). L'étude de *"la diversité des civilisations médiévales"* qui bordent *"la Méditerranée au XIIe siècle"* nous présente un Occident catholique en essor et conquérant face à un Empire byzantin en déclin et un monde musulman sur la défensive : pourquoi choisir particulièrement le siècle des croisades ?

La construction de cette *"culture"* s'oppose à l'accumulation des connais-

(10) *Bulletin officiel*, n° 12, du 29 juin 1995, François Bayrou étant ministre de l'Education nationale.

(11) A la suite de la réforme Allègre du lycée. *Bulletin officiel*, n° 6, du 31 août 2000, Jack Lang étant ministre de l'Education nationale.

(12) *Bulletin officiel* du 29 août 2002, Luc Ferry étant ministre de l'Education nationale.

(13) L'Europe fait l'objet d'une des seize recommandations du Rapport Joutard (1989), qui suggère *"la tenue d'un séminaire international sur l'enseignement de l'histoire et de la géographie en Europe, préalable indispensable pour définir les bases communes d'une culture historique et géographique pour les Européens"*.

(14) Voir dans le précédent numéro des *Cahiers du mouvement ouvrier* l'article de Rémy Janneau.

sances factuelles, base de toute culture historique authentique. On peut aussi douter des *"finalités civiques"* de l'enseignement sans la transmission de savoirs historiques solides.

Des professeurs de plus en plus encadrés et contrôlés

Les *"documents d'accompagnement"* des programmes apparaissent et précisent à l'enseignant ce qu'il doit enseigner.

Les repères retenus, considérés comme des "passages obligés", sont très majoritairement d'ordre politique, religieux ou culturel. Il s'agit d'une conception réactionnaire de l'histoire où il est interdit de mettre en relation les faits économiques, sociaux et culturels, de rechercher les causes de quoi que ce soit : "il y a eu des guerres" comme "il y a du chômage". Par exemple, la Révolution française devient *"la période révolutionnaire"*, dont l'étude privilégie les dimensions politiques en s'inspirant implicitement des travaux de François Furet, en évacuant la dimension sociale.

Le cadrage horaire très précis et insuffisant imparti à chaque thème interdit tout traitement des sujets dans leur globalité.

La lutte contre le *"foisonnement documentaire"* au profit de *"quelques documents fondamentaux"* au statut *"scientifiquement supérieur"* parce qu'ils font sens, fait écho à la lutte contre *"l'accumulation des connaissances factuelles"* (15).

La casse de la chronologie participe grandement à ce travail de démolition, toute mise en relation des faits étant impossible, comme toute mise en relation logique et compréhension des faits.

L'enseignement au lycée est désormais basé sur la *"problématique"* censée permettre à l'élève de *"construire son propre savoir"* et de rompre avec l'accumulation de faits. En réalité, la problématique associée à la thématique conduisent à utiliser faits et notions arrachés de leur contexte, jamais étudiés en soi et dans leur totalité, mais mis au service d'un discours idéologique préétabli.

Contrairement au discours officiel sur l'"autonomie" des élèves, tout cela conduit à leur asséner le contenu du cours, en contradiction avec le but assigné à l'histoire depuis sa création par l'un de ses pères, Thucydide : chercher à expliquer la cause des événements, afin que cela constitue *"un acquis pour toujours"* (16).

Les programmes de la réforme Châtel devant s'appliquer à la rentrée 2010 reprennent ces caractéristiques en les aggravant

Le programme d'histoire de la classe de seconde paru au *Bulletin officiel*, n° 4, du 29 avril 2010, reste constitué de cinq thèmes détruisant l'enchaînement chronologique des faits, sautant d'une période et d'un espace à l'autre, avec pour la première fois un retour en arrière, puisque, après un thème introductif devant être traité en quatre heures, *"Les Européens dans le peuplement de la terre"*, *"De l'Antiquité au XIXe siècle"*, les cours suivants traiteront de *"L'invention de la citoyenneté dans le monde antique"*, le programme se terminant en 1848.

Les programmes d'histoire et de géographie sont bâtis autour de concepts politiques : *"Les Européens dans l'histoire du monde"* pour l'histoire, *"Sociétés et développement durable"* pour la géographie. Le choix de ces problématiques chapeautant l'ensemble des programmes accentue la manipulation idéologique des

(15) Serge Berstein et Dominique Borne, *L'Enseignement de l'histoire au lycée*, Vingtième siècle, janvier 1996, cité par Delacroix et Garcia *L'Inflexion patrimoniale*, *Espaces Temps*, n° 66-67, 1998, dont la lecture utile est disponible sur http://www.ihtp.cnrs.fr/historiographie/sites/historiographie/IMG/pdf/Delacroix_Garcia_Inflexion_patrimoniale-2.pdf

(16) Thucydide, *La Guerre du Péloponnèse*. Voir l'article de Maurice Sartre dans la revue l'*Histoire*, n° 132, septembre 2006 : « *Ce qui intéresse l'historien* (Thucydide), *c'est de mettre en évidence* "la cause la plus vraie" *de la guerre, c'est-à-dire l'impérialisme athénien, qui ne connaît aucune limite, et menace donc, à terme, la liberté de tous les Grecs (...). Très soucieux de la chronologie, Thucydide cherche à établir les faits dans leur plus stricte vérité, estimant que leur enchaînement même est un début d'explication.* »

faits déjà soulignée. *"Le fil conducteur du programme invite à replacer l'histoire des Européens dans celle du monde, de l'Antiquité au milieu du XIXe siècle."* Mais *"les Européens"* existent-ils ? Peut-on considérer l'Europe comme un espace politique constitué d'un peuple ayant conscience de partager un destin commun, et ce dès l'Antiquité ? Pour les Grecs et les Romains de l'Antiquité, l'Europe désigne un espace géographique à l'ouest du Don : les Grecs se distinguaient des Barbares, et leur civilisation est présente sur les trois rives de la Méditerranée. L'Empire romain est un empire à cheval sur la Méditerranée et ne s'étend pas au nord du Danube et de la muraille d'Hadrien. Lorsque l'Europe du Moyen Age devient chrétienne face à la conquête arabo-musulmane, toutes les tentatives d'unification politique se heurteront à l'hostilité du pape, qui refuse que se reconstitue un Empire romain d'occident avec le rapport de soumission de l'Eglise à l'empereur. Dès lors, c'est le morcellement politique en Etats monarchiques, puis en Etats-nations avec la Révolution française, qui caractérise l'Europe. Or l'Etat n'est presque jamais un cadre d'étude dans **ce programme**, qui, tout en prétendant faire de l'histoire politique, **ignore les Etats** depuis la chute de l'Empire romain jusqu'en 1789.

D'autre part, que signifie la *« nécessité de faire sentir aux élèves que des mondes ont été "perdus" ou qu'il n'en reste plus que quelques traces. Ils comprendront ainsi qu'il est impossible d'appréhender le passé à travers le prisme exclusif du présent »* ? N'y a-t-il pas là une forme de fossilisation du passé, limité à ses reliques patrimoniales ? S'agirait-il de couper l'enseignement de l'histoire de celui du présent ?

Ce nouveau programme accroît le strict encadrement pédagogique des professeurs : volume horaire indiqué pour chaque thème — insuffisant pour approfondir quoi que ce soit —, thèmes déclinés en *"questions obligatoires"* ou *"au choix"*, pour lesquelles sont indiqués *"études de cas"* ou documents nécessaires à leur *"mise en œuvre"*. Telle *"question"* (une problématique déjà contraignante en elle-même) devra être traitée à travers un cas déterminé à l'avance. *"L'élargissement du monde aux XVe-XVIe siècles"* ? C'est Constantinople-Istanbul, puis, *"au choix"*, *"Pékin"* ou *"une cité précolombienne confrontée à la colonisation"*.

Par ailleurs, ces études de cas constituent l'essentiel du cours, qui se conclura peut-être par une brève généralisation. Les élèves n'ont-ils pas besoin au contraire d'un cadre général solide auquel raccrocher ces exemples, qui ici disparaît ? Comment serait-il possible, sans cadre chronologique, d'atteindre un des objectifs affichés du programme : *"Certaines* (questions) *s'inscrivent dans le temps long, d'autres dans des temps plus courts, ce qui permet de faire la part de l'événement et des structures, des ruptures et des continuités, des permanences et des mutations"* ?

Tout cela porte atteinte à la liberté pédagogique et à la qualification du professeur, dessaisi de ce qui est au cœur de son métier — la conception de son cours dans le cadre de programmes nationaux — et le réduit à la fonction d'un honnête technicien "appliquant" une feuille de route sans trop avoir à réfléchir : des thèmes dont la problématique est strictement orientée, jusque dans le plan du cours et des "cas" à traiter pour mettre en œuvre ces problématiques.

Par exemple, dans le thème 2, *"L'invention de la citoyenneté dans le monde antique"*, il est précisé que *« la question "Citoyenneté et empire à Rome (Ier-IIIe siècles)" porte sur : L'extension de la citoyenneté à la Gaule romaine : les tables claudiennes. L'extension de la citoyenneté à l'ensemble de l'empire : l'édit de Caracalla. »* Le thème 2, qui comporte aussi *"Citoyenneté et démocratie à Athènes (V^e-IVe siècles av. J-C.)"*, est à traiter en 7-8 heures, évaluation et correction comprises. La révolution romaine que constitue le passage de la République à l'Empire, puis la crise de l'Empire romain et de l'esclavagisme, permettant de comprendre et d'expliquer l'extension progressive de la citoyenneté à tous les hommes libres de l'empire, n'est pas au programme. La question doit être traitée en deux heures environ, à partir d'extraits de deux *"textes patrimoniaux"* qui *"font sens"*.

Dans le thème 3, *"Sociétés et cultures de l'Europe médiévale du XIe au XIIIe siècles"* (8-9 heures) — il n'y a plus d'Occident catholique ni d'Orient byzantin — a pour *"question obligatoire" "la place fondamentale de la chrétienté dans l'Europe médiévale"* et au choix *"Sociétés et cultures rurales"* ou *"urbaines"*. Excepté, pour ceux qui l'auront choisi : *"l'essor urbain"*, on donne à voir un Moyen Age figé, sans liens avec l'extérieur et sans enjeux de pouvoir. Est-ce la nostalgie du modèle social de l'Eglise catholique, le monde immuable de la seigneurie, de la paroisse, où l'homme de toute éternité obéit à des hiérarchies immuables, à son seigneur, à son curé, à son roi et à Dieu ?

Le thème 5, *"Révolutions, libertés, nations, à l'aube du monde contemporain"*, doit occuper *"15-16 heures"*, alors qu'il y a 30 ans, c'était tout le programme de seconde. *"La Révolution française"* naît de *"la montée des idées de liberté"*. C'est une conception idéaliste de l'histoire qui est ainsi imposée aux professeurs, qui se voient interdits de traiter la crise financière de l'Etat et la réaction nobiliaire qui précèdent 1789. Pourtant, les élèves pourraient être éclairés sur les enjeux actuels en comprenant que la révolution a commencé par la question de l'endettement de l'Etat et le refus des privilégiés de céder sur leurs privilèges, exigeant du roi la convocation des états généraux. La Révolution française est vue d'abord comme *"un nouvel univers politique"*, les aspects économiques et sociaux sont réduits à *"quelques journées révolutionnaires significatives, le rôle d'acteurs, individuels et collectifs, les bouleversements politiques, économiques, sociaux et religieux essentiels"*. Mais comment, quand la crise sociale et politique de l'Ancien Régime n'est pas au programme, bien comprendre la rupture que constitue la destruction de la société d'ordre, des privilèges et des droits féodaux, le triomphe du libéralisme économique, avec la fin des corporations et l'interdiction du droit de "coalition" et de grèves (loi Le Chapelier 1791) ? Le rôle déterminant de la guerre à partir de 1792 n'est pas évoqué. Dès lors, le catalogue *"d'expériences politiques"* que constituent les différents régimes risque de paraître bien ennuyeux. C'est le même problème pour la deuxième question du thème 5, *"Libertés et nations en France et en Europe de 1815 au milieu du XIXe siècle"* : comment traiter *"1848 : révolutions politiques, révolutions sociales, en France et en Europe"* sans avoir une idée des bouleversements sociaux avec les débuts de la révolution industrielle, le triomphe de la bourgeoisie, la formation de la classe ouvrière, l'urbanisation ? *"Les abolitions de la traite et de l'esclavage et leur application"* est au programme alors que les élèves n'étudient jamais la commerce triangulaire, l'esclavage aux Amériques, les plantations, la bourgeoisie négrière, etc.

En histoire-géographie, le programme de seconde introduit le socle commun : son préambule, avant même les connaissances, fixe des ***"objectifs d'apprentissage"*** : *"**1.** Capacités et méthodes (I-Maîtriser des repères chronologiques et spatiaux (...). II. Maîtriser des outils et méthodes spécifiques (...). III. Maîtriser des méthodes de travail personnel" (...). **2.** Notions et concepts majeurs."* Comme le dévoile l'inspection générale (17) : *"Nous voulons affirmer la vocation de formation intellectuelle de nos disciplines : **nous n'utiliserons pas la notion de compétences, mais d'objectifs d'apprentissage, plus facile à cerner pour les professeurs.**"* L'inspection générale souligne *"le caractère problématique du terme de compétences, qui n'est pas retenu volontairement."*

Le socle commun est aussi mis en œuvre avec le nouvel "enseignement d'exploration" "littérature et société" en seconde

En seconde, la réforme Châtel supprime les options de détermination de 3 heures hebdomadaires, parfois dédoublées, et les remplace par des enseignements d'exploration en groupe de 34 élèves de *"54 heures d'enseignement par élève sur l'année scolaire"*, qui *"peuvent*

(17) http://www.snes.edu/IMG/pdf/C-R-EntrevueIG-07-01-2010.pdf

être dispensées sur un rythme autre qu'hebdomadaire". Outre les réductions horaires, donc de postes, que cela va permettre, on retrouve les caractéristiques liées à la mise en place du socle commun, attaquant les disciplines et le baccalauréat national.

Les objectifs ne sont plus disciplinaires : il s'agit de *"faire découvrir"* aux élèves *"des enseignements caractéristiques des séries"*, ainsi que *"les études supérieures auxquelles ces séries peuvent conduire"*, de *"développer leurs compétences"* et *"mieux faire leurs choix d'orientation"* (18).

L'enseignement d'exploration *"Littérature et société"* est pluridisciplinaire, *"structuré autour des lettres et de l'histoire-géographie"*, et fruit de la *"collaboration (...) entre les différentes disciplines du champ littéraire"*.

Sa "finalité" n'est plus d'apporter des connaissances, mais de *"faire percevoir la variété des études littéraires et des champs professionnels qui s'y rattachent, afin d'éclairer un futur choix d'orientation pour l'élève"*. Le choix de ces enseignements d'exploration n'est donc pas lié aux résultats des élèves en 3e, et il n'y a aucune obligation de choisir un enseignement d'exploration pour suivre un enseignement de spécialité correspondant en 1re et terminale : *"Leur suivi ne conditionne en rien l'accès à un parcours particulier du cycle terminal."*

Les *"modalités pédagogiques"* sont *"en rupture avec les formes plus traditionnelles de l'enseignement"*, c'est-à-dire la transmission des savoirs. Les différents *"domaines d'exploration"* ont été choisis en raison des *"compétences qu'ils permettent de développer et l'éclairage qu'ils apportent sur les formations et les débouchés possibles en liaison avec ces compétences"*, et doivent permettre *"d'engager des partenariats permettant une découverte, en situation, des formations et champs professionnels ouverts aux élèves issus de la voie littéraire (...). Cet enseignement doit se faire, autant que possible, en relation avec des partenaires, institutions ou entreprises culturelles proches du lycée."*

"La progression des élèves et les compétences qu'ils ont acquises donnent lieu à une évaluation fondée sur la réalisation de productions écrites ou orales, individuelles ou collectives selon la nature du projet pédagogique", où *"il est important d'apprécier le niveau d'engagement des élèves. Les professeurs veilleront également à apprécier le parcours personnel de chacun d'entre eux dans la préparation de ses choix d'orientation."*

Il s'agit pour les professeurs d'une véritable destruction de leur discipline, de leur travail et de leur statut, et pour les élèves d'une destruction du droit à une instruction de qualité pour tous, tant par la disparition des contenus disciplinaires que le baccalauréat sanctionne que par la déréglementation portant atteinte au caractère national de l'Education et à la laïcité.

La géographie en danger de mort

La géographie a reçu un rude coup avec les programmes de 1995 supprimant en seconde l'étude des reliefs, des climats et des milieux, supprimant une découverte fondamentale du XXe siècle, la tectonique des plaques, au prétexte que *"les Sciences de la vie et de la terre le feront"*, alors que seuls les élèves de S l'abordent aujourd'hui, et sous un angle spécifique aux SVT. Les élèves des autres séries ne sauront donc jamais ce qui préside au déclenchement des tremblements de terre, des éruptions volcaniques et des tsunamis, à la création des montagnes, pas plus d'ailleurs qu'à leur érosion.

Les programmes de géographie sont désormais, comme en histoire, thématique : *"L'eau entre abondance et rareté"*, *"Nourrir les hommes"*, etc. L'échelle est planétaire, mais les thèmes doivent être traités à partir d'études de cas. Les facteurs physiques (sols, climats, reliefs) peuvent intervenir non comme cadre nécessaire à la réflexion sur l'organisation de l'espace, mais comme éléments ponctuels d'explication, ce qui, en fait, conduit à expulser ces éléments du cours : comment, à propos d'une étude de cas sur *"La révolution verte en Inde"*,

(18) *Bulletin officiel* des 4 février et 29 avril 2010.

traiter en incise le phénomène de la mousson (19) ?

Avec la réforme Châtel, l'ensemble du programme est *"centré sur les questions de développement durable"* et s'intitule : *"Sociétés et développement durable"* (20). Le *"développement durable"*, concept politique et non scientifique, est le *"fil conducteur"* du programme, la *"démarche géographique"* est réduite à *"une contribution essentielle à l'éducation au développement durable"*, à tel point qu'on est en droit de se demander si la géographie n'est pas transformée en une branche de l'éducation civique dans son côté "bourrage de crâne". Le concept de *"développement durable"*, ou *"sustainable development"*, n'est pas en effet l'aboutissement de recherches scientifiques, mais l'invention en 1987 du Premier ministre norvégien, présidant sous mandat de l'ONU la *"commission mondiale sur l'environnement et le développement"* créée en 1983 par un vote de l'Assemblée générale de l'ONU. On peut s'inquiéter et s'interroger sur la pertinence géographique d'un concept politique élaboré et promu par des institutions et forces politiques qui organisent la privatisation systématique des services publics et des Etats pour les livrer à la loi de la "libre concurrence non faussée" des multinationales et du profit, empêchant toute gestion raisonnée des ressources de la planète.

Le programme comporte quatre thèmes, développés à partir de problématiques imposées et d'études de cas sous l'angle du développement durable, basé sur le trépied réussite économique-justice sociale-préservation de l'environnement. Les nouveautés appuient la problématique centrale avec un chapitre sur *"L'enjeu énergétique"* et un autre sur *« Les mondes arctiques, "une nouvelle frontière pour la planète" »*. Voici que la fonte des glaces ouvre des fronts pionniers, bien plus intéressants que les espaces montagnards, dont l'étude est supprimée, sans doute un des espaces considérés comme "inutiles" par l'ONU dans la mondialisation. On passe des *"sociétés face aux risques"* aux *"espaces exposés aux risques majeurs"* ; le fatalisme progresse.

3. Au cœur de la réforme Châtel, l'autonomie renforcée des établissements, permettant une déréglementation sans précédent et la remise en cause de la liberté pédagogique

La loi d'orientation Jospin du 10 juillet 1989, en rendant obligatoire pour chaque établissement scolaire un projet pédagogique propre, a imposé aux établissements publics le fonctionnement de l'école privée catholique.

Le décret du 4 février 2010 sur *"l'organisation et horaires de la classe de seconde (...)"* aggrave considérablement l'autonomie des établissements. Un cap est franchi. En supprimant tous les enseignements dédoublés ou en effectifs réduits définis nationalement (modules ; TP ; aide personnalisée) et en affectant *"une enveloppe horaire laissée à la disposition des établissements pour assurer des enseignements en groupe à effectifs réduits"*, dont le volume est *"arrêté par les recteurs sur une base de 10 h 30 par semaine et par division"* (article 5), **un tiers de l'horaire élève peut varier d'un établissement à l'autre !** Seule la demi-heure d'éducation civique juridique et sociale est "fléchée" dans ces 10 h 30. Chaque établissement devra choisir, dans le cadre de son projet propre contractualisé avec le rectorat, l'utilisation des 10 heures restantes, sachant qu'il est impossible de maintenir les dédoublements disciplinaires existants (soit 7 heures) et de dédoubler les enseignements d'exploration (deux fois 1 h 30 = 3 heures) ou l'ac-

(19) Toute étude des formes de relief et des climats a pratiquement disparu aussi en collège, si ce n'est à travers un des thèmes du programme de 6e, *"Habiter des espaces à forte contraintes"*, pour lequel les élèves doivent pouvoir *« "localiser et situer" les grands ensembles de relief et les principales zones climatiques de la planète »*.
(20) *Bulletin officiel* du 29 avril 2010.

compagnement personnalisé (2 heures) (21), activités prévues sur la base de groupes de 34 élèves : les professeurs, les disciplines, les établissements sont mis en concurrence, sur fond de suppression de la carte scolaire.

L'utilisation d'un tiers des heures d'enseignement pour les élèves dépendra donc de la partie pédagogique du projet d'établissement, élaboré par le conseil pédagogique et voté par la "communauté éducative" dans le cadre du conseil d'administration. La loi d'orientation Fillon de 2005 a consolidé la loi Jospin en créant un conseil pédagogique (22). Adossé à la réforme du lycée, le décret du 4 février 2010 sur l'*"organisation et fonctionnement des établissements publics locaux d'enseignement"* (EPLE) reprend ces éléments et vient préciser le mode de désignation des membres, les missions et le fonctionnement de ce conseil : les membres du conseil pédagogique sont nommés par le proviseur (article 3) *"parmi les professeurs volontaires"* (article 6), mais le nombre de professeurs le composant est *"arrêté en conseil d'administration"*. Les compétences du conseil pédagogique sont considérablement élargies. La définition d'une longue liste de compétences pédagogiques se conclut par l'affirmation qu'il *"5° Peut être saisi, pour avis, de toutes questions d'ordre pédagogique par le chef d'établissement, le conseil d'administration ou la commission permanente"*(article 6).

C'est la remise en cause de la liberté pédagogique des enseignants. Le conseil d'administration peut saisir le conseil pédagogique de toute question qui lui semble utile. Les membres du conseil pédagogique, nommés par le chef d'établissement à vocation de "contremaîtres", seraient en charge de superviser l'activité pédagogique de leurs collègues : la notation et l'évaluation, les groupes de compétences, le dispositif d'aide, de soutien et d'orientation, donc l'accompagnement personnalisé, l'utilisation d'un tiers des horaires, et peuvent proposer des expérimentations pédagogiques dérogatoires aux règles nationales. C'est donc aussi la porte ouverte à des formes internes à l'établissement d'évaluation pédagogique des enseignants eux-mêmes (23). Par ailleurs, à travers le conseil pédagogique proposant l'utilisation d'un tiers des horaires en seconde et le vote du conseil d'administration, le chef d'établissement aura la possibilité d'influer sur le service des enseignants par le choix des disciplines à amputer de leur dédoublement et la multiplication d'heures d'activité annualisées (enseignement d'exploration, accompagnement personnalisé).

Ainsi, la pédagogie n'est plus mise au service de l'enseignement de connaissances, mais mise au service du projet d'établissement. Les enseignants n'exercent plus leur liberté pédagogique dans le cadre républicain et laïque de programmes, d'horaires et de préparation à des diplômes nationaux, mais sont soumis au projet local d'établissement de la communauté éducative et à ses pressions.

Christophe Benoit

(21) L'aide est censée être assurée en dehors du cours et de la classe par *"l'accompagnement personnalisé"* à hauteur de *"72 heures annuelles par élève"*, comprenant *"des actions coordonnées de soutien, d'approfondissement, d'aide méthodologique et d'aide à l'orientation, pour favoriser la maîtrise progressive par l'élève de son parcours de formation et d'orientation. Il prend notamment la forme de travaux interdisciplinaires"* (article 7).

(22) *"Dans chaque établissement public local d'enseignement, est institué un conseil pédagogique. Ce conseil, présidé par le chef d'établissement, réunit au moins un professeur principal de chaque niveau d'enseignement, au moins un professeur par champ disciplinaire, un conseiller principal d'éducation et, le cas échéant, le chef de travaux. Il a pour mission de favoriser la concertation entre les professeurs, notamment pour coordonner les enseignements, la notation et l'évaluation des activités scolaires. Il prépare la partie pédagogique du projet d'établissement."*

(23) Comme l'indique la circulaire du 29 mai 2009 portant sur les missions des inspecteurs d'académie-inspecteurs pédagogiques régionaux et inspecteurs de l'Education nationale résultant d'un accord entre le ministère et les deux principaux syndicats d'inspecteurs : *"L'évaluation d'équipes disciplinaires ou pédagogiques, l'évaluation de niveaux ou de cycles, l'évaluation systémique d'unités éducatives sont des formes d'interventions qui viennent désormais placer l'inspection individuelle dans une perspective de véritable pilotage pédagogique"*, *"a vocation à être systématisée"* et s'exerce *"à l'échelle de la classe, de l'école ou de l'établissement, mais aussi sur des territoires plus vastes : circonscription du 1er degré, bassin, département, académie"*.

Andreu Camps : Le long combat pour le rétablissement de la mémoire historique

Le Conseil général du pouvoir judiciaire (CGPJ) a suspendu à l'unanimité le juge Garzon après la décision du magistrat Luciano Varela d'entamer contre lui une procédure pour avoir ouvert une procédure pénale à l'encontre des crimes du franquisme. C'est le dernier épisode d'un long processus, qui a eu comme point culminant la mort de Franco, le 20 novembre 1975, qui avait ouvert une situation prérévolutionnaire en Espagne. L'opération de la réforme du régime, dénommée *"la transition"*, a différé l'explosion révolutionnaire sans arriver à apporter une stabilité sérieuse au régime monarchiste actuel.

Pour le démantèlement des institutions héritées du franquisme

1. Le 14 mai 2010, le juge Baltasar Garzon était écarté de l'Audiencia Nacional (tribunal d'exception)

Rappelons que le 15 octobre 1977, les premières Cortès élues ont voté une loi d'amnistie (une véritable "loi du point final"), qui a ouvert la voie, quelques jours après, à la signature du pacte de la Moncloa entre les représentants de l'appareil franquiste et les dirigeants des principaux partis ouvriers et nationalistes, pacte qui a donné lieu à la restauration monarchiste, à la survie d'une grande partie de l'appareil franquiste en échange de la légalisation des partis et des syndicats, des élections aux Cortès et de l'élaboration d'une nouvelle Constitution.

Trente-trois ans plus tard, ce régime issu de la *"transition"* n'a apporté aucune réponse aux aspirations des travailleurs et des peuples, notamment le jugement des responsables des crimes franquistes et de la terrible répression pendant et après la guerre civile de 1936-1939, où des centaines de milliers de victimes ont été assassinées sans jugement ou jugées par des tribunaux d'exception, où il y a eu des centaines de milliers d'exilés, et dont les conséquences au niveau politique, social et économique, produits d'une dictature qui a semé la terreur durant presque quarante ans, sont incalculables.

La volonté de l'impérialisme nord-américain, de la bureaucratie du Kremlin, des partis de l'Internationale socialiste et des gouvernements européens, notamment celui de Giscard, a été d'empêcher que la mort de Franco ne donne lieu à l'ouverture d'une situation révolutionnaire qui aurait, après la révolution portugaise du 25 avril 1974, mis en danger la stabilité de l'ordre bourgeois dans toute l'Europe.

Le prix à payer pour les travailleurs et les peuples d'Espagne, c'était l'amnistie des franquistes et la préservation d'une bonne partie de leur pouvoir, de leurs privilèges et de leur parasitisme.

Trente-trois ans que les travailleurs et les peuples d'Espagne subissent le poids de cet appareil, qui conserve un contrôle absolu sur toute une série d'institutions de l'Etat, et notamment sur le pouvoir judiciaire.

L'écartement du juge Garzon est une simple anecdote, dans une certaine mesure prévisible depuis que, le 16 octobre 2008, ce juge s'est déclaré compétent pour enquêter sur les disparitions qui ont

eu lieu sous le franquisme. Il a donné suite aux dénonciations de 22 associations *"Pour la récupération de la mémoire historique"* et a autorisé l'exhumation de dizaines de milliers de cadavres répertoriés par ces associations comme des assassinats.

Le procureur de l'Etat espagnol s'y est alors opposé, ce qui a donné lieu à toute une série de procédures qui, pour l'instant, se sont conclues par la suspension de Garzon par le CGPJ, la plus haute instance du pouvoir judiciaire.

Tout cela pourrait apparaître comme un conflit y compris interne à l'appareil d'Etat. Il ne faut pas oublier que Garzon a siégé comme juge à ce tribunal d'exception, l'Audiencia Nacional (héritier direct du Tribunal d'ordre public franquiste), et qu'il a été le juge star antiterroriste, notamment contre les militants nationalistes basques.

L'aspiration des travailleurs et des peuples d'Espagne de démanteler une fois pour toutes cet appareil parasitaire, d'exiger le jugement des responsables des crimes, dont quelques-uns sont encore en vie et même à des postes de responsabilité publics et dans des partis (Parti populaire d'Aznar), et donc le rétablissement de la mémoire des victimes et l'annulation des procès franquistes, commence à s'exprimer massivement.

Par exemple, le 24 avril 2010, près d'une centaine de milliers de personnes ont défilé dans les rues de Madrid pour exiger l'annulation des procès franquistes et le rétablissement de la mémoire des victimes. Cette question, évidemment, met en cause tout le montage institutionnel mis en place après la mort de Franco et remet à l'ordre du jour les aspirations sociales et politiques qui ont été à l'origine de la révolution espagnole écrasée dans le sang par la guerre civile.

2. La loi d'amnistie du 15 octobre 1977 : une loi "de point final"

Cette affirmation exige qu'on en fasse la preuve. Rien de plus facile. Il suffit de lire les articles de la loi pour le démontrer. C'est que nous ferons. Mais avant cela, donnons quelques éléments pour expliquer comment cette loi a été adoptée.

En 1977, un puissant mouvement de masse menaçait de balayer les institutions de l'Etat héritées de la dictature. Le 24 janvier de la même année, un commando paramilitaire a pris d'assaut le cabinet d'avocats lié aux organisations ouvrières, tuant cinq d'entre eux. Ce fut ce qu'on appela la tuerie d'Atocha.

La nouvelle s'est répandue comme une traînée de poudre, la grève a débuté dans toutes les usines et établissements publics, notamment à Madrid. Le pays était au bord de la grève générale.

Santiago Carrillo, secrétaire général du PCE, encore dans la clandestinité, a négocié avec le ministre de l'Intérieur, Martin Villa, un enterrement public, massif, sans la présence de la police, mais sans aucun débordement. C'est ainsi que l'appareil du PCE encore dans la clandestinité a "encadré" le défilé de centaines de milliers de travailleurs qui accompagnaient l'enterrement.

Le PCE a alors démontré sa capacité de contrôle, mais l'accord avec le ministère ne se limitait pas à cela. En réalité, il existait déjà un accord avec le Premier ministre, Adolfo Suarez, qui prévoyait qu'en échange de la légalisation du PC, celui-ci s'engage à appuyer la restauration monarchiste et à renoncer au combat pour la République.

En avril 1977, le PC était légalisé, et, le 15 juin 1977, avaient lieu les premières élections aux Cortès. Ces élections, organisées avec une fraude gigantesque grâce à la "bienveillante" tolérance des directions du PC et du PSOE, ont donné une petite majorité aux partis néofranquistes. Mais les Cortès ont été le cadre dans lequel s'est conclu le pacte entre les représentants politiques de l'appareil franquiste, les dirigeants du PCE et du PSOE, et des partis nationalistes basques et catalans.

Une des premières questions abordées a été celle de l'amnistie, et avant tout celle des militants politiques encore emprisonnés. Le 15 octobre 1977, une loi d'amnistie a été votée presque à l'unanimité.

Il est significatif que le rapporteur de cette loi ait été Marcelino Camacho, secrétaire des Commissions ouvrières, membre du bureau politique du PC, emprisonné de longues années. En présentant la loi, il a déclaré : *"Nous avons enterré nos morts et nos rancœurs* (point final — NDLR). *A partir d'aujourd'hui, les crimes auront leur châtiment."* Camacho passait aux profits et pertes les 40 ans de dictature, mais par son "poids moral", il a facilité l'application de la politique contre-révolutionnaire de l'appareil stalinien international, qui, au nom de la coexistence pacifique, prônait en Espagne la réconciliation nationale.

Le journal *ABC* (16 octobre 1977), monarchiste traditionnel, ne se trompait pas quand il disait : *"L'agence soviétique Tass a pris connaissance avec satisfaction de l'approbation de la loi d'amnistie par le Parlement espagnol."*

Dans l'article 2 de cette loi, il est dit notamment au point e) : *"Les délits et fautes qui ont pu être commis par les autorités, fonctionnaires et agents de l'ordre public en raison ou à l'occasion d'enquêtes et de persécutions inclus dans la loi jusqu'à maintenant sont amnistiés."*

Cet article est à mettre en relation avec le début de l'article 1, qui stipule : *"Sont amnistié(e)s : a) toutes les activités politiques quel qu'en soit le résultat, considérées comme délits ou faute réalisées avant le 15 décembre 1976."*

Dans le point f) de l'article 2, on peut lire : *"Sont également amnistiés : les délits commis par les fonctionnaires et agents de l'ordre public contre l'exercice du droit des gens."*

Ainsi, non seulement les faits, mais les acteurs de ces faits sont amnistiés. C'est ce qu'expliquait le journal *El Pais* (16 octobre 1977) quand il écrivait : *"Les Cortès ont consacré la réconciliation nationale."*

Qui peut affirmer qu'il ne s'agit pas d'une loi de point final ? C'est tellement criant et évident que même l'ONU a admonesté par trois fois le gouvernement espagnol en raison de cette loi, notamment par trois rapports, le dernier en 2009, qui a demandé l'abrogation de la loi, car elle empêche d'enquêter sur les crimes du franquisme et constitue un obstacle aux exigences des familles des victimes.

Cette loi, ne l'oublions pas, a été prise pour modèle dans des pays d'Amérique latine comme l'Argentine et le Chili pour l'adoption de lois du même ordre, qui ont empêché à l'époque le jugement des responsables des crimes de la dictature. Cette loi a été récemment abrogée, notamment en Argentine, et une bonne partie des membres de la junte militaire ont pu être jugés et condamnés.

Pourquoi cela n'a-t-il pas été le cas en Espagne ? Parce que la loi d'amnistie de 1977 a ouvert la voie à des pactes de plus grande ampleur, notamment le pacte de la Moncloa, signé le 27 octobre 1977

3. Les pactes de la Moncloa, la Constitution monarchiste et le dernier avatar juridique : la loi de la mémoire historique (LMH) de 2007

L'adoption de la loi d'amnistie de 1977 facilite la signature du pacte de la Moncloa conclu le 25 octobre 1977. Cet article ne peut en analyser le contenu, mais doit le caractériser. Il constitue à tous les niveaux une réforme de l'appareil d'Etat franquiste, impliquant un pacte social, un pacte sur la restructuration de l'Etat qui se régionalise avec la restauration de la monarchie, un pacte politique de réforme des principales institutions de la dictature (par exemple, le Tribunal d'ordre public, sans aucune épuration, se transforme en Audiencia Nacional).

En échange du maintien de l'essentiel des institutions franquistes, a été introduite la légalisation des partis et des syndicats (avec un bémol très important, car ils sont subventionnés par l'Etat), l'élection aux Cortès, la liberté de la presse et le début du processus de régionalisation. Ce processus trouvera sa concrétisation

dans la Constitution élaborée après ce pacte et adoptée par référendum le 6 décembre 1978.

C'est en résumé le processus de la *"transition"*. Elle a été montrée comme exemple à l'échelle internationale de la transformation d'une dictature en démocratie. Selon la Banque mondiale à l'époque, le pacte de la Moncloa a été le premier pacte de ce type de l'époque contemporaine.

Répétons-le, même si nous n'y reviendrons pas, trente-trois ans après ce pacte, le constat est facile à établir : aucune des principales aspirations des travailleurs et des peuples qui se sont exprimées après la mort de Franco n'a reçu de réponse positive.

Au contraire : pour preuve, la décision du premier gouvernement Gonzalez (1982-1986) de rentrer dans l'OTAN et dans le Marché commun a transformé l'Espagne du point de vue militaire en instrument direct des opérations de l'impérialisme américain et du point de vue économique a accéléré le démantèlement industriel en rendant l'Espagne dépendante du tourisme, de la spéculation immobilière et de ce qu'on appelle les services.

Le fait que la crise capitaliste mondiale produise des effets plus accentués en Espagne est le produit de cela. Et c'est aussi pourquoi il y a un rapport direct entre l'effondrement économique et l'aggravation de tous les éléments de crise politique ralentis pendant des années. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre l'éclosion de revendications exigeant le rétablissement de la mémoire des victimes de la répression franquiste et le châtiment des coupables.

Depuis dix ans, des associations de défense de la mémoire historique se sont constituées pour exiger d'abord que toute la vérité soit faite. Cela concerne plusieurs éléments.

Il ne s'agit pas tellement des morts pendant les opérations militaires de juillet 1936 à avril 1939, même si, dans l'arrière-garde franquiste, les exécutions ont été sommaires, mais surtout de la répression qui s'est abattue sur le pays, par exemple les exécutions massives qui ont eu lieu jusqu'en 1951 et jusqu'à deux mois avant la mort de Franco, où il y a eu des condamnés à mort. Rappelons l'exécution de cinq militants accusés d'appartenir à ETA et au FRAP, le 27 septembre 1975.

165 000 disparus sans procès, enterrés dans les fossés

Les associations de la mémoire historique ont recensé 165 000 disparus sans procès, donc enterrés dans les fossés au bord des routes. Elles ont même établi une première carte de centaines de fossés. Elles ont recensé environ 30 000 enfants kidnappés et donnés à d'autres familles. Sans parler d'environ un million d'exilés, produits de la guerre.

Le régime a instauré des dizaines de camps de travail. Entre deux et trois millions de citoyens ont subi ces camps de travail. L'endroit où est enterré Franco, le Valle de los Caidos, a été construit par des prisonniers, dont 34 000 sont morts.

On ne s'étendra pas sur les conséquences d'un régime qui a écrasé les peuples d'Espagne pendant quarante ans. Revenons à l'actualité.

Lors de la première élection du gouvernement Zapatero, en mars 2004, une des promesses électorales avait été l'élaboration d'une loi sur la mémoire historique essayant de répondre aux aspirations des familles des victimes. Cette loi, après de longues tractations, a été adoptée le 26 décembre 2007.

Il est important de l'analyser. Tout d'abord, dans l'exposé des motifs, il est dit : *"Cette loi est inspirée par l'esprit de réconciliation et de concorde, de respect du pluralisme et de la défense pacifique de toutes les idées qui a guidé la transition et qui a permis de nous doter d'une Constitution, celle de 1978."*

De toute évidence, cette loi est dans la continuité avec toutes les dispositions prises pour préserver l'appareil franquiste.

Dans les articles de la loi, l'article 3 est essentiel : ***"Article 3 : déclaration d'illégitimité.*** *1) Sont déclarés illégitimes les tribunaux et tout organisme pénal ou administratif qui, pendant la guerre, aurait été constitué pour imposer pour des raisons politiques, idéologiques ou de*

croyances religieuses des condamnations ou des sanctions à caractère personnel comme d'autres décisions. 2) Sont déclarés contraires au droit (...), en tout cas illégitimes, le tribunal de répression de la maçonnerie et du communisme, le tribunal d'ordre public, ainsi que les tribunaux sur les responsabilités politiques et les conseils de guerre. 3) Sont déclarés illégitimes également les sanctions et condamnations prononcées par ces tribunaux."

Illégitimes, mais pas illégales

Le cœur de cette loi de 22 articles, 9 annexes et 3 dispositions se trouve dans ces lignes, qui déclarent illégitimes, mais pas illégales, la répression franquiste et ses institutions.

Ainsi, cette loi ferme la voie à toute possibilité de procès contre le franquisme et préserve la continuité de l'appareil franquiste.

Quelques exemples : le président de la Generalitat sous la République (1934-1939), Lluis Companys, exilé en France après la guerre civile, arrêté par les troupes d'occupation allemandes, a été livré au régime franquiste par la Gestapo, jugé, condamné à mort et exécuté le 15 octobre 1940.

Aujourd'hui, la famille de Companys exige l'annulation du procès, donc le rétablissement de sa mémoire. En application de la loi de la mémoire historique, cela est impossible.

Le 2 mars 1974, a été exécuté Salvador Puig Antich, jeune anarchiste accusé sans preuves d'avoir tué un policier. Aujourd'hui, sa famille a tenté de faire réviser et annuler le procès. Impossible, la loi de la mémoire historique l'en empêche.

Nous pourrions multiplier les exemples. L'annulation des procès franquistes met en cause tout l'appareil judiciaire, qui, même réformé, reste intact. Même le Code pénal (article 62) permet d'accuser de terrorisme tous ceux qui se mettent en grève.

Pas plus tard que le mois dernier, une vingtaine de travailleurs de l'aéroport du Prat, à Barcelone, ont été condamnés sur la base de cet article.

L'alternative politique ouverte après la mort de Franco, rupture ou réforme, et qui s'est soldée momentanément par la réforme, se repose donc trente-cinq années plus tard. La récupération de la mémoire des victimes et la réponse à l'exigence des familles participent de ce combat.

4. Honorer la mémoire des militants antistaliniens victimes de la répression pendant et après la guerre

Un des chapitres les plus oubliés de toute cette période a été la répression stalinienne organisée sous le gouvernement du Front populaire en Espagne.

Seuls les militants de la IVe Internationale et des cercles proches du POUM d'Andreu Nin ont essayé de défendre la mémoire des victimes de la répression stalinienne. En effet, l'histoire officielle, tant du côté franquiste que du côté républicano-stalinien, a été l'utilisation de la calomnie. Pour les uns, ces militants faisaient le jeu du fascisme, et, du côté franquiste, il s'agissait de révolutionnaires dégénérés.

Cette version des faits est maintenue jusqu'à ce jour. Nous en donnerons quelques exemples. Rappelons quelques faits historiques.

Le 3 mai 1937, un détachement de la police républicaine sous commandement stalinien a pris d'assaut le bâtiment de la Telefonica, à Barcelone, alors sous contrôle ouvrier, dans l'objectif d'en finir avec tous les éléments de pouvoir ouvrier qui existaient dans l'Espagne républicaine, notamment en Catalogne. La réponse ouvrière à cette provocation stalino-bourgeoise fut un véritable soulèvement ouvrier et populaire. Cette provocation stalinienne s'est soldée par 500 morts, des milliers d'arrestations, intégrant des militants du POUM, mais aussi de la CNT, des Jeunesses socialistes et du PSOE. Ceux que les détails intéressent peuvent

lire notamment la synthèse faite par Luis Gonzales dans le livre *Le Trotskysme en Espagne,* édité en avril 2006.

La répression s'est ensuite déchaînée avec l'arrestation de tout le comité exécutif du POUM le 15 juin, la torture jusqu'à la mort d'Andreu Nin et l'assassinat d'autres militants anarchistes, trotskystes ou poumistes comme Kurt Landau, Erwin Wolf, Moulin, Camilo Berneri, dirigeant des Amis de Durriti, et bien d'autres.

Une campagne contre l'"hitléro-trotskysme"

Dans cette répression et dans les persécutions qui se sont poursuivies après la guerre, notamment dans les camps de rétention en France, l'appareil du Kremlin a bénéficié du soutien actif du PC espagnol, de sa branche catalane, le PSUC, qui s'était lancé depuis le début de l'année 1937 dans une campagne contre l'"hitléro-trotskysme", suivant les ordres de Staline dont l'appareil avait décidé d'organiser campagnes et purges au niveau international.

Ce sont des faits historiques. Beaucoup d'intéressés essaient aujourd'hui de les passer sous silence, de se dégager de leurs responsabilités et même de les justifier. Nous en donnerons deux exemples.

Plusieurs des membres de l'école historiographique britannique, suivant sans doute la politique du gouvernement britannique de l'époque, ont soutenu directement ou indirectement le régime franquiste, y compris le putsch militaire de juillet 1936. Ainsi, l'historien Stanley Payne, auteur d'une biographie de Franco, s'est attaché à calomnier Andreu Nin, entre autres dans un article publié le 23 mars 2008 dans le journal monarchiste *ABC,* de Madrid .

Une lettre envoyée à *ABC*

L'historien Josep Antonio Pozo a rétabli la vérité dans une lettre envoyée à *ABC*, où il souligne :

« Ce n'est pas la première fois — et ce ne sera sans doute pas la dernière — qu'au détour d'une réflexion sur la nécessité de dépasser certaines routines dans la recherche historique, on finisse par commettre de véritables erreurs historiques. L'article de Stanley Payne publié par ABC *le 23 mars dernier au sujet du concept de mémoire historique en est un bon exemple.*

Il est de notoriété publique que Payne, "hispaniste", membre de l'Académie royale espagnole d'histoire, se range parmi ceux qui défendent le gouvernement Bush, a pris des positions pour la défense de la République avant de se tourner vers d'autres positions, l'amenant, par exemple, à faire l'éloge des œuvres d'un propagandiste réactionnaire tel que Pio Moa au sujet de la république et la guerre civile.

Bien entendu, il a tout à fait le droit de penser comme bon lui semble, y compris de croire que le gouvernement de Rodriguez Zapatero "a été le pire de toute la démocratie" *parce qu'il est faible face aux nationalistes (*La Razon*, 30 janvier 2005). Affirmation qui, soit dit en passant, après les gouvernements Aznar — par exemple —, démontre clairement où vont les sympathies de son auteur.*

Mais ce ne sont pas ses sympathies politiques qui nous amènent à répondre à l'article précédemment cité. C'est la manière dont il prétend réviser les prétendus mythes et légendes de la guerre civile, qui, selon lui, empêchent de connaitre la vérité historique. Il n'y aurait rien à redire si tel était réellement le but. Les résultats en seraient sans doute discutables. Mais disons rapidement que l'on peut difficilement s'engager dans une telle entreprise en utilisant un nombre important de stéréotypes ou de formules qui rappellent ceux utilisés par le franquisme pour justifier le "Soulèvement" et la "Croisade". Il est à supposer qu'il sait pourquoi il le fait, même s'il est facile de deviner dans quel but il le fait.

Pour donner un exemple du caractère pernicieux de la permanence de certains "mythes", il cite le cas de l'assassinat d'Andreu Nin, qui a trouvé un regain d'actualité avec la découverte de restes humains à Alcala de Henares qui correspondent probablement à ceux du dirigeant du POUM.

Il est particulièrement éclairant de vérifier combien le point de vue de Payne

coïncide avec celui de quelques dirigeants staliniens de l'époque, et avec celui d'autres personnes que nous qualifierons de défenseurs de "l'ordre", qui, depuis longtemps, ont reconnu la séquestration et l'assassinat d'Andreu Nin, ont condamné en les qualifiant d'erreurs l'élimination physique du révolutionnaire, ainsi que la campagne de calomnies contre le POUM, qui n'a pas de précédent dans l'histoire contemporaine de l'Espagne.

Mais il en est parmi eux qui ont condamné moralement l'assassinat de Nin... pour ensuite le justifier politiquement. C'est ce que fait Payne, et de façon plus explicite encore. En effet, selon sa logique, si Nin prétendait instaurer un "régime terroriste et totalitaire" *comme celui qu'inspirait la* "première Union soviétique de Lénine", *son assassinat, bien que condamnable moralement, était justifié politiquement pour éviter des maux plus importants.*

C'est-à-dire, comme il l'écrit lui-même : "Les Soviétiques ont traité Nin plus ou moins de la façon dont les partisans du POUM avaient traité des milliers d'Espagnols et pensaient traiter le pays entier si par miracle il avait pris le gouvernement de l'Espagne." *Pareil raisonnement se passe de tout commentaire.*

"Quelqu'un qui soutient la politique de Bush"

En réalité, il ne doit pas étonner venant de quelqu'un qui soutient la politique de Bush et qui est familier de la doctrine des dommages collatéraux, une version moderne de la formule jésuitique (la fin justifie les moyens) que, souvent, la pensée réactionnaire attribue hypocritement aux révolutionnaires afin de démontrer leur supposé manque de scrupules.

Pour compléter sa réflexion, Payne utilise un certain nombre de stéréotypes que l'historiographie la plus récente — celle fondée sur l'utilisation d'une abondante documentation et sur son étude scientifique, et non sur des idées toutes faites ou de prétendues révisions qui ne servent en réalité qu'à masquer des objectifs plus ou moins avouables (comme celle de Pio Moa, par exemple, qui justifie le coup d'Etat de juillet 1936) — a largement réfutés.

Sa mention du fait que le POUM "était d'accord avec l'aile la plus extrémiste de la CNT-FAI pour donner la totale priorité à une révolution violente et totale, rejetant la guerre civile au second plan", *est aussi éculée qu'inexacte. D'abord, qui formait l'aile la plus extrémiste de la CNT-FAI ?*

Payne parle-t-il d'hommes tels que Garcia Oliver, qui après avoir contribué à liquider le comité central des milices antifascistes de Catalogne, devint ministre de Justice du gouvernement de la République ?

Sans doute Payne ignore-t-il que ce qu'il nomme "l'aile la plus extrémiste de la CNT-FAI" *était précisément celle qui a fait le plus d'efforts pour en finir avec la révolution et avec tous les éléments ou symboles qui l'identifiaient.*

Il est de notoriété publique que dans le propre camp républicain, déjà à l'époque, il y avait des forces intéressées au fait de faire apparaître le POUM, dans un premier temps, comme un parti "ultra-révolutionnaire", que l'on associait aux "incontrôlables" de la CNT et qu'on rendait responsable de tout type de provocations. Le stalinisme espagnol a beaucoup fait pour faire naître cette idée, jusqu'au moment où il l'a remplacée directement par l'immonde calomnie qui associait le POUM au fascisme. Mais il y a pire.

Est-il possible qu'aujourd'hui encore, quelqu'un que l'on dit connaisseur des faits continue de répéter des mensonges comme, par exemple, le fait que le POUM et les secteurs "extrémistes" du mouvement libertaire n'auraient absolument pas été préoccupés par la guerre ? Cette affirmation ne fait-elle pas partie de certaines "légendes" intéressées ? D'une certaine manière, il faudrait dire ici que pour des gens que la guerre n'intéressait pas, la CNT et le POUM se sont vraiment dépêchés d'envoyer des milliers de volontaires au front dès les premiers jours du conflit.

Payne sait tout cela, mais il répète l'idée reçue classique qui attribue aux partis de la révolution un intérêt nul pour

la guerre, qu'ils auraient reléguée au second plan. En réalité, il n'y eut personne dans le camp républicain pour poser ainsi les questions. Ni le POUM ni aucun autre secteur. En revanche, il y eut bien une résistance des masses à accepter la thèse officielle — soutenue par des républicains, les staliniens et les socialistes de droite — selon laquelle il fallait renoncer à la révolution comme seule façon de gagner la guerre.

"Staline a décidé d'éliminer le POUM"

Le POUM a essayé — il est vrai timidement — de représenter cette opinion. Il ne fut au demeurant pas le seul. A un certain moment, le POUM est devenu la cible la plus facile à abattre. Staline a décidé d'éliminer le POUM — avec le soutien nécessaire des staliniens espagnols, question à laquelle, il est vrai, Payne ne fait pas la moindre allusion — parce qu'il ne voulait pas qu'une révolution ouvrière l'emporte en Espagne. Il ne s'agissait pas d'un combat pour assurer l'hégémonie du PCE, mais de faire avorter toute possibilité que cela puisse aller dans une direction non souhaitée, qui commençait d'ailleurs à se manifester au sein de quelques organisations. C'est pour cela que la répression qui s'est déchaînée postérieurement aux "événements de mai" a été au-delà du POUM, frappant surtout des militants du mouvement libertaire.

Dans sa volonté de discréditer la révolution, Payne a recours, comme nous l'avons dit, à quelques idées reçues. Il s'est joint sans aucune réserve au phénomène de l'historiographie "révisionniste" qui fait référence aux études sur la république et la guerre civile. Une "mode" qui, comme l'explique parfaitement Francisco Espinosa, prétend "ajuster l'histoire du passé aux souhaits de la droite actuelle" (*Le Phénomène révisionniste, ou les fantômes de la droite espagnole). Cependant, pour justifier l'assassinat de Nin, il n'est pas nécessaire de répéter de vieilles antiennes. Il suffit de s'approprier les arguments staliniens de l'après-guerre.*

Pour Payne, Nin n'est pas un martyr auquel il faut rendre hommage. Mais pour ceux qui connaissent la "mémoire" que l'histoire nous enseigne, pour les milliers de jeunes qui commencent à la connaître, le personnage de Nin est sans doute bien au-dessus des hommes politiques qui ont la sympathie de Payne.

29 mars 2008. Josep Antoni Pozo, historien »

Le Front populaire a ouvert la porte à Franco

Il est intéressant de voir comment d'anciens dirigeants staliniens de l'époque justifient encore aujourd'hui la répression anti-ouvrière de 1937. Un acteur d'exception de cette période a été Santiago Carrillo. En janvier 1937, il est élu au bureau politique du PCE, représentant les Jeunesses socialistes unifiées. Il connaît parfaitement et participe à la campagne antitrotskyste, campagne qui se concentre contre les conquêtes ouvrières et démocratiques de l'Espagne républicaine. Il ne peut donc ignore les conditions dans lesquelles Andreu Nin et ses camarades ont été assassinés ou arrêtés.

Et pourtant, dans ses *Mémoires,* en tout cas dans la version de décembre 1993, il écrit :

« Le putsch de mai 1937 (ce qui signifie que, pour lui, c'est le POUM qui a organisé le putsch — NDT) *a fini par donner consistance au dossier antitrotskyste en Espagne. Il semblait confirmer de façon pratique l'accusation de connivence entre trotskysme et fascisme. Le fait qu'en pleine guerre contre Franco, une fraction de notre armée et à l'arrière-garde ait pris les armes et entamé une guerre à l'intérieur même du camp républicain était "objectivement" une aide à Franco. Après, les faits se sont éclaircis et la conclusion a été que la mort de Andreu Nin était un assassinat.*

Mais il ne faut pas oublier qu'au moment des faits, l'opinion publique a accepté la thèse que c'était un soulèvement réalisé en accord avec Franco pour casser la résistance républicaine et que le chef du POUM a déserté vers le camp ennemi. L'indignation qu'a provoquée le

putsch semblait confirmer tout le raisonnement officiel soviétique sur le trotskysme. Personnellement, moi, et tous ceux qui étaient en rapport avec moi, étions convaincus. »

Vieille canaille ! Lui qui a été un des rédacteurs du Pacte de la Moncloa, de la réconciliation avec les franquistes n'hésite pas en dernière instance, au nom de la défense de l'ordre bourgeois et monarchiste, à poursuivre la campagne de calomnies contre les militants ouvriers qui ont essayé d'être fidèles à leur classe.

A la lumière de ces faits, on comprend mieux la conclusion politique majeure que la IVe Internationale à l'époque et Trotsky lui-même ont tirée de la révolution espagnole : le Front populaire a ouvert la porte à Franco.

•
• •

L'épouvantable crise que subit aujourd'hui l'Espagne à l'instar de tous les pays d'Europe, produit de la crise mondiale du système capitaliste, pousse à faire ressortir toutes les questions politiques non réglées que la Révolution espagnole de 1931-1937 a mises à l'ordre du jour, que la dictature de quarante ans a écrasées et que la *"transition"* a étouffées.

Le combat pour toute la mémoire historique fait partie du combat d'émancipation des travailleurs et des peuples d'Espagne.

Andreu Camps

La mobilisation dans les usines à Barcelone, le 3 mai 1937, après la prise d'assaut du bâtiment de la Telefonica par un détachement de la police républicaine sous commandement stalinien.

Une victime collatérale : le fils oublié de Léon Trotsky

Serge Sedov.

"Anéantir jusqu'à son dernier membre la vermine trotskyste"

LÉON TROTSKY a eu deux filles et deux fils : Nina, morte de la tuberculose en 1928, Zina, qui se suicide en 1933 à Berlin, Léon Sedov, parti en exil avec lui, qui milita à ses côtés et fut assassiné par le Guépéou en février 1938 dans une clinique parisienne dirigée par un ancien médecin du Goulag, connu entre autres par la biographie que Pierre Broué lui a consacrée, et enfin Serge, dont on ne parle à peu près jamais.

Un ingénieur apolitique

Lorsque Staline fit expulser Trotsky à l'étranger en février 1929, Serge décida de rester en Union soviétique. Il avait bien, en 1928, communiqué quelques tracts de l'Opposition unifiée à quelques connaissances, mais le cirque et la gymnastique l'intéressaient beaucoup plus que la politique. Enfant, il avait un moment rêvé de devenir artiste de cirque. Puis, il se passionna pour les mathématiques et la technique, suivit les cours de l'Institut de mécanique de Moscou en se spécialisant dans l'automobile, puis dans l'énergie thermique, et obtint son diplôme d'ingénieur.

Certes, losrqu'on avait chassé son père de Moscou vers Alma-Ata, au fin fond du Kazakhstan, et qu'un policier du Guépéou avait saisi son frère au collet, Serge avait magistralement giflé le policier, mais le geste était plus familial que politique. Il n'avait jamais eu vraiment d'activité militante, même si, par une sorte de piété filiale, il avait communiqué quelques tracts de l'Opposition de gauche... à des militants de cette dernière. Aussi préféra-t-il rester en Union soviétique. Trotsky lui dit adieu à Odessa, où il fut embarqué de force vers la Turquie. Serge ne se sentait en rien menacé et Trotsky ne pensait pas que son fils cadet courût le moindre danger, puisque ses centres d'intérêts étaient ceux d'un ingénieur et non ceux d'un militant.

Nul ne prévoyait alors la vague de terreur qui allait s'abattre sur l'URSS après la collectivisation forcée, la déportation massive des prétendus koulaks, la famine de l'Ukraine et du Kazakhstan en 1932-1933, l'assassinat provocateur du premier secrétaire du PC de Leningrad, Kirov, puis les premiers procès de Moscou. Seul peut-être Boukharine, qui traita alors en privé Staline de Gengis Khan, le pressentait.

En février 1932, par décret, Staline déchoit de la nationalité soviétique Trotsky et les membres de sa famille qui l'ont accompagné ou rejoint à l'étranger. Serge, toujours en Union soviétique, échappe à cette mesure.

Au cours de l'été 1934, Serge, qui a peu avant quitté sa première femme, Olga

Grebner, épouse la jeune Henriette Finkelstein, dont il est éperdument amoureux. Ce bonheur personnel ne dure guère. Dans la nuit du 3 au 4 mars 1935, sous la direction personnelle de son chef, Iagoda, le NKVD (ancien Guépéou) arrête Serge Sedov et confisque les rares documents et les photos que son père lui avait laissés.

Les lettres que Trostky et sa femme envoient à Serge Sedov leur reviennent alors. Ils s'inquiètent vite. Dans le journal qu'il est contraint de tenir, faute d'activité, dans son exil forcé de l'Isère, Trotsky note en date du 2 avril 1935 : *"De mon fils cadet Serioja, professeur à l'Institut technologique, il n'arrive plus de lettres. Dans la dernière, il écrivait que je ne sais plus quels bruits alarmants couraient dans son entourage. Apparemment, lui aussi a été déporté de Moscou (...). Mon fils cadet Serioja, à la différence de l'aîné et en partie par opposition directe contre lui, avait tourné le dos à la politique dès l'âge de douze ans : il s'occupait de gymnastique, se passionnait pour le cirque ; il voulut même devenir artiste de cirque, puis s'intéressa aux disciplines techniques, travailla beaucoup, devint professeur, écrivit récemment en collaboration avec deux autres ingénieurs un ouvrage sur les moteurs. S'il est vrai qu'il a été déporté, c'est exclusivement pour des motifs de vengeance personnelle : il ne pouvait pas y avoir de raisons politiques"* (pp. 90-91).

Trotsky ne perçoit pas encore que le nom de son fils peut servir contre lui en le mêlant à une provocation. Le surlendemain, il note en effet : *« Déclarer que Serioja travaillait "sur les indications de services d'espionnage étrangers" ? C'est trop grotesque, cela révèle par trop crûment le mobile de vengeance personnelle, c'est trop fortement compromettre Staline personnellement »* (pp. 96-97).

Ce qui paraît grotesque en 1935 deviendra banal après le premier procès de Moscou, en août 1936.

Trotsky note alors les conditions d'existence de son fils comme *"illustration des conditions d'existence à Moscou : Serioja s'était marié jeune ; ils vécurent, sa femme et lui, plusieus années dans une chambre qui leur était restée de notre appartement, après notre déménagement du Kremlin. Il y a un an, Serioja s'est séparé de sa femme, mais faute de logement libre ils ont continé à vivre ensemble jusqu'aux derniers jours... Il est probable maintenant que le Guépéou a consommé leur divorce en les déportant chacun de leur côté"* (*Journal*, p. 91).

Le 4 avril, il note : *« Toutes les "misères" courantes de la vie personnelle sont passées au second plan derrière notre anxiété pour Serioja, A. L.* (son ancienne femme) *et les enfants. »*

Une demi-grâce étonnante et inexplicable

Lors de son interrogatoire, l'enquêteur du NKVD l'accuse d'abord d'avoir détenu *"un document contre-révolutionnaire dirigé contre le camarade Staline"*, mais surtout l'interroge sur un de ses anciens amis, le trotskyste Boris Nicolaievitch Rosenfeld. Il ajoute : *"Boris Rosenfeld, arrêté dans l'affaire de la préparation d'un attentat contre le camarade Staline, a déclaré qu'il se préparait à assassiner ce dernier avec votre aide."* L'accusation, fantaisiste, est grave. Serge Sedov la nie, mais le NKVD l'accuse néanmoins d'avoir appartenu à *"une organisation terroriste contre-révolutionnaire"* : il est d'abord condamné le 14 juillet à cinq ans de déportation dans le camp des îles Solovki, au nord d'Arkangelsk. Pour un attentat même imaginaire contre Staline, la sanction est modérée ; mais une semaine plus tard, cette condamnation est remplacée par une peine beaucoup plus légère : un exil de trois ans à Krasnoiarsk (dans la ville même de Krasnoiarsk, et non, comme d'habitude, à l'intérieur de son vaste territoire). Sedov ne s'interroge pas sur cette étrange mansuétude. Il passe quelques semaines en prison, puis, libre de ses mouvements, peut chercher un emploi et louer une chambre où il espère recevoir sa femme.

Par cette demi-grâce étonnante et inexplicable au regard des accusations portées contre lui, Staline a-t-il préparé la provocation suivante ? C'est possible, sinon probable : interné dans le camp des

Solovki, Serge Sedov aurait pu difficilement être accusé de sabotage (sabotage de quoi, en effet, dans un camp ?). Lui permettre de retrouver du travail dans une usine après un petit séjour en prison ouvre de plus vastes possibilités de provocation. Sa femme, Henriette, bientôt enceinte d'une petite fille qu'il ne verra jamais, vient le voir en septembre 1935. Ce même mois, il est embauché comme ingénieur à l'usine de construction mécanique de Krasnoiarsk (Krasmach ou Kraswagonmach) ; Serge Sedov était l'un des auteurs d'un livre sur les moteurs gazogènes, le genre même de moteurs que Krasmach devait construire : Sedov tombe à pic ! C'est lui qui organise la fabrication des deux moteurs. Il participe aussi aux matchs de football organisés dans l'usine. Le directeur l'apprécie. Il le paiera de sa vie, lui aussi.

Le premier procès de Moscou, qui va condamner à mort les seize accusés (dont Zinoviev, ancien président de l'Internationale communiste, et Kamenev, ancien membre du buureau politique et ancien président du soviet de Moscou), s'ouvre le 19 août 1936. Deux mois auparavant, en juin 1936, alors même que la préparation du procès tirait à sa fin, sans que personne n'en devine rien, le NKVD arrête Serge Sedov. Le directeur de l'usine, Soubbotine, a l'audace de faire payer à sa femme Henrietta les sommes dues à son mari : il paiera de sa vie cette audace et le recrutement de Serge Sedov.

"Le fils de Trotsky, Serge Sedov, a tenté d'empoisonner les ouvriers"

Le 27 janvier 1937, la *Pravda* publie un article retentissant sous le titre : *"Le fils de Trotsky, Serge Sedov, a tenté d'empoisonner les ouvriers."* On y lit des déclarations enflammées de "travailleurs" indignés, qui se sont succédé des heures durant à la tribune pour annoner des discours préparés par le Guépéou-NKVD qui accusent Serge Sedov : *"Ce digne rejeton de son père vendu au fascisme a tenté d'empoisonner un grand groupe d'ouvriers avec le générateur de gaz."* On y apprend que *"Trotsky, le méprisable agent du fascisme international, a lancé ses ignobles tentacules"*. De nombreux orateurs dénoncent *"toute une série de faits de sabotage des dégénérés trotskystes, qui s'étaient retranchés dans la production. Dans les ateliers de l'usine, les machines étaient installées de façon délibérément incorrecte, les investissements étaient gaspillés, les ensembles les plus complexes mis hors de fonctionnement, la ventilation avait été détruite."* La fabrication de ces discours par le NKVD est aussi manifeste que grossière : les ouvrtiers envoyés à la tribune répètent les litanies policières sans qu'aucun d'eux ne fasse même mine d'avancer quelque chose qui ressemble à un témoignage en disant : j'ai vu Serge Sedov faire ceci ou cela ; le NKVD n'y a pas pensé. Aucun des orateurs ne juge nécessaire d'inventer un pseudo-témoignage pour donner quelque consistance à la dénonciation rituelle. Bref, ils ne doivent guère croire au roman qu'on leur fait débiter...

Le meeting adopte enfin à l'unanimité une résolution demandant *"aux organes du NKVD de nettoyer l'usine des épigones de l'agence trotskyste et de démasquer les complices directs de cette saloperie fasciste"*, affirme son amour *"du père bien aimé des peuples de l'URSS, le camarade Staline"*, et *"exige avec insistance de la Cour suprême qu'elle anéantisse jusqu'à son dernier membre la vermine trotskyste du centre trotskyste antisoviétique"*.

Elle est entendue : le 29 octobre 1937, en quinze minutes, au cours d'une audience à huis clos, la session ambulante du collège militaire de la Cour suprême de l'URSS accuse Serge Sedov d'avoir été *"depuis 1928 un participant actif du réseau trotskyste clandestin, d'avoir créé en 1935 en collaboration avec l'agent des services de renseignement allemands Schaube dans l'usine de construction de wagons de Krasnoiarsk une organisation terroriste d'espionnage et de sabotage, dont les membres, sous la direction de Sedov, ont engagé un travail de sabotage et de diversion, visant à désorganiser et à interrompre la production, et se prépa-*

raient aussi à incendier l'atelier de construction mécanique. De plus, Sedov a assuré personnellement la direction de l'activité terroriste de l'organisation en constituant un groupe spécial destiné à préparer des attentats contre les dirigeants du Parti communiste de l'URSS et du pouvoir soviétique."

Elle le condamne à être fusillé. Serge Sedov a refusé de s'avouer coupable de quoi que ce soit ! La sentence ne peut faire l'objet d'aucune procédure d'appel, conformément à un décret imposé par Staline le 1er décembre 1934 quelques heures après l'assassinat de Kirov. Il est fusillé le soir même, à minuit. Sa femme est condamnée au Goulag. Les parents de cette dernière, qui recueillent sa fille, seront arrêtés en 1951. La mort de Staline les sauvera.

Le volume publié par Memorial avec le concours de la fille de Serge Sedov, Ioulia, qui a quitté l'URSS en 1979, contient en particulier les lettres que Serge a adressées à sa femme entre août et décembre 1935 de la prison de Krasnoiarsk, où il a passé plusieurs semaines, puis de la petite chambre qu'il a fini par pouvoir louer et où il la recevra plus tard. On y découvre un homme à la fois plein de tendresse et d'humour. Ainsi, une fois, il note, fataliste : *"Les circonstances sont plus fortes que nous."* Sa femme demande un passeport (c'est à-dire une carte d'identité), mais il s'interroge. Si on le donne pour trois ans, doit-elle le prendre ? Il en doute, lui écrit-il, car *"tempora mutantur et nos mutamur in ilis"*. Ce scepticisme amusé suggère que, comme des millions d'hommes et de femmes, il ne s'attend pas au déchaînement de la terreur qui va l'emporter avec tant d'autres. Son seul crime était son nom, mais ce nom était trop lourd à porter pour que Staline le laisse en vie.

L'interrogatoire de Serge Sedov (4 mai 1935)

QUESTION : La perquisition a permis de découvrir chez vous un document contre-révolutionnaire dirigé contre le camarade Staline. De qui l'avez-vous reçu ?

Réponse : Ce document a été manifestement reçu par mon père, L. D. Trotsky, puisqu'il était conservé parmi ses papiers.

Question : A qui avez-vous montré ce document ?

Réponse : Je n'ai montré ce document à personne et je l'ai vu pour la première fois dans les papiers de mon père pendant la perquisition.

Question : Connaissez-vous Boris Nicolaievitch Rosenfeld ?

Réponse : Oui, je le connais. Je le connais depuis l'enfance. Je me suis lié étroitement avec lui dans les années 1927-1928.

Question : Que savez-vous des opinions politiques de B. N. Rosenfeld ?

Réponse : Je sais que B. N. Rosenfeld est trotskyste.

Question : Avez-vous fourni à B. N. Rosenfeld de la littérature trotskyste illégale ?

Réponse : Dans les années 1927-1928, j'ai transmis à B. N. Rosenfeld ce que l'on appelait la "plate-forme". Je lui ai peut-être transmis d'autres documents trotskystes illégaux, mais aujourd'hui je ne m'en souviens pas précisément.

Question : Et après 1928, avez-vous transmis à B. N. Rosenfeld des documents trotskystes illégaux ?

Réponse : Non, après le jugement de 1928, je n'ai pas transmis à Rosenfeld de documents trotskystes illégaux.

Question : Avec lequel des individus qui mène un travail trotskyste illégal avez-vous maintenu la liaison jusqu'à votre arrestation ?

Réponse : Jusqu'à 1928 inclus, j'ai mené un travail trotskyste actif, en remplissant diverses missions confiées par mon père, L. D. Trotsky. Après 1928, je n'ai mené aucune travail illégal et je n'ai pas rencontré d'individus menant un tel travail.

Question : Vous ne dites pas la vérité. Vous avez discuté avec B. N. Rosenfeld des méthodes pratiques de lutte contre la direction du VKP(b) après 1928. L'instruction vous propose de donner une réponse correcte.

Réponse : Je ne me souviens pas avoir mené de telles discussions. Il est possible qu'au début de 1929 j'aie eu avec B. N. Rosenfeld des discussions trotskystes, mais nous n'avons pas déterminé de moyens de lutter contre la direction du VKP(b).

Question : Lors de vos conversations avec B. N. Rosenfeld, avez-vous manifesté une attitude hostile à l'égard du camarade Staline ?

Réponse : Non, je ne l'ai pas fait, car je n'ai jamais nouri de sentiments hostiles à l'égard de Staline personnellement.

Question : Vous donnez des réponses consciemment mensongères. Boris Rosenfeld, arrêté dans l'affaire de la préparation d'un attentat contre le camarade Staline, a déclaré qu'il se préparait à assassiner ce dernier avec votre aide. L'instruction vous invite à fournir des dépositions honnêtes.

Réponse : Je n'ai jamais évoqué l'assassinat de Staline avec Boris Rosenfeld.

Un article de la *Pravda* (27 janvier 1937) *"Le fils de Trotsky, Serge Sedov, a tenté d'empoisonner les ouvriers"*

DANS l'atelier de forge de la grande usine de constructions mécaniques Serebrovski, de Krasnoiarsk, s'est tenu aujourd'hui un meeting massif de l'ensemble de l'usine, qui a duré plusieurs heures. A la tribune, se sont succédé des fondeurs, des menuisiers, des forgerons, des monteurs, des chefs d'atelier. Tremblant d'indignation, ils lançaient des mots pleins d'un mépris brûlant pour les traîtres de la patrie

"Trotsky, le méprisable agent du fascisme international, a lancé ses ignobles tentacules, a déclaré le contremaître de l'atelier de fonderie Lebedev. *Ici, presque jusqu'au dernier jour, s'est produit le fils de Trotsky, Serguei Sedov. Ce digne rejeton de son père vendu au fascisme a tenté d'empoisonner un grand groupe d'ouvriers avec le générateur de gaz.*

— Dans la section d'habitation de l'usine, pendant longtemps s'est trouvé le neveu de Zinoviev, un certain Zaks. Cet ennemi aujourd'hui démasqué est arrivé ici presque en même temps que Serge Sedov. Le directeur en chef de l'usine, Soubbotine, les a protégés tous les deux", a indiqué l'inspecteur de l'atelier de fonderie, Borissenko.

Le moduleur de l'usine, Fomenko, le contremaître Plotnikov, le menuisier Poliakov, la stakhanoviste Dmitrovka et toute une série d'autres qui ont pris la parole dans le meeting ont apporté toute une série de faits de sabotage des dégénérés trotskystes, qui s'étaient retranchés dans la production. Dans les ateliers de l'usine, les machines étaient installées de façon délibérément incorrecte, les investissements étaient gaspillés, les ensembles les plus complexes mis hors de fonctionnement, la ventilation avait été détruite.

Les participants au meeting ont décidé, dans une résolution adoptée à l'unanimité, *"de demander aux organes du NKVD de nettoyer l'usine des épigones de l'agence trotskyste et de démasquer les complices directs de cette saloperie fasciste".*

La résolution affirme : *"Nous ne permettrons pas que les ennemis mortels de la terre soviétique continuent à attenter à notre patrie, aux chefs du parti et du gouvernement, aux travailleurs du pays socialiste. En réponse à l'activité répugnante des chiens fascistes déchaînés, nous porterons plus haut encore la vigilance révolutionnaire et nous nous unirons plus étroitement encore autour du Parti communiste et du père bien aimé des peuples de l'URSS, le camarade Staline. Nous exigeons avec insistance de la Cour suprême qu'elle anéantisse jusqu'à son dernier membre la vermine trotskyste du centre trotskyste antisoviétique."*

La sentence condamnant Serge Sedov à mort

Sous la présidence du juriste militaire divisionnaire Nikitchenko

Assesseurs : le juriste militaire divisionnaire Goriatchev et le juriste divisionnaire de brigade Kitine

Secrétaire : le juriste militaire de troisième rang Chapochnikov

Au cours d'une audience à huis clos, dans la ville de Krasnoiarsk, le 29 octobre 1937, a été examiné l'acte d'accusation portée contre Serge Lvovitch Sedov, né en 1908, ancien ingénieur de Krasmach, citoyen de l'URSS, au terme des articles 58-1-a, 58-8, 58-9 et 58-11 du Code pénal de la RSFSR.

L'instruction préparatoire a établi que Sedov, qui, depuis 1928, était un participant actif du réseau trotskyste clandestin, a créé en 1935 en collaboration avec l'agent des services de renseignement allemands Schaube dans l'usine de construction de wagons de Krasnoiarsk une organisation terroriste d'espionnage et de sabotage, dont les membres, sous la direction de Sedov, ont engagé un travail de sabotage et de diversion visant à désorganiser et à interrompre la production et se préparaient aussi à incendier l'atelier de construction mécanique.

De plus, Sedov a assuré personnellement la direction de l'activité terroriste de l'organisation en constituant un groupe spécial destiné à préparer des attentats contre les dirigeants du VKP(b) et du pouvoir soviétique.

Ainsi est établie la culpabilité de Sedov dans la réalisation des crimes prévus aux articles 58-a, 58-8, 58-9 et 58-11 du Code pénal de la RSFSR.

Sur la base des éléments exposés ci-dessus et en application des articles 319 et 320 du Code de procédure pénale de la RSFR, la session ambulante du collège militaire de la Cour suprême de l'URSS a condamné Serge Lvovitch Sedov à la peine suprême de sanction pénale, la mort par fusillade suivie de la confiscation de tous les biens lui appartenant personnellement.

La sentence est définitive, ne peut faire l'objet d'aucun appel et, conformément au décret du comité exécutif central des Soviets du 1er décembre 1934, est soumis à l'exécution immédiate.

Le président,
le juriste militaire divisionnaire
Nikitchenko
Les assesseurs,
le juriste militaire divisionnaire
Goriatchev,
le juriste divisionnaire de brigade
Kitine

Extrait de l'acte d'exécution

Le verdict de la session ambulante du collège militaire de la Cour suprême de l'URSS du 29 octobre 1937 décidant la mort par fusillade de Serge Lvovitch Sedov a été exécuté ce 29 octobre 1937 à 24 heures.

Le chef de la 8e section de la Sécurité d'Etat,
le lieutenant de la Sécurité d'Etat

РАССТРЕЛЯТЬ ОЗВЕРЕВШИХ ТРОЦКИСТСКИХ БАНДИТОВ

(Из резолюции митинга работников московского машиностроительного завода «Борец»)

По прямым указаниям обер-предателя Троцкого антисоветский троцкистский центр организовал диверсионные и террористические акты на предприятиях, имеющих исключительно оборонное значение, и подготовлял террористические акты против руководителей партии и советского правительства.

Презренные наймиты фашизма по прямым указаниям Троцкого осуществляли шпионаж в пользу фашистских государств и готовили военный разгром нашего государства.

Нельзя передать словами гнусность представших перед судом негодяев.

Пятаков, находясь в Берлине по делам советского государства, пал так низко, что по немецкому паспорту, полученному в фашистской охранке, поехал на немецком самолете на свидание к Троцкому, чтобы лично договориться о кровавых преступлениях против народа.

Сокольников, пользуясь высоким положением заместителя наркома иностранных дел, вел в служебном кабинете переговоры с агентами иностранных государств об измене родине...

Одичавшая в фашистских преступлениях свора троцкистов разоблачена как прямая агентура империалистов, ополчившаяся на социализм, чтобы восстановить свергнутую девятнадцать лет назад власть капитала, чтобы вернуть колхозную землю помещикам, фабрики и заводы — буржуазии.

Бдительность народа и карающий меч революции — боевые чекисты органов НКВД разрушили злодейские замыслы Троцкого и его гадов.

Социалистический строй утвердился в нашей стране незыблемо, бесповоротно. Никому не повернуть историю назад, никогда не вернется власть помещиков и капиталистов.

Каждый, кто осмелится стать нам поперек дороги, будет, подобно троцкистско-зиновьевским бандитам, стерт с лица земли.

Мы требуем расстрела фашистской своры.

Сын Троцкого — Сергей Седов пытался отравить рабочих

КРАСНОЯРСК, 26 января. (Корр. «Правды»). В кузнечном цехе крупнейшего в Красноярском крае машиностроительного завода им. Серебровского сегодня состоялся многолюдный общезаводской митинг, продолжавшийся несколько часов. На трибуну поднимались литейщики, столяры, кузнецы, монтажники, руководители цехов. Дрожа от негодования, они бросали слова, полные жгучего презрения изменникам родины.

— Презренный агент международного фашизма Троцкий запустил свои гнусные щупальцы и на наш завод, — заявил мастер кузнечного цеха Лебедев. — Почти до последнего времени здесь в качестве инженера подвизался сын Троцкого — Сергей Седов. Этот достойный отпрыск продавшегося фашизму своего отца пытался отравить генераторным газом большую группу рабочих завода.

— В жилищно-плановом отделе завода долго обретался племянник Зиновьева — некий Закс. Этот, теперь разоблаченный, враг попал сюда почти одновременно с Сергеем Седовым. Им обоим покровительствовал главный директор завода Субботин, — сообщил экспедитор чугунолитейного цеха Борисенко.

Формовщик завода Фоменко, мастер Плотников, столяр Поляков, стахановка Дмитриева и ряд других, выступавших на митинге, привели много фактов вредительства троцкистских выродков, окопавшихся на производстве. В цехах завода заведомо неправильно монтировалось оборудование, омертвлялись капиталовложения, выводились из строя сложнейшие агрегаты, уничтожалась вентиляция.

В единодушно принятой резолюции участники митинга постановили «просить органы НКВД очистить завод от последышей троцкистской агентуры и выявить прямых пособников этой фашистской сволочи».

— Мы не позволим, — говорится в резолюции, — чтобы заклятые враги советской земли и дальше посягали на нашу родину, на вождей партии и правительства, на трудящихся социалистической страны. В ответ на омерзительную деятельность озверелых фашистских псов еще выше поднимем революционную бдительность и теснее сплотимся вокруг коммунистической партии и любимого отца народов СССР товарища Сталина. Настойчиво требуем от Верховного Суда уничтожить троцкистских гадов из антисоветского троцкистского центра — всех до единого.

К. ПУХОВ.

ОНИ ПОКУШАЛИСЬ НА СЧАСТЬЕ НАРОДА

(Резолюция собрания рабочих и инженерно-технических работников завода № 135, Западная Сибирь)

Premier article : *“Fusiller les bandits trotskystes déchaînés.”* Deuxième article : *“Le fils de Trotsky, Serge Sedov, a essayé d’empoisonner les ouvriers.”*

Marcel Martinet : *"A Léon Trotsky, proscrit de Russie, d'Allemagne, de France, de Suisse et d'Espagne"*

Russie
Chant de la liberté

Publié par *Les Hommes du jour* et repris par *Le Rappel socialiste* avec cette présentation : *"Marcel Martinet, nous l'aimons pour sa simplicité et je ne crois pas trop m'avancer en disant qu'après la guerre, il sera de ceux qui aideront à la rénovation du Parti socialiste que la guerre a mis à bas par la faute de certains, et qui constitueront fort probablement un autre Parti socialiste qui n'aura rien de commun avec* (l'actuel, mais recréera) *le grand parti des éternels opprimés qui se réveilleront et demanderont des comptes."*

A Léon Trotsky,
proscrit de Russie, d'Allemagne,
de France, de Suisse et d'Espagne

Pâle, et couchée sur la neige, et attendant la mort avec un sourire,

Dans la solitude, au bord des océans glacés,

Ô Russie,

Et dans tes steppes et dans tes forêts et dans tes prairies,

Sous le vent,

Au bord de tes lacs et de tes fleuves fleuris de neige et de ciel,

Et jusque dans les terres à blé et dans les ports du Sud,

Ô Russie,

Dans tes ports et dans tes usines de la prairie et dans tes villes dévorées

De lèpre et de fièvre,

Et depuis la grande plaine et la grande force d'Allemagne

Jusqu'aux abîmes d'ombre et de joyaux de la vieille terre mère d'Asie,

Ô Russie,

A l'heure la plus amère de la nuit,

Quand la tourmente nous emporte tous,

Sous la folie des vagues, sous l'œil noir du ciel,

A l'heure où nous désespérons

Ceux mêmes qui n'avaient désespéré jamais,

Où nous nous couchons sur le bois du radeau à la dérive

Pour ne plus voir et ne plus savoir,

A l'heure où nos mains et nos âmes

Et nos bouches mêmes ont le goût du sang,

Ô Russie, toi qui es dans l'abîme le plus profond de la nuit,

Toi dont nous avons, de toi aussi, de toi d'abord désespéré,
Ô Russie voilà que tu te dresses là-bas,
Jeune, libre, les bras tendus,
Vierge, avec ton sourire de ciel et de neige,
Là-bas dans la grande lumière boréale.

Comme tu viens tard, ô délivrée !
Comme tu viens tard, ô libératrice !
Vois, il n'y a plus de neige ici et plus de terre,
Vois, il n'y a plus qu'une boue poissée de sang,
Et tous ces corps saignés et glacés,
Et toutes ces âmes, vois,
Tu viens bien tard.

Ô terre de Russie, ô grande âme inconnue,
Debout là-bas
Rosé de la lumière boréale
Et blême encore de la nuit du tombeau,
Ô terre de Tolstoï et de Dostoïevski
Terre du vieil Herzen et du vieux Bakounine,
Ô terre de Russie, grande âme aérienne.

Pays des hommes qui ont faim et froid,
Pays du fouet, des prisons, des proscrits,
Des enfants fusillés, des martyrs du silence,
Ô Russie résignée, ô Russie révoltée,
Des forçats, des bourreaux,
Te voilà ô Russie, tu appelles tes fils,
Tes fils ! Tes fils errants !

Russie des jours d'espoir de l'an mil neuf cent cinq
Russie ressuscitée,
Au seuil de ce printemps d'un nouvel an maudit,
Ô Terre du réveil, nous sommes tous tes fils.

Aide-nous, aide-nous, grande ressuscitée,
Vois, dans l'écroulement du monde occidental
Les anneaux mal rompus de ta chaîne brisée
Se resserrent sur nous, et nos cœurs sont bien las.

Aide-nous ! Toi aussi, tes vieilles cicatrices,
Ce n'est pas une nuit qui les effacera,
Aide-toi, aide-toi, jeune libératrice,
Et dans ton vieux tombeau ne te recouche pas.

Va, ne t'arrête plus sur la route sacrée,
Ce n'est pas une nuit tachée d'un peu de sang
Qui d'un si lourd passé peut t'avoir délivrée
Mais sache atteindre au cœur de tous tes fils errants.

Nous étions fatigués d'espérer et de croire,
Mais puisque te voilà, nous sommes moins vaincus,
Ô Russie, aujourd'hui, l'ombre n'est plus si noire,
Ô jeune Liberté, ne te recouche plus !

Marcel Martinet
17 mars 1917

Déclaration de l'association Memorial

Le 22 mai 2009, le gouvernement russe de Poutine a créé pour juin 2009 une commission près le président de la Fédération de Russie (*"visant à combattre les tentatives de falsification de l'histoire au préjudice des intérêts de la Russie"*), donc chargée de veiller sur l'histoire et les historiens.

Memorial a immédiatement réagi en publiant une semaine plus tard une déclaration traduite et reproduite dans une plaquette publiée par l'Association des Amis de Memorial en France (AAMF — adresse : 31, rue Cavendish, 75019 Paris).

Cette déclaration a une portée qui dépasse la Russie. La France commence en effet à crouler sous les lois mémorielles qui définissent une version officielle de l'histoire et menacent de sanctions pénales ceux qui violeraient cette version officielle. C'est la vérité d'Etat, qui n'est soutenue à ce jour que par de rares historiens.

Citons la loi Gayssot du 14 juillet 1990, légiférant sur l'extermination des juifs pendant la Seconde Guerre mondiale ; la loi du 29 janvier 2001 reconnaissant le "génocide arménien" par la Turquie pendant la Première Guerre mondiale ; la loi Taubira du 21 mai 2001 visant à reconnaître la traite des esclaves et l'esclavage comme crime contre l'humanité ; et enfin, la loi du 23 février 2005 sur les rapatriés, dont l'article 4 stipule que *"les programmes scolaires reconnaissent en particulier le rôle positif de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord"*, c'est-à-dire légitimant le colonialisme.

La citoyenne Taubira, députée radicale de gauche, osait prétendre que *"le législateur élu au suffrage universel détient la responsabilité de dire la norme, mais pas seulement, ériger des remparts (...). Lorsque les enjeux sont au-delà de la mémoire et de l'histoire, qu'ils atteignent la cohésion nationale, l'identité commune, il revient alors au législateur de poser la parole politique déclaratoire et d'en tirer les conséquences par des dispositions normatives (...). Le passé nous travaille consciemment ou non. Lorsque la société s'en empare, le législateur doit proférer une parole particulière et légitime, dans la polyphonie produite par les historiens et les associations"* (*Le Monde*, 16 octobre 2008).

Mme Taubira s'affirme donc favorable à une histoire officielle pour protéger la "cohésion nationale", c'est-à-dire une histoire répondant aux intérêts de la classe dominante et de son Etat ; c'est cela, une histoire idéologiquement et politiquement correcte. Ce n'est pas un hasard si la première loi mémorielle a été proposée par l'héritier du stalinisme Gayssot. Ces gens-là s'appuient sur une solide tradition.

"La nouvelle commission près le président de la Fédération de Russie"

Moscou, 22 mai 2009

EN se frayant un passage dans la masse des formules grammaticales de dénomination de la nouvelle structure (*"commission visant à combattre les tentatives de falsification de l'histoire au préjudice des intérêts de la Russie"*), on peut supposer ce qui suit : certaines forces entreprennent de falsifier l'histoire ; ces tentatives portent préjudice aux intérêts de la Russie ; une commission a été instituée pour s'opposer à ces tentatives. L'importance politique de cette commission se marque dans sa composition : représentants du FSB, du Service des renseignements extérieurs, du Conseil de sécurité, du ministère des Affaires étrangères et du ministère de la Justice, y compris le chef d'état-major des armées, le président nommé n'étant autre que le chef de l'administration présidentielle, Serguei Narychkine. En outre, sur les 28 fonctionnaires membres de la commission, on peut compter sur les doigts d'une main les historiens de profession. Ce n'est pas par hasard.

En général, toutes les falsifications de l'histoire, quelle que soit l'histoire du pays concerné et quelle qu'en soit l'orientation, portent préjudice à toute l'humanité — aux citoyens de France et de Pologne, des Etats-Unis et de Finlande, de Russie et de tout autre pays. La tentative d'extraire de ces falsifications une catégorie particulière de contrefaçons *"portant préjudice aux* ***intérêts*** *de la Russie"* nous paraît pour le moins étrange. Mais il n'y a pas que cela.

Aujourd'hui, il n'est effectivement pas rare que l'on cherche à falsifier l'histoire de notre pays. On continue à publier les falsifications staliniennes sur "la cinquième colonne" et "le complot militaro-fasciste de 1937". Dans tout le pays, on diffuse des livres qui, au mépris de faits connus de tous, démontrent la non-participation du NKVD à "l'affaire de Katyn", à l'exécution des prisonniers de guerre polonais en 1940. Certains responsables politiques russes, aujourd'hui, faisant fi de documents publiés de longue date, minimisent ou, pis encore, justifient la terreur d'Etat de l'époque stalinienne. De telles orientations se manifestent aujourd'hui jusque dans les manuels scolaires de l'enseignement secondaire.

Ces grossières falsifications historiques portent-elles préjudice à la Russie ? Sans aucun doute. Elles privent le peuple de la Fédération de Russie de son passé unique et tragique, sapent les fondements de l'identité nationale, détruisent les liens entre les générations, brouillent les repères moraux de la jeunesse, suscitent des frictions et des conflits dans les rapports avec les peuples voisins, portent atteinte au respect de la Russie à l'étranger.

Nous ne sommes pas partisans du recours à des interdictions législatives pour résoudre les problèmes de falsifications de l'histoire. Nous pensons qu'il

faut lutter contre les falsifications d'abord **dans le cadre de discussions scientifiques publiques et libres (y compris internationales),** toutes les parties en désaccord doivent pouvoir avancer leurs arguments et les faire largement connaître. La société peut et a le droit de discuter **librement et ouvertement de l'interprétation et de l'appréciation des faits historiques,** aussi bien connus que nouvellement découverts, de leurs interprétations possibles. L'Etat doit seulement garantir la possibilité de telles discussions **en levant largement et rapidement le secret qui recouvre des masses de documents historiques, en facilitant l'accès à la documentation historique, en subventionnant les archives, les recherches et les publications historiques** — et ne doit en aucun cas s'ingérer dans leur contenu. La garantie d'un libre accès aux sources historiques, leur large publication sont le meilleur moyen de s'opposer aux falsificateurs. Et cela ne nécessite la constitution d'aucune nouvelle commission spéciale : il suffit d'activer et de rendre effectif le travail de la commission chargée de lever le secret des archives d'Etat que préside, entre autres, le même Serguei Narychkine. En particulier, par exemple, de réexaminer la décision de rendre secrets les résultats de l'enquête menée par la prokuratura militaire de la Fédération de Russie sur "l'affaire de Katyn".

Mais nous n'allons pas nous bercer d'illusions : la commission va probablement s'opposer non aux falsifications des faits historiques, mais **aux opinions, aux appréciations et aux conceptions**, donc à celles qui s'opposent à la politique du gouvernement dans le domaine de la mémoire nationale. Ce sont précisément ces appréciations et ces conceptions qui seront déclarées *"porter préjudice aux intérêts de la Russie"* ; elles seront l'objet de l'"opposition" de l'Etat. Il n'est pas difficile d'imaginer comment cette opposition s'exercera, à partir de la riche expérience du pays en matière de "lutte contre les falsifications historiques".

Si nos craintes se confirment, il faudra considérer cette commission non seulement comme contre-productive, mais également comme anticonstitutionnelle, car cette "opposition" introduit dans la pratique nationale les éléments d'une idéologie d'Etat, ce qui est clairement interdit par l'article 13 de la Constitution de la Fédération de Russie.

Note de la rédaction des *Cahiers du mouvement ouvrier*

LE 24 janvier 2005, vingt députés de la Douma, dont six membres du Parti communiste de la Fédération de Russie et quatorze élus de Rodina (la Patrie), parti fabriqué par le Kremlin lui-même et qui finira par se fondre dans le parti officiel poutinien Russie juste, déposent *"au nom de l'opinion publique russe"* une requête auprès du procureur général de Russie où ils reprennent les poncifs de l'époque tsariste : *"La religion juive est antichrétienne et inhumaine (...), le meurtre est inclus dans ses coutumes (...). Les juifs incitent à la haine contre la population russe, allant jusqu'au meurtre rituel"* et *"veulent réduire la population russe à l'état de bétail sans foi ni tradition"*. D'ailleurs, *"l'ensemble du monde démocratique est soumis au contrôle politique et financier du judaïsme international (...). Les communautés juives ont développé, dans tous les pays, un lobbying politique en faveur des intérêts de la juiverie internationale."* La requête encombrante sera jetée aux oubliettes par le Kremlin. Une certaine Narochnitskaia appartenait alors à ce parti Rodina aujourd'hui disparu. Elle est aujourd'hui vice-présidente de la commission des affaires étrangères de la Douma et elle fait partie des trois historiens membres de la commission contre les falsifications de l'histoire... au détriment des intérêts de la Russie créée en juin dernier par le président russe, Medvedev.

La vie du syndicaliste russe Valentin Ourousov est en danger !

Appel

Le syndicaliste Valentin Ourousov est en prison depuis plus d'un an. Son crime ? Il avait fondé en 2007 un syndicat indépendant, "Prosvoboda", dans l'entreprise d'extraction de diamants ALROSA, sise dans la République de Sakha-Iakoutie. ALROSA est une entreprise florissante : c'est le premier producteur russe de diamants. En 2009, ALROSA a vendu 25 % des diamants bruts achetés dans le monde. ALROSA a annoncé avoir devancé cette même année le bostwanais Debswana et le sud-africain De Beers dans la production de carats. Le conseil de surveillance d'ALROSA est présidé par le ministre russe des Finances, Koudrine, flanqué du Premier ministre de la république de Sakha (Iakoutie), Egor Borissov, et du vice-Premier ministre, Guennadi Alexeiev. En août 2009, le Premier ministre, Vladimir Poutine, a fait attribuer par l'Etat russe un soutien d'un milliard de dollars à ALROSA.

Le syndicat de Valentin Ourousov a vite rassemblé près d'un millier de membres et a soumis à la direction une liste de revendications portant sur les conditions de travail et de rémunération des ouvriers et employés de l'entreprise.

La réaction ne s'est pas fait attendre. Le 13 septembre 2008, Valentin Ourousov a été arrêté et accusé de *"détention de narcotiques"*, qu'en réalité, selon un procédé éprouvé, les policiers lui fourrèrent dans la poche au moment même de son arrestation. L'un des deux officiers de police chargés de l'opération fut d'ailleurs arrêté peu après pour malversations.

Le tribunal a d'abord condamné Valentin Ourousov à six ans de prison. A la suite d'une campagne menée en Russie et à l'étranger, cette condamnation a d'abord été cassée en appel. Mais le tribunal régional l'a à nouveau condamné à six années de prison, réduites à cinq lors d'un second appel.

En même temps, la direction d'ALROSA a licencié tous les responsables du syndicat "Profsvoboda", les a fait inscrire sur une "liste noire" destinée à les empêcher de retrouver du travail. Elle a obtenu ce qu'elle voulait : le syndicat décapité a perdu plus de la moitié de ses adhérents.

Le gouvernement de la République de Sakha (Iakoutie) reste quant à lui sourd aux appels lancés en faveur d'Ourousov et ne semble être sensible qu'aux exigences de la direction d'ALROSA.

Ourousov est atteint d'une maladie des reins qui a nécessité son hospitalisation, bientôt suivie de son renvoi en cellule, où il est soumis au harcèlement de l'administration pénitentiaire.

Sa vie est en danger !

Son maintien en prison est une violation des libertés syndicales élémentaires.

Deux délégations de syndicalistes aux ambassades de Russie à Paris et à Berlin ont fait état de ces éléments et ont réclamé sa libération, tout comme le syndicat des mineurs britanniques et des militants ouvriers et démocratiques de Serbie. Pour sauver Ourousov et défendre les libertés syndicales, cette exigence doit être largement reprise.

C'est pourquoi les soussignés réclament la libération immédiate de Valentin Ourousov.

Carine Clément, "Institut de l'Action collective" (IKD, Moscou),
Jean-Jacques Marie, historien.

Premiers signataires

Matéo Alaluf, sociologue, Université libre de Bruxelles ; **Kamil Alkhassov** ; **Jean-Pierre Alliot**, journaliste ; **Jorge Amat**, metteur en scène ; **Verveine Angeli**, syndicaliste Solidaires et membre du Convoi syndical ; **Eric Aragon**, président de Convoi syndical ; **Noëlle Audejean**, écrivain ; **Néjia Bacha**, avocat au barreau de Paris ; **Jean-Louis Bainvelzweig**, syndicaliste CGT ; **Michel Barbe** ; **Dominique Barbier**, militante laïque ; **Paul Barbier**, syndicaliste ; **Gérard Bauvert**, secrétaire du Comité international contre la répression (Cicr) **; Gilbert Beaubatie**, historien, Tulle ; **Christophe Benoît**, syndicaliste enseignant ; **Christophe Bernardo Dos Santos,** syndicaliste enseignant ; **Charles Bich**, maire de Pontcharra (Isère) ; **Colette Bienvenu**, militante NPA (04) ; **Jean-Paul Blot**, réalisateur ; **François Bouchard**, maître de conférence en littérature italienne, université de Tours ; **Edouard Bray**, syndicaliste SNTRS-CGT ; **Hervé Brissard**, syndicaliste portuaire CGT ; **Ernest Buob**, retraité, syndicaliste ; **Gilles Candar**, historien ; **Jean-Jacques Candelier**, député de la 16e circonscription du Nord ; **Jean-Pierre Cassard**, professeur agrégé d'histoire ; **Frédéric Castaing**, écrivain ; **Jacques Chatillon**, syndicaliste enseignant ; **Jean-Marie Chauvier**, écrivain ; **Denis Collin**, philosophe ; **Denise Comanne**, CADTM, Belgique ; **Claude Coquard**, retraité de l'Education nationale, agrégé de lettres, docteur en histoire ; **Christian Coudène**, syndicaliste enseignant ; **Annick Coupé**, déléguée générale de l'Union syndicale Solidaires **; Pierre Daix** ; **Gérard Da Silva**, syndicaliste ; **Annie David**, sénatrice communiste de l'Isère ; **Jean Delarue**, conseiller municipal des Mureaux (78) ; **Edith Danry**, syndicaliste enseignant ; **Jean-Louis Darnis**, syndicaliste céramique, secrétaire adjoint UD FO 87 ; **Eli Domota**, secrétaire général de l'Union générale des travailleurs de la Guadeloupe (UGTG) ; **Jean-Pierre Doujon**, maître de conférence retraité (Grenoble) ; **Yves Dosdat**, secrétaire départemental du SN-FO-LC 76 ; **Monique Ducandas**, syndicaliste retraitée ; **Jean-Numa Ducange**, docteur en histoire ; **Willy Estersohn**, journaliste, Bruxelles ; **Jean-Claude Faivre**, syndicaliste ; **Vincent Flament** (PRCF) ; **Elsa Forey**, professeur d'université en droit public ; **Michel Foudil**, ouvrier, CGT ; **Gérald Fromager**, secrétaire général de l'UD FO de l'Aisne ; **Michèle Fuhrmann**, institutrice retraitée ; **Jacques Gaillard**, syndicaliste enseignant ; **Michel Gandilhon**, chargé d'études ; **François Garay**, maire des Mureaux (78) ; **Jacques Girod**, syndicaliste ; **Cécile Gondard**, secrétaire générale de SUD-PTT ; **Max Granon**, professeur retraité de l'enseignement ; **Michel Gruselle** ; **Larissa Gruszow-Wozek**, ingénieur à l'Ecole polytechnique de Varsovie ; **Patrick Hébert**, syndicaliste ; **Gilles Herbin**, syndicaliste enseignant ; **Françoise Illa**, Paris ; Christian **Inguere**, secrétaire de section SNPREES-FO université du Maine (Le Mans) ; **Rémy Jeanneau,** professeur d'histoire retraité ; **Claude Jenet**, secrétaire national du POI ; **Daniel Jouteux,** syndicaliste, professeur des écoles retraité ; **Patricia Jouteux**, syndicaliste, professeur des écoles retraitée ; **Guy Jouvet**, écrivain ; **Hélène Kaplan**, bibliothécaire ; **Jean-Michel Kay**, historien, Les Amis de Spartacus ; **Pierre Kehrli**, secrétaire départemental du SNUDI-FO du Haut-Rhin ; **Marika Kovacs**, membre du Conseil révolutionnaire des étudiants à Budapest en 1956 ; **Joelle Kwaschnin**, rédactrice en chef de *La Revue nouvelle* (Bruxelles) ; **Michelle Lablonde**, retraitée santé privée, syndicaliste ; **Frank Labrasca**, professeur à l'université François-Rabelais (Tours) ; **Jean-Pierre Lacaze**, Union syndicale Solidaires 64 ; **Robert Lahlah**, syndicaliste hospitalier CGT Fécamp ; **Yves Lavanant**, syndicaliste enseignant ; **Muriel Le Corre**, enseignante syndicaliste (Marseille) ; **Edouard Lemoigne**, agrégé de l'Université ; **Patrick Le Tuhaut**, syndicaliste FSU ; **Pierre Lévêque**, historien ; **Didier Limoge**, militant ouvrier hôpital de Niort ; **Françoise London-Daix** ; **Lise London** ; **Nathalie Lutaud**, professeur retraitée ; **Michel Macon,** retraité, syndicaliste ; **François Mairey**, ancien agent EDF-GDF ; **Philippe Mano**, secrétaire départemental du SNUDI-FO 33 ; **Jean Markun**, secrétaire national du POI ; **Gilbert Marquis**, directeur de la revue *Utopie critique* ; **Alexis Mazza**, syndicaliste CGT Caterpillar ; **Aude Merlin**, chargée de cours à l'Université libre de Bruxelles ; **Serge Messmer**, secrétaire départemental SN-FO-LC du Haut-Rhin ; **Josie Meurisse**, syndicaliste CGT-FO (Somme) ; **Jacques Michel**, professeur à l'Institut d'études politiques de Lyon ; **François Migevant**, professeur agrégé de grammaire ; **Jean-Pierre Milon** (72) ; **Jean-Pierre Molénat,** historien, directeur de recherche émérite au CNRS ; **Fabrice Monot,** membre de la CA du SNES (académie de Strasbourg) ; **Soizik Moreau**, enseignante ; **Anne Morelli**, professeure à l'Université de Bruxelles, déléguée syndicale ; **Annick Murgier**, syndicaliste, secrétaire départementale SN-FO-LC (04) ; **Eric Nemes**, European/ International Desk, centrale générale FGTB (Belgique) ; **Robert Neselhauf**, syndicaliste enseignant ; **Anne-Sophie Nivière** ; **Gérard Noiriel,** historien ; **Emmet O'Connor**, syndicaliste enseignant (Irlande) ; **Denis Paillard**, universitaire ; **Francesco Palmeri,** animateur en éducation permanente, service de formation**,** CEPAG-FGTB (Belgique) ; **Julien Papp**, historien ; **Michel Peinado** ; **Lucien Perron** ; **Nicole Perron-Bossut**, historienne ; **Jean-Pierre Petit**, militant syndical ; **Michel Piau**, retraité SNCF, syndicaliste FO ; **Pierre Pieprzownick** ; **Pierre Piccaretta**, délégué syndical CGT dans l'entreprise Caterpillar France (Grenoble) ; **Danielle Picque**, cosecrétaire départemental du POI 92 ; **Philippe Quignon**, contrôleur au centre des finances publiques, membre du bureau FO finances de la Somme ; **Laurent Quinson**, documentaliste (FSU) ; **William Richier**, enseignant ; **Pascal Roger**, syndicaliste hospitalier CGT ; **Béatrice Romary**, professeur de communication (88) ; **Sylviane Pigale** (72) ; **Bernadette Quentin**, retraitée PTT-FT, Evreux ; **Hubert Raguin**, syndicaliste ; **Rosella Raquil**, syndicaliste ; **Jean-François Ravary**, directeur association (Toulouse) ; **Christian Reigue**, paysan (Saint-Julien-le-Petit) ; **Bruno Ricque**, syndicaliste hospitalier CGT ; **Claude Rivière**, cheminot ; **Pierre Rousset**, Europe solidaire sans frontières (ESSF) ; **Mathilde Roux**, Alliance des jeunes révolutionnaires (72) ; **Me Hélène Rubinstein-Carrera**, avocate honoraire ; **Jean Sanvoisin**, militant CGT ; **France et Marcel Savéan**, retraités (91) ; **Emile Seigneur**, retraité agricole, syndicaliste ; **Alain Serre**, secrétaire général de la Fédération nationale des professionnels de la vente CGT ; **Gérard**

Streletski, chef d'orchestre, musicologue ; **Yannick Sybelin**, syndicaliste hospitalier CGT (Roanne) ; **Pascal Tailleux**, syndicalistes chimie CGT ; **Guillaume Tejada ; Dr Gyula Thurmer**, économiste, président du Parti communiste ouvrier de Hongrie ; **Jürg Ulrich**, médecin, Bâle (Suisse) ; **Chantal Urbaniak**, Paris ; **Didier Van der Meeren**, détaché pédagogique, militant FGTB (Belgique) ; **Jean-Claude Vanier**, syndicaliste enseignant ; **Docteur Cyrille Venet**, anesthésiste-réanimateur (38) ; **Gérard Verger**, syndicaliste FO ; **Frédéric Viale**, Paris ; **Marina Vlady.**

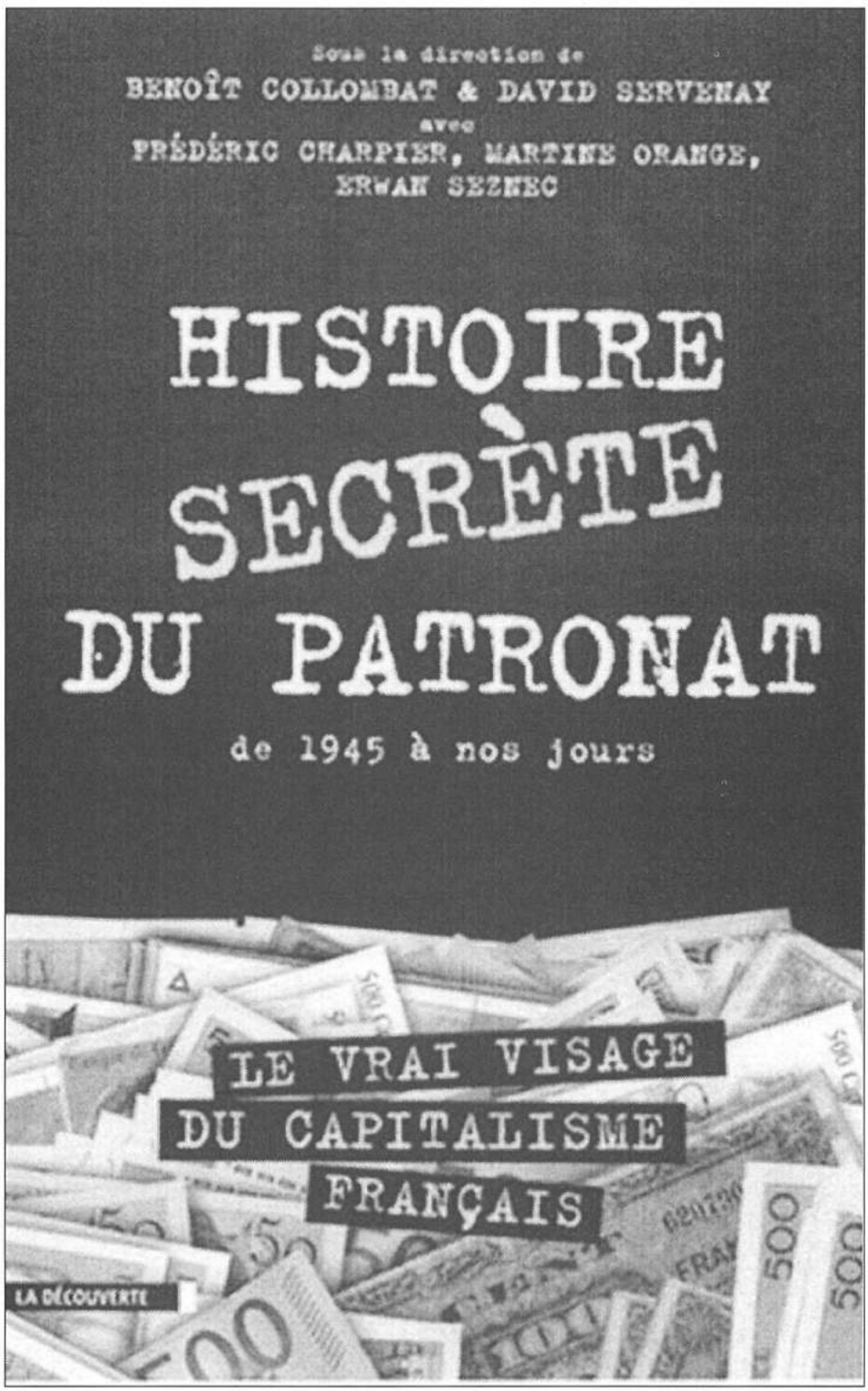
Signatures en Russie et en ex-URSS (1)

Sergey Aksenov, « Drugaia Rossia », Moscou ; **Zinaïda Andreevna Altukhova**, centre écologique de la République de Sakha (Iakoutie) ; **Evguenya Kramarova**, membre de l'Association internationale contre l'internement psychiatrique forcé (IAAPA) ; **Vladimir Neviantsev**, rédacteur en chef du site « *Contrat collectif* » (Iékatérinbourg) ; **Nikolaï Pariïsky**, photographe, Soukhonska ; **Andreï Prigor**, militant syndical dans la ville de Kotchetav, Kazakhstan ; **Liubov Nikolaevna Sladkova**, historienne, archéologue, responsable de musée ; **Viatcheslav Iakovlevitch Sobolev**, société de défense des consommateurs de la ville de Yakoutsk ; **Albert Speransky**, journaliste, organisation Initiatives ouvrières ; **Pavel Alexandrovitch Shumkine**, président de l'ancienne Confédération des syndicats libres des mineurs du Kazakhstan, coauteur du livre *A la mémoire des mineurs disparus de Karaganda*.

(1) L'appel en langue russe est publié sur : http://www.ikd.ru/node/12920

Merci de renvoyer votre signature, en indiquant vos nom, prénom, et qualité, à Jean-Jacques Marie jj.marie@club-internet.fr

Notes de lecture


Sous la direction de
BENOÎT COLLOMBAT & DAVID SERVENAY
avec
FRÉDÉRIC CHARPIER, MARTINE ORANGE,
ERWAN SEZNEC
HISTOIRE SECRÈTE DU PATRONAT
de 1945 à nos jours
LE VRAI VISAGE DU CAPITALISME FRANÇAIS
LA DÉCOUVERTE

Les écuries d'Augias...

Histoire secrète du patronat de 1945 à nos jours, sous la direction de Benoît Collombat et David Servenay, avec Frederic Charpier, Martine Orange, Erwan Seznec. 720 pages, 25 euros

LE mensonge est une donnée permanente de tout régime fondé sur l'exploitation du travail et sur l'oppression brutale ou déguisée de ceux qui vendent ou tentent désespérément de vendre leur force de travail à des détenteurs de capitaux, qui, de leur côté, cherchent à la leur payer le moins cher possible. Une idéologie racoleuse et monocorde camoufle d'ordinaire cette réalité. Même si l'histoire qu'il raconte n'est pas toujours aussi secrète que le titre du livre et de certains chapitres l'affirme le premier mérite de cet ouvrage est de tourner le dos à cette idéologie inlassablement modulée et déversée par les médias, et d'emmener son lecteur à la découverte d'une réalité économique et sociale (et donc politique) très éloignée des discours idéologiques convenus qui visent à la masquer. Ce livre est en effet construit sur des faits dont il forme une sorte d'énorme pyramide. Or les faits ont une qualité intrinsèque : ils sont têtus et offrent une solide résistance à la propagande ainsi qu'aux discours idéologiques ou théologiques.

L'ouvrage est divisé en cinq grandes parties : 1) *"De la collaboration à l'anticommunisme, la reconstruction d'un système (1945-1968)"* ; 2) *"L'émancipation sauvage du capitalisme français (1969-1981)"* ; 3) *"Le socialisme patronal (1981-1987)"* ; 4) *"La mondialisation en marche (1988-1997)"*, et enfin 5) *"L'ère des tueurs (1998-2009)"*, qui rassemblent un total de quatre-vingt-six (courts) chapitres, chacun suivi d'une bibliographie qui permet d'approfondir le thème traité.

Une maîtrise destructrice croissante sur l'économie

Ces chapitres sont de nature diverse ; la majorité d'entre eux évoquent les diverses étapes d'une maîtrise destructrice croissante sur l'économie d'un patronat massivement collaborationniste sous Vichy et qui se relève peu à peu de l'angoisse suscitée en lui par la vague révolutionnaire qui secoue la France (et l'Europe) en 1945, et par les conquêtes sociales arrachées à cette époque ; ils évoquent la collusion sans cesse plus étroite entre le patronat et les pouvoirs politiques sous les gouvernements de toutes les couleurs ; une vingtaine d'entre eux dessinent le portrait d'affairistes divers : de ceux qui, outre leur sens aigu des affaires, jouent en

prime aux idéologues et signent des ouvrages aux prétentions historiques, voire philosophiques, comme Jacques Attali ou le consultant plagiaire Alain Minc, qui, selon Erwan Seznec, *"a fait du conflit d'intérêt un mode de fonctionnement"*, jusqu'aux simples (quoique richissimes) patrons ou financiers (Vincent Bolloré, Bouygues, Lagardère) en passant par les avocats d'affaires reconvertis en politique (Dominique Strauss-Kahn, *"l'ami des patrons"*, selon Erwan Seznec, Jean-Louis Borloo), les aventuriers du genre Bernard Tapie, spécialisé dans le rachat (avec l'appui du Crédit lyonnais) d'entreprises en difficulté qu'il désosse, dont il liquide les actifs rentables en licenciant les ouvriers jugés quant à eux peu rentables.

La longue liste établie au fil des 85 chapitres n'oublie pas les hommes politiques tout dévoués aux intérêts privés, et dont la collaboration est indispensable, hommes politiques de droite, en majorité certes, mais aussi de gauche, un peu moins, mais guère. On y redécouvre la véritable rage privatisatrice du gouvernement Jospin (qui privatise seize banques et entreprises !)... Mieux vaut ici n'en citer aucun. La liste en est trop longue et tout choix dans cette cohorte tapageuse ou silencieuse pourrait paraître partisan. Mieux vaut laisser aux lecteurs le soin de découvrir, au bénéfice de quelques surprises. A côté de cette galerie de personnages, les affairistes de Balzac ou de Zola paraissent de fort braves gens.

Une énumération hallucinante

Au fil des pages, on trouve une énumération hallucinante (en tout cas pour le profane) des multiples moyens utilisés par le grand patronat pour piller les richesses du pays et celles des anciennes terres coloniales, mettre la main sur les entreprises nationales ou nationalisées, disloquer les services publics, contourner les lois et règlements avec la bienveillance des pouvoirs chargés théoriquement de faire appliquer ces derniers ; certes, tous ces pouvoirs ne sont pas aussi complaisants, voire dociles, que l'Autorité des marchés financiers, mais nombre d'entre eux acceptent sans trop de déchirements internes de céder au chantage rituel à la compétitivité de "nos" entreprises dans un marché mondial livré à une concurrence féroce.

On trouve aussi dans *L'Histoire secrète du patronat* une énumération et une analyse des multiples moyens par lesquels, surtout depuis le tournant de 1983, les divers gouvernements apportent leur concours à la mise de l'économie française en coupe réglée. Même les fonds destinés à la promotion des handicapés n'échappent pas à la voracité. A côté, le pillage de la formation professionnelle décrit par Benoît Collombat paraîtrait relever de l'action humanitaire. Mais tout doit être subordonné aux intérêts privés, de l'école à l'hôpital public. La liste est impressionnante des hommes politiques qui parasitent le système en ouvrant des cabinets de consultants aux tarifs d'autant plus élevés que leurs conseils sont plus insipides. Avec quelques intellectuels omnisports complaisants, ils forment un club d'individus dont chaque bavardage est rémunéré dans une tranche de 12 500 à 50 000 euros. Ces valeurs matérielles pèsent plus que leur rhétorique des "valeurs" éternelles.

Une liste tout aussi impressionnante

Le lecteur découvrira aussi une liste tout aussi impressionnante d'affaires de corruption d'abus de biens sociaux, de détournement de fonds dont l'instruction dure dix, douze, voire quinze ans, et s'achève ou ne s'achève pas à la veille ou au lendemain de la mort du principal intéressé. Au lendemain du débat suscité par les 95 millions de doses du vaccin contre la grippe porcine (rebaptisée par pudeur grippe A 1), on lira avec un intérêt tout particulier le chapitre consacré à *"L'industrie pharmaceutique, école du lobbying"*. Les lobbies des laboratoires pharmaceutiques, écrit David Servenay, *"ont infiltré les institutions les plus vertueuses de la République, les autorités sanitaires de contrôle"*. Ils manifestent une grande souplesse. L'une des démarcheuses du la-

boratoire Pfitzer, écrit David Servenay, est ainsi à la fois membre de la commission santé du Parti socialiste et du groupe de réflexion santé du Nouveau Centre d'Hervé Morin. Le sectarisme n'est pas de mise ici.

Il est de bon ton, dans la presse française, de dauber sur la mafia russe. La bureaucratie de l'ex-Union soviétique a certes engendré une cohorte de tueurs (au sens premier du terme), de pillards et de trafiquants prêts à tout. Ainsi, en Russie, le syndicaliste Ouroussov prend six ans de prison pour avoir construit en Iakoutie un syndicat indépendant qui gêne l'entreprise ; la journaliste Politkovskaia meurt sous les balles d'un tueur. En France, on est certes loin de ces mœurs asiatiques. On n'en est encore qu'aux procès contre les militants syndicalistes accusés d'entraves à la bonne marche de l'entreprise, même et peut-être surtout si les fonds de pension américains qui la gèrent ont déjà décidé de sa fermeture. Mais les mafieux russes n'apparaissent, à la lecture de *L'Histoire secrète du patronat français*, que comme des représentants plus brutaux, plus violents, plus cruels d'une couche sociale qui, partout dans le monde, à sa façon plus policée, met à sac les richesses du pays et ruine ceux qui les produisent. La différence n'est que de quantité, pas de qualité, si l'on ose dire.

La richesse de la documentation accumulée dans ce livre est indéniable. Le lecteur peut néanmoins s'interroger. Affirmer, comme le font plusieurs auteurs, que le patronat s'attache à démanteler *"tout ce qu'avait mis en place le Conseil national de la Résistance"* n'est qu'une ombre de réponse. Pourquoi cette offensive brutale contre toutes les conquêtes arrachées en 1945-1950 par les travailleurs de ce pays ? Pourquoi les patrons d'aujourd'hui sont-ils des "tueurs" comparés à leurs ancêtres d'il y a cinquante ans ? Pourquoi leur pillage exige-t-il la destruction de toutes les conquêtes sociales ?

Les conditions dans lesquelles ils agissent aujourd'hui ont changé non de nature, mais d'ampleur. Dans *Le Monde* (31 janvier), le journaliste économique Pierre-Antoine Delhommais évoque avec un certain effroi *"les millions de mètres cubes de liquidités qui ont été déversées par les banques centrales"*. Les détenteurs de ces liquidités cherchent à les valoriser par tous les moyens. Une petite partie d'entre elles seulement est investie dans la production, car le capital se valorise beaucoup plus et beaucoup plus vite dans la spéculation financière que dans la production de marchandises malgré toutes les pratiques visant à casser le coût du travail par de multiples moyens : exonération massive de cotisations sociales — 30 milliards d'euros en France en 2009… plus que le prétendu "déficit" de la Sécurité sociale ainsi fabriqué ! —, réduction massive des dépenses publiques, privatisation et démantèlement du maximum de services, délocalisations vers des pays à bas salaires, comme le paradis chinois avec ses salaires mensuels de 80 dollars…, etc. La spéculation elle-même se nourrit de ces destructions qui en sont le revers inéluctable.

Deux réserves

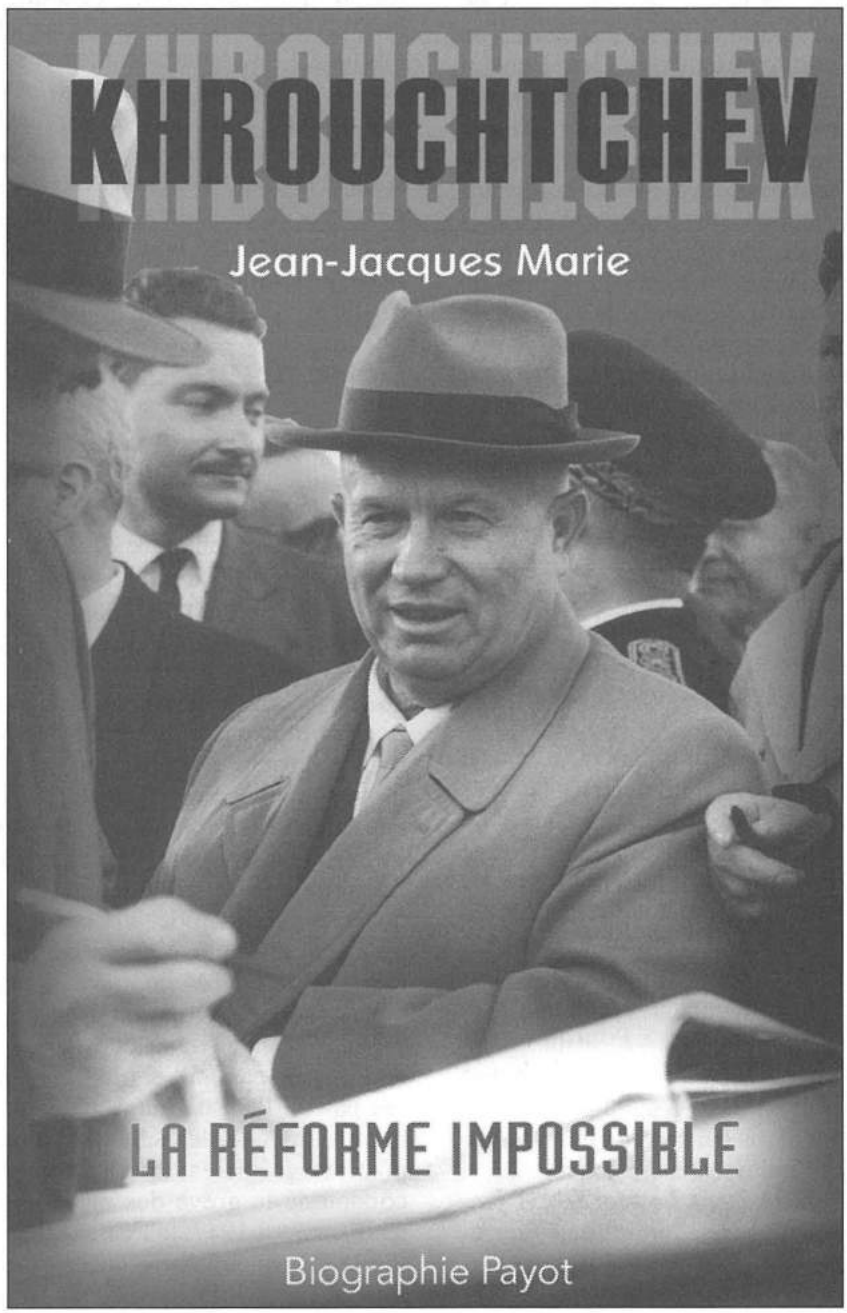
Tout en conseillant de lire ce livre toutes affaires cessantes, j'émettrai deux réserves.

Le premier chapitre du livre raconte une histoire trop imprégnée des légendes fabriquées par la direction du PCF. Benoît Collombat oublie que les ministres PCF ont été deux ans et demi durant des reconstructeurs émérites du capitalisme français et des défenseurs de l'empire colonial français, rebaptisé par eux "Union française rénovée". Il attribue l'éviction des ministres communistes du gouvernement Ramadier en mai 1947 à un diktat de l'ambassadeur américain. Il oublie qu'après avoir combattu pendant deux ans avec ardeur la grève, dénoncée par Maurice Thorez en 1945 comme *"l'arme des trusts"*, après avoir ainsi combattu en juillet 1946 la grève des postiers, qui quittèrent alors par milliers la CGT cadenassée par un PCF d'Union nationale, après avoir demandé des sanctions contre les postiers grévistes, après avoir d'abord condamné la grève des ouvriers de Renault en avril 1947, le PCF, lorsque la grève est devenue massive, a décidé, selon le mot de Jacques Duclos, de ne pas se lais-

ser *"déborder à gauche"*. Il a refusé la confiance au gouvernement Ramadier, auquel il appartenait pourtant. Ramadier, tout dévoué à Washington, a sauté sur l'occasion.

Les auteurs oublient enfin par trop l'Union européenne et sa Commission toute dévouée aux milieux d'affaires, dont la plupart des commissaires sont issus ou auxquels ils sont étroitement liés. Cette origine ou ces liens expliquent l'acharnement avec lequel la Commission s'attaque à tous les services publics et encourage les partenariats public-privé, dont les auteurs de *L'Histoire secrète* montrent fort bien qu'ils visent à faire payer les frais par l'Etat et le service public, et à faire empocher les bénéfices par le privé… L'un des partenaires vide sa poche et l'autre remplit la sienne. C'est cela, la concurrence libre et non faussée…

Jean-Jacques Marie



Khrouchtchev La réforme impossible

Jean-Jacques Marie, Payot, 2010, 605 pages, 28 euros

MAIS qui se souvient de Nikita Khrouchtchev ? Pourtant, il a gouverné la deuxième puissance mondiale pendant une dizaine d'années... Pour les plus anciens, c'est un bonhomme en noir et blanc frappant de sa chaussure la tribune de l'ONU ; pour les plus jeunes, il s'agit d'un nom dans les manuels d'histoire que l'on mémorise seulement à cause de la difficulté d'écriture.

Qui était-il, en fait ? Un paysan pataud qui a gravi les rangs de la bureaucratie, presque par hasard ? Un homme politique rusé qui a réussi à éliminer ses adversaires comme ses partenaires, avant d'être éliminé à son tour, mais à survivre quand même ? Le plus fidèle compagnon de Staline ? Le chantre de la déstalinisation et de la dénonciation des crimes de Staline ? Le bourreau de la révolution hongroise de 1956 ? Le protecteur des débuts littéraires de Soljenitsyne comme le persécuteur du romancier Pasternak, tout en étant lui-même d'une profonde inculture ? Tout cela à la fois, mais pas en même temps ; tout cela et un peu plus.

La vie de Khrouchtchev contient à elle seule l'histoire de l'URSS, pour des raisons chronologiques, mais surtout pour des raisons sociales et politiques.

Il naît en 1894 en Ukraine. Paysan, puis ouvrier, il est en 1917 un des animateurs du soviet de la ville où il travaille ; il adhère tardivement (janvier 1919) au Parti bolchevique, tardivement, mais pas anormalement ; d'ailleurs, la victoire des révolutionnaires est loin d'être assurée à l'époque. Il vote en décembre 1923, comme beaucoup, pour les positions de Trotsky, avant de faire machine arrière à toute vapeur : il commence alors une carrière d'apparatchik, carrière qui va s'accélérer non tant par sa servilité personnelle que par l'éclaircissement des rangs supérieurs en raison des purges staliniennes. Une bureaucratie se façonne, qui doit tout à Staline et qui n'a rien à voir avec le Parti bolchevique qu'elle est en train d'exterminer. Khrouchtchev en est un représentant, rien de plus. Trotsky avait dit de Staline qu'il était la médiocrité la plus éminente du parti ; on pourrait dire que Khrouchtchev était la médiocrité la plus éminente de la bureaucratie. Il fait ses preuves à Moscou au moment des procès, hurlant à la répression, la saluant et l'organisant. Il est *"sur l'Olympe des nouveaux dirigeants"*, pour reprendre la formule de Jean-Jacques Marie. Il y restera, malgré toutes les épreuves et les purges de l'après-guerre. A la mort de Staline, il est l'un des trois ou quatre dirigeants qui peuvent prétendre lui succéder.

C'est ici que commence la partie la plus visible de la vie de Khrouchtchev : comment conserver le pouvoir de la bureaucratie, sauver le bureaucrate *"gérant un patrimoine dont il a l'usufruit, mais qu'il ne possède pas en propre"* (p. 327) ? La bureaucratie, et Khrouchtchev à sa tête, doit manœuvrer en recul, sacrifiant tel ou tel qui menace l'ensemble de la manœuvre (Béria, puis Molotov, par exemple).

C'est la dénonciation des crimes de Staline lors du XXe Congrès, mais une dénonciation limitée (*"Tous sont d'ac-*

cord sur un point : la liquidation des trotskystes était une bonne chose", p. 246), qui s'accompagne dans le sang si nécessaire ; ainsi, la répression de la révolution hongroise des conseils de 1956. La meilleure caractérisation a été donnée par Mao et citée par Jean-Jacques Marie : *"C'est une chaudière hermétiquement close* (dont il faut) *enlever le couvercle et éviter l'explosion"* (p. 259). On connaît la formule de Lampedusa dans *Le Guépard* pour justifier une révolution contrôlée : *"Il faut tout changer pour que rien ne change."* La bureaucratie, en 1953, est dans cette situation.

L'URSS est confrontée à une pénurie généralisée et permanente, qu'il faut escamoter ou essayer de régler par des décisions aventuristes (défricher les "terres vierges" en 1954-1955) ; *"Afin de relever le niveau de vie de la population, il faut transférer une partie du budget de la défense vers le domaine civil, les dépenses militaires sont un volant d'entraînement pour l'économie américaine, mais un frein pour l'économie soviétique"* (p. 250) ; on sait que c'est sur cette question militaire ("Guerre des étoiles"), dans les années 1980, que l'URSS bascula peu à peu dans le chaos. *"Il lui faudrait trouver ailleurs les crédits nécessaires à l'économie. Mais où ?"* (p. 400). Khrouchtchev est bien face à *"la réforme impossible"*, comme le dit le sous-titre de l'ouvrage. Ce n'est pas un problème individuel, c'est le problème de toute la caste bureaucratique dans son ensemble, qui sera amenée à sacrifier la personne de Khrouchtchev quand la globalité sera mise en cause (1963-1964).

La destinée de Khrouchtchev *post mortem*, y compris après sa mort politique, est également partie prenante de l'histoire de l'URSS : ses *Mémoires* sont caviardés par le KGB (c'est, d'ailleurs, la version non expurgée de ces *Mémoires* que Jean-Jacques Marie utilise). *"Sans le prévoir ni le vouloir"*, Khrouchtchev avait préparé la chute de l'URSS ; la perestroïka et la glasnost des années 1985 ne sont qu'une forme adaptée du "dégel" de 1956. La *"réforme impossible"* de Khrouchtchev a rendu encore plus difficile la politique de ses successeurs, qui, en réalité, ont préféré se vendre (ce qui n'est pas grave) et vendre l'URSS (ce qui est autrement dommageable).

Le sort personnel de Khrouchtchev est clairement illustratif de l'histoire du duel entre la bureaucratie et l'URSS.

Voila pourquoi cet ouvrage est, probablement, le plus abouti de notre camarade.

J.-M. S.

Le *Cahier du CERMTRI* sur les problèmes de la révolution chinoise : *Chen Duxiu, l'Opposition de gauche et la IVe Internationale*

(80 pages, 5 euros)

PENDANT des décennies, le rôle pionnier joué par Chen Duxiu dans la fondation et la vie du Parti communiste chinois a été totalement occulté au profit de Mao Tsé-toung et de Chou En-lai. Après sa rupture avec Staline en 1929 et son adhésion à l'Opposition de gauche internationale, il a été quasiment effacé de l'histoire ou calomnié par les staliniens et les maoïstes, bien entendu, mais aussi par nombre d'historiens universitaires, qui se contentent trop souvent de suivre plous ou moins docilement le courant.

Le *Cahier du CERMTRI* est composé de quatre parties, précédées d'une chronologie détaillée qui permet de suivre le déroulement des événements :

— La première, centrée sur la lettre de Chen Duxiu *"à tous les communistes chinois"*, en date du 10 décembre 1929. Chen Duxiu, tirant les leçons de la deuxième révolution chinoise (1925-1927), établit les responsabilités, sans oublier la sienne propre en tant que secrétaire du PC chinois, et se rallie aux positions de Trotsky, alors en exil à Prinkipo, en Turquie. S'y ajoutent deux lettres de Trotsky en réaction à ce document et les documents relatifs à la constitution d'une organisation trotskyste unifiée en Chine, avant que Chen Duxiu ne soit jeté en prison par le parti de Tchang Kai-shek, le Kouo-min-tang.

— La deuxième partie évoque les répercussions internationales de la discussion sur la Chine.

— La troisième partie évoque les rapports de Chen Duxiu avec le mouvement trotskyste après sa libération.

— La quatrième partie évoque brièvement la manière dont la personnalité et le rôle de Chen Duxiu sont traités en Chine aujourd'hui.

Dans sa longue lettre du 10 décembre 1929, Chen Duxiu récapitule toutes les directives émanant de la direction du Comintern, c'est-à-dire en réalité du bureau politique du PC soviétique, en clair du tandem Staline-Boukharine — directives qu'il a longtemps appliquées et de plus en plus à contre-cœur —, qui ont mené à la subordination totale du Parti communiste chinois à la direction du Kouo-min-tang. Il évoque ainsi le coup d'Etat de Tchang Kai-shek du 20 mars 1926 et les directives reçues alors de Moscou : *"Ayant fait arrêter un grand nombre de communistes*, rappelle-t-il, *désarmer les gardes rouges des comités de grève de Canton et de Hong-Kong et des conseillers soviétiques, le comité central du Kouo-min-tang décida que tous les éléments communistes devraient se retirer des organes dirigeants du Kouo-min-tang, que toute critique du sunyatsénisme* (1) *était interdite et que la liste des noms des membres du Parti*

(1) Sunyatsénisme : doctrine officielle du Kouo-min-tang, du nom de Sun Yat-sen, fondateur et premier président de la république chinoise en 1911 après le renversement de la dynastie mandchoue, puis fondateur en août 1912 du parti nationaliste Kouo-min-tang et auquel succède Tchang Kai-shek après sa mort en 1925.

communiste et de la Ligue qui entraient dans le Kouo-min-tang devait être remise au Kouo-min-tang. Toutes ces conditions furent acceptées." Ainsi fut ouverte la voie qui mena au désastre de Shanghai, en avril 1927, lorsque la grève générale décidée dans la ville fut écrasée par les troupes de Tchang Kai-shek, le délégué du Comintern ayant ordonné aux communistes d'enterrer leurs armes pour ne pas affronter Tchang Kai-shek, qui saisit l'occasion ainsi offerte.

Le *Cahier du CERMTRI* reproduit un extrait inédit de la séance du bureau politique du PC chinois du 26 juin 1927, où se manifestent à la fois les doutes et les hésitations de Tchen Duxiu et de quelques autres.

Le conseiller soviétique auprès du PC chinois, Borodine, affirme : *"Il nous faut d'abord obtenir un accord avec Moscou (...). Notre tâche est de trouver une nouvelle plate-forme en commun avec Moscou."* Il lit ensuite un télégramme de Moscou, qu'il résume ainsi :

" Que veut Moscou ? Moscou veut :

1) une révolution agraire ;

2) la démocratisation du Kouo-min-tang (le prolétariser et y attirer la paysannerie) ;

3) la création d'une armée révolutionnaire ;

4) ne pas sortir ni du gouvernement ni du Kouo-min-tang (la sortie est considérée comme une aventure)."

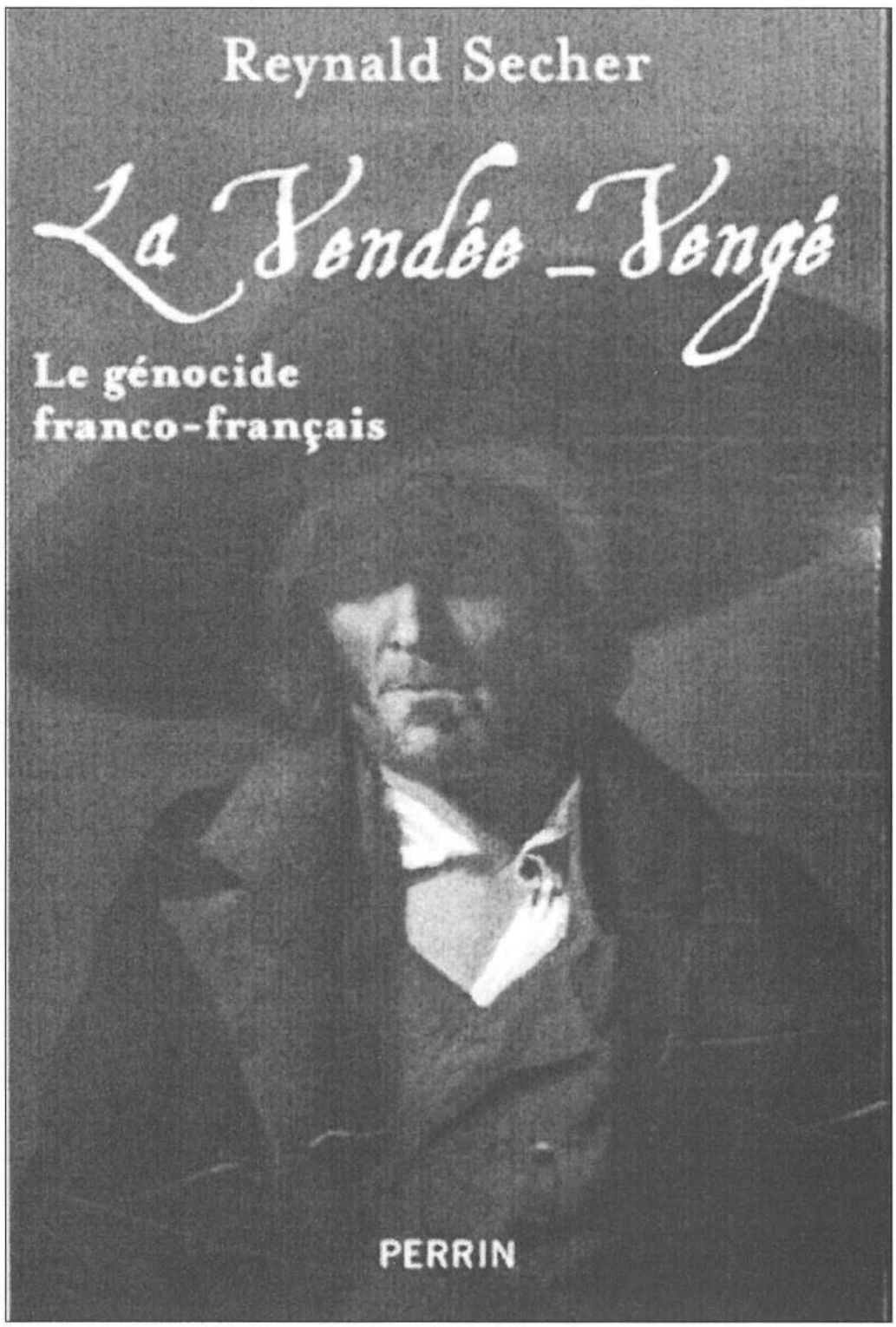
Borodine commente longuement ces directives. *"Comment Moscou comprend-il ces quatre tâches et comment je les comprends moi ?"* Il insiste sur l'armement des ouvriers et des paysans, propose une bataille pour rénover le Kouo-min-tang par en bas et y obtenir la majorité au prochain congrès et au comité central qui en sortira, juge prématurée la sortie des communistes du gouvernement du Kouo-min-tang, propose donc d'y rester *"de façon symbolique"*... sans peut-être que les ministres communistes occupent leur poste.

Chen Duxiu affirme alors : *"Je ne comprends pas les directives de Moscou et ne peux pas être d'accord avec elles. Moscou ne comprend tout simplement pas ce qui se passe ici. Ce que dit Borodine sur la révolution agraire (sans confiscation de terres) n'est pas ce que veut Moscou. Nous savons bien ce que Moscou sous-entend par révolution agraire. Moscou exige la confiscation de la terre, ce vers quoi nous ne pouvons aller. C'est pourquoi toute la plate-forme de Borodine est du vent."*

Un peu plus tard, il souligne : *"Nous sommes d'accord avec Borodine. Je suis maintenant en accord plein et entier avec les cinq points de Borodine, mais ce n'est pas la même chose que ce que veut Moscou."* Puis, il affirme en fin de séance : *"Si nous voulons l'autonomie politique, alors nous devons sortir du Kouo-min-tang"*, ce que Staline, qui a fait nommer Tchang Kai-shek membre d'honneur de l'Internationale communiste, et Boukharine refusent obstinément depuis longtemps.

Les dix-sept documents qui composent ce *Cahier du CERMTRI* en font un document précieux pour tout militant ou étudiant soucieux de comprendre à la fois les étapes de la cristallisation du stalinisme et les développements de l'Opposition de gauche internationale.

Chronique des falsifications


Reynald Secher
La Vendée - Vengé
Le génocide
franco-français
PERRIN

Comment Reynald Sécher réécrit l'histoire... ... et réinvente la langue russe !

DES fouilles préventives ayant révélé, au Mans, la présence de squelettes attribués à des Vendéens "massacrés" en décembre 1793, une association dite "virée de Galerne" milite pour le rapatriement de ces pieuses reliques dans leur région d'origine et pour l'érection d'une stèle à la mémoire des victimes. Ces "massacres", qui ne faisaient que prolonger les atrocités qui avaient jalonné la "virée de Galerne", ont inspiré à quelques nostalgiques de la Vendée monarchiste et de la chouannerie une brochure violemment antirépublicaine (1), dont la couverture résume le propos : un vitrail montrant un "bleu" embrochant un enfant dans les bras de sa mère ! Les auteurs y déclinent à longueur de pages les contre-vérités habituelles : *"La jeune république était confisquée par une clique d'apprentis dictateurs"*, l'insurrection vendéenne était une insurrection populaire, l'Armée catholique et royale se battait *"pour la liberté de penser"*, les massacres qui ont jalonné cette guerre civile ont résulté d'une volonté d'extermination...

L'un des inventeurs du *"génocide franco-français en Vendée"*

A l'occasion de la présentation de cet ouvrage au Mans, le 11 décembre dernier, les éditions Siloë organisèrent un débat auquel Reynald Sécher, l'un des inventeurs du *"génocide franco-français en Vendée"* (2), fut invité à prendre la parole. Adoubé par Pierre Chaunu, Reynald Sécher a, dans les années 1980, présenté, sur ce sujet, une thèse en Sorbonne. Il a par la suite poussé jusqu'à l'extravagance la "thèse" de François Furet qui fait de la Révolution française la *"matrice de tous les totalitarismes"*, devenant ainsi le héraut de tout ce que la Vendée, la Bretagne et l'extrême droite de ce pays peuvent compter de nostalgiques de l'Ancien Régime et, plus généralement, de tous ceux qui ont, à un titre ou à un autre, quelque compte à régler avec la Convention, avec la Montagne et avec la République *une et indivisible*.

Sur la Révolution elle-même, rien de bien nouveau : la Convention aurait *"animalisé"* les populations vendéennes avant de les exterminer méthodiquement et dans les conditions les plus atroces. A l'issue de la bataille du Mans, qui clôt tragiquement la "virée de Galerne", les femmes auraient ainsi été disposées *"en batterie"* et violées jusqu'à 50 fois après leur mort ! Une cause aussi sacrée autorise bien que l'on prenne quelques libertés avec Clio. Le décret du 1er août 1793 (article VIII), adopté, faut-il le rappeler, dans le contexte d'une guerre civile inex-

(1) Thierry Trimoreau (dir.), *Massacres au Mans en 1793*, Siloë, 2009.
(2) Reynald Sécher, *La Vendée-Vengé. Le génocide franco-français*, PUF, 1986.

piable, dit la chose suivante : *"Les femmes, les enfants et les vieillards seront conduits dans l'intérieur, il sera pourvu à leur subsistance, à leur sûreté avec tous les égards dus à l'humanité."* Traduction de Sécher : la Convention ordonne *la déportation* des femmes et des enfants, le mot *déportation* étant chargé, bien évidemment, de toutes les connotations apportées par le XXe siècle. Le décret du 1er octobre, voté par une Convention excédée, prescrit *"l'extermination* ***des brigands*** *de la Vendée"*. C'est donc bien la preuve d'une volonté d'extermination *des populations civiles* ! Les Vendéens seraient exterminés, non en tant que rebelles menaçant la République, mais en tant que Vendéens, donc en tant que groupe religieux, ce qui établirait le génocide !

Le discours a rapidement tourné au délire

Le discours banalement réactionnaire a rapidement tourné au délire : l'extermination se heurtant à des difficultés techniques, en particulier l'impossibilité matérielle de guillotiner plus de 77 personnes par jour (?), la Convention aurait chargé le chimiste Fourcroy de mettre au point un procédé de gazage des populations. Ce thème du gazage, qui revient également dans le *Livre noir du communisme,* vise évidemment à établir une filiation entre la Révolution française, la révolution russe, le totalitarisme, le très réel *"génocide de race"* et l'imaginaire *"génocide de classe"*.

Le voyage imaginaire de Lénine

Le *"génocide franco-français"*, en effet, a très vite ramené Reynald Sécher à son sujet favori : l'extermination des Vendéens préfigure Dachau ; le statut des juifs a été adopté par Vichy à partir de textes votés par la Convention ; la politique des Montagnards, c'est déjà celle de Lénine, de Staline, de Hitler et de Pol Pot. La preuve : durant son exil en France (donc bien avant la révolution, ce qui établit le caractère intrinsèquement génocidaire du bolchevisme !), Lénine, homme fort prévoyant, s'est déplacé tout spécialement à Pornic pour étudier comment on extermine une population ! Instruit par ce voyage, il a appliqué, une fois au pouvoir, ce traitement à la Russie. D'ailleurs, en russe, le mot *Vendée* ne désigne-t-il pas une région où l'on extermine et *Loire* un fleuve où l'on noie les opposants politiques ? Il va sans dire que les cadres des camps d'extermination nazis ont été formés à l'école du Goulag soviétique... Faut-il ajouter que Reynald Sécher a vivement conseillé à l'auditoire la lecture de Stéphane Courtois !

Rémy Janneau

Conférence *"Peut-on parler de génocide vendéen ?"* (11 décembre 2009)

Intervention de Rémy Janneau

Je tiens, pour la clarté du débat, à préciser d'entrée que je suis républicain, jacobin, et même franchement montagnard. Je ne partage pas le point de vue de François Furet suivant lequel la Révolution serait finie. Je pense au contraire que la défense de la République une et indivisible reste plus que jamais à l'ordre du jour et j'irai jusqu'à dire que l'élection d'une nouvelle Convention, dans le

contexte de la France d'aujourd'hui, serait une excellente chose.

Cela étant, il me semble nécessaire, sur un sujet aussi sensible, de distinguer l'approche politico-idéologique de l'analyse proprement historique. Le rôle de l'histoire n'est ni de porter des jugements moraux, ni de justifier ou de stigmatiser, ni de nourrir une mémoire particulière. **Il est d'établir les faits et d'essayer de les expliquer rationnellement.**

Bien entendu, il y aurait beaucoup à dire sur les causes de l'insurrection paysanne, sur le drapeau sous lequel elle s'est rangée dès le début, le drapeau blanc, ou encore sur les prêtres réfractaires. Je pense que nous y reviendrons au cours du débat, mais je voudrais dissiper, dans un premier temps, ce qui m'apparaît comme une confusion entre **massacres, atrocités** et **génocide**.

• **Etablir les faits, c'est d'abord ne pas en occulter une partie.** Le républicain que je suis ne nie ni les **massacres** ni les **atrocités** perpétrés dans ce qu'il est convenu d'appeler la Vendée militaire. Encore faut-il admettre que les deux camps se sont montrés aussi implacables l'un que l'autre.

J'ai cherché dans le livre de Reynald Sécher ce qui s'était passé à Machecoul. On y apprend que les émeutiers ont incendié les locaux de l'administration et brûlé les registres. Je suppose que les 565 victimes, tuées de la manière la plus atroce, sont à ranger au nombre des dégâts collatéraux !

Les "chapelets" de Machecoul comme les noyades de Nantes, le curé constitutionnel Ménard tué lentement à coups de baïonnette dans le visage, le maire de Saint-Fiacre découpé en quartiers, les puits remplis de corps de républicains parfois jetés vivants, l'état pitoyable des centaines de cadavres de patriotes laissés derrière eux par les paysans vendéens nous renvoient, au même titre que les victimes des "colonnes infernales", à cette phrase de Babeuf, au moment où les têtes de De Launay et de Flesselles se promenaient au bout des piques : *"Nos maîtres nous ont faits barbares, ils récoltent et récolteront ce qu'ils ont semé."*

Il est vrai qu'en l'occurrence, d'un côté comme de l'autre, les "maîtres" n'ont pas été seuls à "récolter".

• **Analyser les faits suppose une mise en perspective.** Je partage tout à fait le point de vue de **François Lebrun** suivant lequel le traitement appliqué à la Vendée s'inscrit dans la tradition du ***"dégât"***, pratique d'Ancien Régime consistant à mettre à feu et à sang une région dont on voulait briser la résistance, que l'on voulait punir de sa révolte, ou, tout simplement, mettre hors d'état de ravitailler l'ennemi.

Carnot se situe dans la continuité de Louvois, et Turreau de Lignères de Garambouville dans celle du duc de Chaulnes. Si je suis d'accord sur un point avec Pierre Chaunu, c'est bien quand il rapproche le cas de la Vendée de celui des Cévennes.

J'ajoute que résumer la République ou même la Convention à un soldat embrochant un enfant est historiquement à peu près aussi pertinent que réduire le règne de Louis XIV aux soldats du duc de Chaulnes rôtissant à la broche des petits Bretons.

• Etablir les faits, c'est aussi les replacer dans le contexte d'**une guerre civile d'autant plus inexpiable** qu'elle se combine avec la coalition de tout ce que l'Europe compte de têtes couronnées. Pour la République, c'est une lutte à mort où l'on ne s'embarrasse pas de nobles sentiments. C'est une guerre totale où le but n'est pas seulement de vaincre l'adversaire, mais de le détruire et de le laisser incapable de se relever.

On ne peut non plus ignorer que les divergences politiques au sein même du camp républicain ont aussi des incidences sur la répression. Turreau est un hébertiste porté aux solutions extrêmes. A l'inverse, Westermann, qui est dantoniste, en rajoute par peur d'être suspect.

Si l'ampleur des massacres et le degré d'atrocité des exactions suffisaient à définir un génocide, l'histoire en serait jalonnée. On pourrait convoquer au tribunal de l'histoire les Athéniens coupables de l'extermination de la population mâle de Mélos et les croisés pour les massacres perpétrés à Jérusalem !

Chaque peuple, pratiquement, pourrait s'en inventer au moins un, et il est vrai que, depuis quelques années, de la Lituanie aux Antilles en passant par l'Ukraine, nous observons, au sein de beaucoup de peuples à mémoire douloureuse, une volonté de se faire reconnaître, à tort ou à raison, comme victimes d'un génocide. Les propositions de lois visant à faire "reconnaître" un "génocide" en Vendée s'inscrivent dans ce contexte.

Or non seulement je pense que c'est une notion qu'il vaut mieux ne pas galvauder, mais on ne retrouve, dans le cas de la Vendée, aucun des critères d'un génocide :

— **Il n'y a pas eu extermination.** Le chiffre de 600 000 morts avancé par Hoche et repris pour des raisons diamétralement opposées par Chateaubriand, puis, en 1984, par Pierre Chaunu, n'est pas crédible.

Reynald Sécher lui-même établit, avec une précision remarquable, le nombre des *disparus* à 117 257. Disparu ne veut pas dire victime. Des travaux récents soulignent l'un des aspects démographiques les plus occultés par les deux camps : l'importance du nombre de réfugiés. 50 000 à 100 000 Vendéens ne sont jamais revenus, ce qui invalide la méthode qui consiste à soustraire la population de 1801 de celle de 1790.

Le chiffre de Reynald Sécher est d'ailleurs très inférieur à la fourchette proposée par Jean-Clément Martin, qui, lui, récuse l'idée d'un génocide en Vendée : 220 000 à 250 000, en comptant 35 000 morts dans le camp républicain et, outre les combattants et les victimes de massacres, celles des épidémies, de la sous-alimentation et de l'épuisement. Que le chiffre de la population de la Vendée militaire en 1792 soit supérieur à 800 000, comme le dit Reynald Sécher, ou plutôt proche de 550 000 si l'on retient l'estimation d'Hussenet, on est très loin d'une extermination.

— Il n'y a pas eu davantage **intention d'extermination**. Le mot revient indéniablement dans un certain nombre de discours de Barère, de Francastel et de bien d'autres, mais il s'agit d'un langage de guerre civile qu'il faut interpréter comme une volonté d'en finir une fois pour toutes, ce qui n'implique évidemment pas l'extermination.

Ce vocabulaire extrême est le reflet d'une lutte sans merci. Les textes adoptés par la Convention contredisent d'ailleurs l'idée d'une volonté exterminatrice. Le décret du 19 mars 1793 prévoit la peine de mort pour les rebelles pris les armes à la main, Marat demandant qu'on exécute seulement les chefs et que l'on épargne les citoyens égarés, ce qui sera adopté en mai. Le décret du 1er août prévoit de faire sortir les femmes et les enfants de la Vendée militaire, de pourvoir à leur subsistance et de les traiter avec tous les égards dus à l'humanité.

Les massacres de masse vont naître bien plutôt de l'engrenage implacable d'une guerre civile dans laquelle les civils sont impliqués. N'oublions pas qu'à Machecoul, les femmes sont les plus acharnées, que bon nombre sont devenues des combattantes, que les enfants eux-mêmes sont, parfois à 12 ou 13 ans, également des combattants. Le XXe siècle n'a malheureusement pas inventé les enfants soldats.

— Troisième critère : **les caractères du groupe visé**. Les Vendéens n'ont jamais constitué, à ma connaissance, **un groupe ethnique, racial ou religieux homogène, pas même politique**. Il n'y a jamais eu d'intention de les exterminer en tant que tels, mais de mettre la Vendée hors d'Etat de menacer à nouveau une République toujours en guerre.

— Enfin, et surtout, on ne peut appliquer rétrospectivement et hors contexte à des événements vieux de deux siècles **une notion à laquelle nous avons donné, au XXe siècle**, un **fondement juridique, mais qui n'a aucune validité scientifique.**

— Quant aux **massacres qui ont suivi la bataille du Mans,** ils s'inscrivent dans la continuité des atrocités qui ont, des deux côtés, accompagné la "virée de Galerne", au cours de laquelle personne n'a fait de prisonniers. Ils traduisent aussi, là encore, une volonté d'en finir.

En conclusion, je distinguerai soigneusement trois choses.

— **La mémoire,** qui, disait Bédarida, est fidélité à un héritage ; la Vendée — plus exactement certains Vendéens, et c'est leur droit — cultive pieusement la sienne depuis deux siècles.

Je ne crois pas à une réconciliation des mémoires. Je pense même que le prétendu **devoir de mémoire**, précisément parce que celle-ci est fidélité, est un obstacle à une recherche apaisée de la vérité.

— **L'histoire** est, au contraire, critique et distanciée, qui est débat, et qui est le moyen de dépasser des mémoires contradictoires. En ce sens, nous avons un **devoir d'histoire.**

— Enfin, **une instrumentalisation politico-idéologique** de l'une et de l'autre : le choix du mot génocide n'a d'autre raison d'être que d'établir une filiation douteuse entre la Révolution et le totalitarisme, entre la Vendée et la shoah, entre Robespierre et Pol Pot, et de marquer la République d'une tache originelle indélébile.

Et ici, nous quittons malheureusement le terrain de l'histoire pour celui de la propagande politique.

Intervention de Daniel Jouteux

La guerre de Vendée est une guerre civile avec ses atrocités, ses massacres. Dans son exposé, Reynald Sécher ne parle que de l'extermination des Vendéens par les républicains.

Or dans cette guerre civile, c'est le Vendéen qui tue le Vendéen. Ainsi, à Machecoul, dès le début de l'insurrection, les "blancs" vendéens massacrent "en chapelet" des "bleus" vendéens.

C'est extraordinaire ! Sécher ne dit pas un mot sur les massacres, les pillages, les mutilations... perpétrés contre les "bleus" vendéens et les républicains par les "blancs" pendant ces mois de guerre civile.

Quant à ce que certains appellent la "virée de Galerne", il faut préciser que si l'Armée catholique et royale passe la Loire, c'est parce qu'elle est acculée par les armées républicaines qui la chassent de Vendée. Et si cette armée se dirige vers Granville, c'est pour faire la jonction avec les émigrés et l'Angleterre, en guerre contre la France.

Morceau d'histoire superposée

NOUS pensions jusqu'à récemment que la faucille et le marteau comme emblème avait été inventé par les bolcheviks pour symboliser l'alliance des ouvriers et des paysans. C'est vrai, incontestablement... mais pas seulement.

En fait, il s'avère, à la lecture des sources historiques russes, que le dessinateur bolchevique de ce dessin a repris cet emblème de l'histoire antique. C'était le symbole des insurgés juifs dirigés par Juda Macchabée en lutte contre la domination des Séléucides en Palestine, et qui se sont révoltés lorsque le roi grec a voulu mettre la statue de Zeus dans le temple de Jérusalem. Cela se passait en 161 avant J.-C. Ils prirent la faucille et le marteau comme symbole de leur lutte, celle du peuple et de ses "premières armes".

Il semblerait que le choix de la faucille et du marteau ait aussi plu pour des raisons graphiques "modernistes" aux dirigeants bolcheviques, et à Lénine en particulier, mais aussi parce que, de l'avis du dirigeant musulman tatar bolchevique Sultan Galiev, la faucille comportait "implicitement" aussi le croissant, et, qu'en y rajoutant l'étoile (rouge), ce qui fut fait, cela donnait le croissant et l'étoile... de l'islam, ce qui a permis à Zinoviev, au congrès des peuples d'Orient à Bakou, en 1921, de proclamer que la lutte contre l'impérialisme occidental était une "djihad".

Et ce qui explique aussi que Lénine ait imposé, contre les colons russes

d'Asie centrale qui avaient pris parti pour les bolcheviks, le droit pour les musulmans d'URSS de choisir lors des procès soit les tribunaux soviétiques, soit les tribunaux de la Charia, et que Lénine a réimposés "en parallèle", au nom de la lutte contre l'oppression coloniale... en même temps que le droit de porter le foulard dit islamique.

Au même moment, il justifiait la répression contre l'Eglise orthodoxe au nom de l'alliance historique incestueuse de cette dernière avec le tsarisme. Et essayait de négocier en secret avec le Vatican un compromis pour la légalisation du culte catholique en Russie, perçu par Lénine aussi comme un culte opprimé sous les tsars.

Il était en particulier intéressé par le fonctionnement des jésuites. Cela ne se fit pas, parce que Rome envisageait tout simplement de prendre avec l'appui des bolcheviks la place vacante de l'orthodoxie. Les bolcheviks, en bons fils des Lumières, ne pouvaient imaginer aller aussi loin que le désirait le Vatican ! Qui, de son côté, pensait dans sa subjectivité d'un autre âge que le catholicisme, vu sa "solidité légendaire", pouvait garantir aux bolcheviks la pérennité de leur pouvoir mieux que l'athéisme marxiste (...).

Staline, dix ans après Lénine, avait de son côté "simplifié" l'histoire, "rajeuni" la faucille et le marteau, lui enlevant ses origines juives (et musulmanes) ; il fit fusiller Sultan Galiev, interdire les tribunaux de la charia et organisa à Tachkent une manifestation où les femmes brûlèrent leurs foulards.

Une histoire qui nous a échappé...

Bruno Drweski

Quelques divagations...

SI l'on comprend bien les divagations de Bruno Drweski, que j'ai découvertes sur Internet, Staline a fait fusiller le communiste tatar Sultan-Galiev par souci de défendre la laïcité menacée.

Certes, ce pourrait n'être qu'un détail, mais quand on prétend révéler des secrets, mieux vaut ne pas se tromper sur les dates. Bruno Drweski date le congrès des peuples d'Orient de Bakou de 1921. Or il s'est tenu au début de septembre 1920, réunissant 5 850 délégués, dont beaucoup n'étaient pas communistes, mais nationalistes. Il est vrai qu'à ce congrès, s'adressant à des délégués dont une bonne partie ne comprenait pas un mot de russe, Zinoviev, suscitant un enthousiasme indescriptible, s'est écrié : *"L'Internationale communiste se tourne aujourd'hui vers les peuples d'Orient et leur dit : frères, nous vous appelons à la guerre sainte* (djihad), *et d'abord contre l'impérialisme britannique."* Mais Zinoviev précise le contenu de cette "djihad", l'un des rares mots compris par tous les délégués, d'une façon qui interdit d'y voir une guerre religieuse : *"Vive l'union fraternelle des peuples d'Orient avec l'Internationale communiste ! A bas le capital ! Vive l'empire du travail ! Vive la résurrection de l'Orient !"*, et des délégués crient pour préciser encore les choses : *"Vive la IIIe Internationale communiste !"*

L'évocation par Bruno Drweski de la politique de Lénine en Asie centrale est assez curieuse. De 1906 à 1912, Stolypine, pour encourager la colonisation par la paysannerie russe de la Sibérie et de l'Asie centrale, a envoyé 438 000 familles russes au Turkestan. Elles y ont colonisé 17,5 millions d'hectares de terres, occupées par la population kazakhe locale nomade (dite alors kirghize), massivement expropriée ! En 1916, cette population, mobilisée pour des travaux de fortification, s'est révoltée. La répression a été féroce. Des dizaines de villages ont été rasés.

Entre 1917 et 1920, ces Kazakhs-Kirghizes ont été surexploités par les colonisateurs russes d'hier, autoproclamés dictature du prolétariat ; un tiers de la popu-

lation kazakhe est morte d'épuisement et de faim.

Lénine fait décider par le bureau politique, le 29 juin 1920, la liquidation de l'inégalité entre Kazakhs et Russes, la restitution aux Kazakhs de la plus grande partie des terres confisquées, en ne laissant aux colonisateurs russes qu'un petit lopin, et l'annulation de tous les contrats d'emploi léonins imposés par ces derniers aux Kazakhs. Il fait rappeler à Moscou *"tous les communistes du Turkestan infectés par la mentalité colonisatrice et le colonialisme russe"*. Il envoie au Turkestan Safarov, qui fait chasser des centaines de familles de paysans russes qualifiées de koulaks, dont les terres restent en friche. De nombreux dirigeants réclament son rappel. Lénine, désireux de convaincre les populations musulmanes de son hostilité radicale à l'héritage de l'impérialisme russe, fait venir à Moscou Safarov, accuse Tomski, envoyé par le bureau politique, et le dirigeant de la Tcheka au Turkestan, Peters, de chauvinisme russe. Lénine suspecte Tomski d'être favorable aux colons russes. Il envoie au Turkestan Adolphe Ioffé, chargé de tout vérifier et d'accorder une attention particulière *à "la défense des intérêts des indigènes contre les exagérations russes, grandes-russes ou colonisatrices"*. Il ajoute : *"Il est diablement important pour toute notre Weltpolitik (...) de démontrer que nous ne sommes pas des impérialistes, que nous n'admettrons pas de déviation dans ce sens. C'est une question mondiale, sans exagération mondiale (...). Cela se répercutera sur l'Inde, sur l'Orient, là il est impossible de plaisanter."*

Le 14 octobre 1921, le bureau politique envoie Sokolnikov au Turkestan avec la mission d'assurer une stricte égalité entre Russes et Kazakhs dans l'utilisation de la terre et de l'eau, et de favoriser la restitution de leurs terres aux Kazakhs. Safarov, écrit Sokolnikov à Lénine, s'est acharné à *"terroriser systématiquement les fermiers russes esclavagistes et à affranchir systématiquement les esclaves kirghizes"*. Donner raison à ses adversaires signifierait punir ceux qui trahissent *"leur propre"* nation pour défendre les esclaves d'une nation *"étrangère"*. *"Vérité incontestable !"*, commente Lénine, pour qui le gain politique international de la défense des esclaves colonisés compte plus qu'une perte économique provisoire.

Lénine a conseillé de ne pas s'attaquer aux sentiments religieux des musulmans de ces régions ? Certes, mais il a la même attitude avec les croyants orthodoxes. Son souci pragmatique d'associer des paysans hors parti à la politique des bolcheviks amène Lénine à s'opposer à la propagande antireligieuse. Mi-avril 1922, il lit la liste des mots d'ordre prévus pour le 1er Mai. Il envoie une note à Molotov sur le mot d'ordre *"Dénoncer le mensonge de la religion"*. Il proteste : *"C'est impossible. C'est un manque de tact. Précisément au moment de Pâques, il faut recommander autre chose (...) : éviter, absolument, toute offense à la religion."* Il lui demande de diffuser une circulaire sur ce point. Le 21 avril, la *Pravda* publie une lettre invitant à l'occasion du 1er Mai *"à n'admettre en aucun cas aucune manifestation offensant les sentiments religieux de la masse de la population"*.

Bruno Drweski, qui accuse Lénine de négocier avec le Vatican la légalisation de l'Eglise catholique, n'a sans doute pas lu ces lignes, ou alors il les efface volontairement. Selon lui, le Vatican *« pensait (...) que le catholicisme, vu "sa solidité légendaire", pouvait garantir aux bolcheviks la pérennité de leur pouvoir mieux que l'athéisme marxiste »*. Le Vatican était donc partisan du maintien des bolcheviks au pouvoir le plus longtemps possible ? A ce degré, ce n'est plus de la falsification, c'est du délire.

Et il paraît que Bruno Drweski enseigne à l'Institut national des langues orientales.

Pauvres étudiants.

Jean-Jacques Marie

ISSN 1287-25-98
Commission paritaire 0913 G 78360